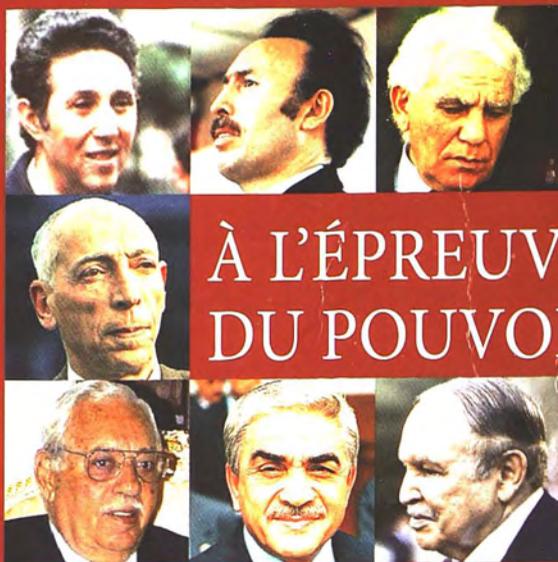


BADR' EDDINE MILI

LES PRÉSIDENTS  
ALGÉRIENS



À L'ÉPREUVE  
DU POUVOIR

PRÉFACE DE  
RÉDHA MALEK

CASBAH  
*Editions*



BADR'EDDINE MILI

**LES PRÉSIDENTS  
ALGÉRIEN À L'ÉPREUVE  
DU POUVOIR**

**CASBAH**  
*Editions*

Villa n°6, lot. Saïd Hamdine, 16012, Alger

© Casbah-Editions, Alger, 2014.  
ISBN : 978 - 9947- 62 - 061 - 8.  
Dépôt légal : 4629 - 2014.  
Tous droits réservés.

## SOMMAIRE

|                           |    |
|---------------------------|----|
| <b>PRÉFACE</b> .....      | 9  |
| <b>INTRODUCTION</b> ..... | 13 |

### **PREMIERE PARTIE : DE L'ÉTAT ET DES IDÉOLOGIES**

|   |    |
|---|----|
| 1. L'État national entre révolution et contre-révolution..... | 19 |
| 2. Gauche, islamisme et démocratie .....                      | 32 |
| 3. Les élites algériennes d'hier a aujourd'hui.....           | 44 |
| 4. La genèse des capitalismes algériens.....                  | 54 |

### **DEUXIEME PARTIE : DU POUVOIR ET DES HOMMES**

|  |     |
|--|-----|
| 1. Ferhat Abbas, l'anti-héros.....                         | 71  |
| 2. Ahmed Ben Bella « le frère militant ».....              | 85  |
| 3. Houari Boumedienne ou l'œuvre inachevée.....            | 94  |
| 4. Chadli Bendjedid : sujet ou objet de l'histoire ? ..... | 108 |
| 5. Les trois morts de Mohamed Boudiaf.....                 | 119 |
| 6. Ali Kafi dans la tourmente des années noires .....      | 128 |
| 7. Ce que l'Algérie doit a Liamine Zeroual.....            | 133 |
| 8. Abdelaziz Bouteflika : le règne le plus long.....       | 144 |
| <b>CONCLUSION</b> .....                                    | 153 |



## PRÉFACE

Etablir un bilan politique des cinquante dernières années n'est pas une entreprise aisée. Pourtant deux impératifs en dictent la nécessité. Le premier porte sur une interrogation lancinante : comment en est-on arrivé là ? Une Révolution si prometteuse qui laisse un goût d'ina-chevé à l'ère de l'indépendance. Ce qui, d'autre part, exige un retour sur tout le processus de notre évolution depuis 1962 afin d'appréhender le sens de notre histoire récente et, par là, de préparer un futur qui s'annonce, d'ores et déjà, d'une complexité sans précédent.

Badr'Eddine Mili s'est attaqué dans le présent travail à cette problématique en s'efforçant à l'objectivité et en se démarquant des clichés et des idées toutes faites qui hantent, généralement, ce domaine.

L'un des sujets cruciaux qui a, particulièrement, sollicité l'attention de l'auteur se rapporte à l'État. Cet État qui, chez nous, renoue avec l'État précolonial de 1830 sur le plan intemporel du droit, mais qui en diffère par le contenu, ayant été forgé dans le feu de la lutte et acquis, de ce fait, une légitimité historique incontestable. Un Etat que la « décennie noire » n'a pas ébranlé. L'erreur de l'ex-FIS fut d'avoir oublié que cet État, issu de la Révolution armée, porte, en lui, un potentiel d'universalité exceptionnel qu'ignorent nombre d'Etats nés de la décolonisation.

Notre époque a vu disparaître, par exemple, l'Etat somalien, et plus récemment, l'Etat libyen remplacés par des « seigneurs de la guerre » ; elle enregistre, aujourd'hui, la dislocation de l'Irak, qui fut, pourtant, délimité par les Accords Sykes-Picot passés en 1916 entre la France et la Grande Bretagne.

Certes, pour l'Algérie les risques ne sont pas absents, mais elle ne sera pas démunie. Il suffit de rappeler les positions de cheikh Bayoud du M'Zab ou de l'Amenokal du Hoggar, refusant clairement les avances d'un Olivier Guichard — envoyé, en 1962, à l'approche du cessez-le feu, par le Général de Gaulle — visant au démantèlement du pays, pour comprendre le solide enracinement de l'unité nationale.

Par ailleurs, Mili fait justice des remises en cause dont l'État national est, aujourd'hui, l'objet. Il souligne l'inanité idéologique d'un post-modernisme qui crie à la mort de l'État national sous prétexte d'une mondialisation négatrice des frontières et des originalités nationales. Cette thèse est d'autant plus inacceptable qu'elle s'adresse à des pays dont l'État, encore fragile, a, au contraire, besoin de toutes ses potentialités pour s'affirmer comme l'authentique garant des personnes, des biens et des libertés. « Où est donc l'Etat ? », clamaient les citoyens algériens excédés par les horreurs terroristes.

L'auteur ne s'est pas trompé en dévoilant les véritables ambitions de la nébuleuse islamiste qualifiée par lui de wahhabiste qui prétendit en découdre avec l'État.

Les États-Unis avaient battu le rassemblement des islamistes à l'échelle internationale afin de faire pièce aux Soviétiques en Afghanistan. Avaient-ils réalisé les dangers qu'ils représentaient pour leur pays d'origine lorsqu'ils y retourneraient ? Toujours est-il que le GIA qui avait vu le jour à Peshawar rentra en Algérie, comme en pays conquis,

défilant dans les rues d'Alger, en tenue afghane, bivouaquant sur la place du 1<sup>er</sup> Mai, inondant l'espace de ses prêches incendiaires. Ses éléments traversaient l'Europe sans être inquiétés : il fallait renvoyer l'ascenseur à ceux qui servirent le grand allié US. Non seulement l'Algérie ne perçut aucun signe de solidarité, mais elle fut l'objet d'une désinformation systématique, par le biais de laquelle les crimes terroristes étaient noyés dans le « qui tue qui ? », sinon, carrément, imputés aux services de sécurité.

Les pressions politiques ne manquèrent pas. Je me souviens d'une lettre de 1993 du Secrétaire d'Etat américain me conseillant « d'élargir la base du gouvernement », autrement dit de négocier avec le FIs.

Ce que l'Algérie avait dénoncé à l'époque, l'Amérique et l'Europe le font, aujourd'hui, à leur tour. En lâchant la bride à leurs ressortissants partis combattre le régime syrien, ils s'inquiètent de leur conversion au djihadisme et de ses conséquences inéluctables, à leur retour au pays. Le soutien multiforme prodigué au djihadisme en Syrie favorisa son expansion en Irak et sa promotion en Etat islamique. A l'instar de l'Afghanistan, la Syrie se transforma en creuset du terrorisme transnational. L'Histoire se répète mais avec, cette fois-ci, un tel degré de gravité, qu'il ne fallait pas moins d'une coalition mondiale pour endiguer le danger.

En surmontant, victorieusement, la « décennie noire », l'État algérien a réaffirmé sa pérennité et renforcé, aux yeux des masses, son caractère républicain en tant qu'alternative unique à toute gouvernance de type théocratique.

Badr'Eddine Mili l'a démontré tout au long de son livre en retraçant les différentes étapes de notre développement. Il a, en ce qui concerne tant les acteurs politiques que leurs initiatives heureuses ou malheureuses, fait montre d'une remarquable lucidité critique, aidée d'une information

approfondie. Loin de ce « prurit » pseudo-révolutionnaire dont font preuve parfois nos journalistes et nos démocrates, sa démarche, notamment, dans l'esquisse d'une galerie de portraits des présidents qui se sont succédé à la tête de l'État depuis 1962, n'a consisté ni à dénigrer ni à démolir, mais à tenter de comprendre les motivations et les intentions, les données contextuelles et les circonstances historiques. Méthode fructueuse s'il en est, qui ouvre au débat et fait progresser la pensée. Ce n'est pas, là, l'un des moindres mérites de l'auteur en s'attaquant à des sujets aussi ardu.

De l'expérience algérienne du terrorisme — qui, selon certains observateurs, nous a infligé un retard d'une trentaine d'années — il résulte une série d'enseignements. Les a-t-on pris en compte dans les pays arabes qui traversent, à leur tour, des situations similaires ? L'Algérie, elle-même, les a-t-elle assimilés pour son grand bénéfice ? La leçon est double : combattre, sans faiblesse, le terrorisme, tant sur le plan sécuritaire que sur le plan des idées, en opposant à ses protagonistes le patriotisme et la notion de l'État qui l'incarne. Un État qui doit - en second lieu - se muer, obligatoirement, en État de droit.

« L'État national, écrit Badr'Eddine Mili, et tout ce qu'il implique comme actualisation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, commande de réaliser le projet de république démocratique et sociale retenu par les pères fondateurs de la Révolution. C'est le dessein de la dernière chance. Un refus, par vanité, orgueil ou intérêt étroit ouvrirait les portes sur l'inconnu ».

**Redha Malek**

## INTRODUCTION

La Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 victorieuse d'un des colonialismes les plus féroces de l'Histoire de l'Humanité a eu, à l'indépendance, pour prolongement naturel la restauration de l'État national fondé, en 1830, par l'Émir Abdelkader l'un des dirigeants politiques, militaires et spirituels les plus prestigieux que l'Algérie moderne ait connu.

La résurrection de cet État proclamé, en 1962, sous le régime d'une République populaire et démocratique inédite et dans les limites d'un territoire sans précédent dans les annales de la Nation algérienne, fut la consécration la plus achevée des luttes du mouvement national ainsi que des principes et des valeurs posés par les textes fondamentaux ayant servi de socle idéologique et politique à l'insurrection armée du peuple algérien.

Il a représenté pour les générations de l'époque la concrétisation d'une partie des promesses contenues dans ces textes, à savoir la libération du pays sur la base de la reconnaissance de l'intégrité de ses frontières et du respect de l'unité de son peuple.

La réalisation des autres engagements relatifs à la construction d'un État de droit garant des libertés constitutionnelles, d'un développement économique et culturel indépendant et d'un progrès social équitable n'a pas, malheureusement, abouti pour des raisons que le présent

essai se propose de cerner à travers une série de réflexions consacrées à l'État, à la démocratie, aux idéologies et aux présidents qui ont dirigé l'Algérie de 1962 à 2014.

L'un des objectifs de ce travail est de tenter d'expliquer en quoi cette autre partie des engagements de la Révolution, incomplètement traduits dans les différentes Constitutions de la République, est encore d'actualité et en quoi la préservation et la consolidation de l'État national sont, plus que jamais, dans un contexte intérieur et extérieur tendu, l'un des défis majeurs auquel la société algérienne est confrontée.

Le remarquable engouement populaire et intellectuel qui a accompagné, en 2012, la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance a montré à quel point les Algériens souhaitent approfondir la connaissance de l'Histoire de leur pays et accéder à une lecture objective et sereine des idées, des événements, des itinéraires des hommes d'État et des soubassements des politiques qui ont marqué ces cinquante années de liberté arrachées au colonialisme, un laps de temps, certes court, mais suffisamment dense pour inciter à jeter un regard lucide et critique sur d'où l'on vient pour savoir vers où l'on va.

Ce regain de patriotisme qui n'a, à l'évidence, rien à voir avec un effet de conjoncture, a la particularité de ne plus se contenter des versions édulcorées servies sur le sujet, des années durant, par la pensée unique.

Il s'est construit sur une exigence de vérité et de probité qui ne souffre plus de buter sur les impasses d'hier.

L'opinion demande à être éclairée par des documents, des témoignages et des analyses revêtus du sceau de la sincérité et de l'intégrité intellectuelles, les rares qualités auxquelles la société fait encore confiance.

L'auteur s'est efforcé de formuler sur les sujets traités des appréciations et des évaluations sur des événements et

des acteurs politiques qu'il a vécu et approché, lesquelles n'émargent ni au registre de la satisfaction inconditionnelle ni à celui de la mise en cause inquisitoriale.

Il a cherché à fournir des clefs à même de rendre intelligibles les problématiques du passé et du présent pour saisir les challenges de l'avenir dont l'un des plus importants concerne la pérennisation de l'État national au moyen de son ouverture sur l'exercice d'une démocratie authentique qui viendrait confirmer que la Nation algérienne ne s'était pas soulevée, uniquement, pour récupérer un territoire et rétablir une souveraineté mais, aussi, pour œuvrer à l'avènement d'un ordre républicain supérieur à la hauteur des aspirations de ses citoyens à la dignité et à la liberté.

**B. M.**



**PREMIÈRE PARTIE :**  
**DE L'ÉTAT ET DES IDEOLOGIES**



## 1. L'ÉTAT NATIONAL ENTRE RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

Il peut paraître, a priori, quelque peu désuet d'évoquer, aujourd'hui, la question de l'État national, dans une Histoire immédiate surdimensionnée par une mondialisation économique et militaire imparable.

Et pourtant, par quelque bout que l'on prenne les événements qui bousculent, en ce moment, le système de l'ordre et de l'autorité prévalant dans le monde arabe, tout renvoie à elle et tout la place au cœur de l'actualité de sociétés déboussolées qui souffrent de l'inachèvement ou, pire, de l'inexistence d'un État national qui les aurait sauvées du désastre qu'elles subissent si celui-ci avait été conduit au bout de son processus par des régimes en phase avec les aspirations de leurs peuples.

Les réformes engagées ici et là, au Machrek et au Maghreb, invariablement parées de vertus passant pour être démocratiques, dans certains cas, imposées de l'extérieur, éclairent sur la pertinence des termes avec lesquels cette question interpelle aussi bien les forces sociales que le large spectre des élites intellectuelles et politiques agissant sur la scène arabe.

Contemporaine de la Renaissance européenne et des idées modernes, la question de l'État national s'est posée, de différentes manières, au sortir de la période féodale.

L'État-Nation que la bourgeoisie fit émerger en Angleterre et en France, au lendemain de la Révolution de Cromwell de 1660 et de la Révolution française de 1789 servit de porte-étendard au réveil des nationalismes européens opposés à l'Empire austro-hongrois et pressés de reconquérir leur identité et de former des États en adéquation avec leurs idéaux de liberté et de fidélité aux valeurs ancestrales, après le retentissant échec de la Commune.

Le mouvement fut suivi, sous la même égide, par la réalisation tardive de l'Unité nationale allemande et de l'Unité nationale italienne, accouchées au forceps, successivement par le chancelier prussien Bismarck pour l'Allemagne et par le roi Victor Emmanuel II, Cavour et Garibaldi pour l'Italie, ce qui entraîna l'Europe dans deux guerres mondiales impliquant d'autres nouveaux-venus, à la recherche de l'expansion, le Japon modernisé par le Meiji et les États-Unis, la nouvelle puissance montante du Nouveau Monde, un melting-pot multiculturel et multinational créé par les hobereaux vaincus par les Révolutions du Vieux Continent.

Seules la Russie précapitaliste et la Chine dominée par le mode de production asiatique et le féodalisme firent exception, les deux ayant opté, à quelques variantes près, pour le communisme, l'antithèse du nationalisme, à la suite de la victoire du bolchevisme sur le gouvernement bourgeois de Kerensky et de celle du maoïsme sur le gouvernement « nationaliste » de Tchang-Kaï-Tchek, l'avatar de la révolution bourgeoise de Sun-Yat-Sen, étouffée dans l'œuf en 1911.

Au Machrek et au Maghreb où le pouvoir était tribal, la maturation de l'idée de l'État national avait attendu, pour émerger, d'être mise à l'épreuve de la colonisation. Le premier pays du Maghreb à l'avoir connu fut l'Algérie qui, dès 1830, proclama sous la direction de l'Émir Abdokader, l'État national dont la France dut reconnaître la

souveraineté, sur les deux tiers du territoire, dans le Traité de la Tafna, signé le 30 mai 1837 par un maréchal Bugeaud défait à la bataille de la Macta.

Pour la première fois surgissait, sur une terre algérienne, un embryon d'État national dirigé par une noblesse d'épée et de foi et sous-tendu par la volonté de défendre l'unité du peuple et l'intégrité du territoire dans un esprit de préservation et de consolidation des fondements d'un vivre-ensemble dont l'un des plus fédérateurs était un Islam de tolérance et de progrès diffusé par des universités rayonnant au-delà des frontières. Rien à voir avec l'État dit de la Régence érigé au XV<sup>e</sup> siècle par Kheïreddine Barberousse, un État féodal basé sur l'agriculture extensive, les grands domaines d'élevage équin et la course et tenu, fermement, par l'odjak et les janissaires turcs, aux effectifs régulièrement renouvelés par Constantinople.

Sans être une implantation de peuplement, au sens strict du terme, la présence ottomane n'en revêtit pas moins les formes d'une domination coloniale exercée par une classe dirigeante formée de beys, de bachaghas et d'aghas, les piliers d'une administration de percepteurs qui opprima le peuple algérien selon les règles classiques de l'exploitation de l'homme par l'homme ; des rapports sociaux, magnifiquement illustrés par Bachir Hadj Ali, dans sa conférence de 1964, sur la musique algérienne, par le fameux dialogue qu'il avait transcrit, dans une saynète très expressive entre le *bendir* bruyant et arrogant campant le caïd et la flûte frêle et chevrotante représentant le *khammas*, le premier criant « med ! med ! », « donne ! donne ! » et la seconde répondant « mnine ? mnine ? », « d'où ? d'où ? ».

Cette situation perdura et s'aggrava lorsque cet appendice de la Sublime Porte devenu puissant et autocentré, s'émancipa de la tutelle de cette dernière et mena le pays à sa guise jusqu'à la bataille fatale de Navarin où il perdit toute sa flotte.

La suite, on la connaît... L'invasion déclenchée par Charles X, la fuite du dey et l'abandon, sans combat, de l'Algérie à ses envahisseurs, exception faite de l'héroïque résistance conduite, en 1837, sur les remparts de Constantine, par Ahmed Bey, Belabdjaoui et Benaïssa contre Damrémont, Perregaux, Lamoricière, Rohault de Fleury et St Arnaud.

Loin d'être mise entre parenthèses par la défaite de l'Émir Abdelkader et son exil au château d'Amboise puis à Damas, la question nationale fut reprise en main autant par les insurrections — des jacqueries géographiquement limitées — que par les partis — la traduction moderne de la Résistance nationale — auxquels succéda le mouvement révolutionnaire incarné par le FLN qui mit un terme, par les armes, à l'occupation du pays le 5 juillet 1962.

À cette date, l'État algérien prit, officiellement, la succession, non pas de l'Administration coloniale ou de l'État ottoman malgré la communauté de religion que celui-ci avait entretenue avec le peuple algérien qu'il avait protégé des convoitises étrangères, cinq siècles durant, jusqu'à la déconfiture de Sidi Fredj, mais bel et bien de l'État de l'Émir Abdelkader dont la doctrine constitutionnaliste algérienne avait dit qu'il ré-émergeait après une éclipse de 132 ans.

Et de ce fait, il n'y eut aucune passation de pouvoirs avec quelque autorité que ce soit. L'État algérien n'hérita pas sa souveraineté, directement, de l'Exécutif provisoire prévu par les Accords d'Évian et installé à Rocher-Noir (Boumerdès) sous la présidence de Abderrahmane Farès, une personnalité « neutre », accompagné par Chawki Mostefaï et Belaïd Abdesselem, les représentants du FLN, mais la tint du GPRA et du CNRA, les organes exécutif et législatif de la Révolution algérienne, dépositaires de la légitimité populaire et de la souveraineté nationale, organes représentés par Benyoucef Benkhedda qui fit son

entrée, à Alger, à la proclamation des résultats du référendum sur l'autodétermination du 1<sup>er</sup> juillet 1962, malgré la crise fratricide de cet été-là.

Et quoi qu'on dise des conditions aléatoires et très discutables de la restauration de l'État algérien, non exemptes de graves fautes politiques qui en pervertirent le processus de refondation, il n'en demeure pas moins que c'est l'État national et nulle autre entité institutionnelle qui fut, alors, installé à Alger. Le rapatriement de Syrie de la dépouille de l'Émir, décidé après le « redressement » du 19 juin 1965, par le président Houari Boumediène, habité par le credo d'un État qui survit aux événements et aux hommes, fut, de ce point de vue, un geste très éloquent, doctrinalement confirmé, en 1976, par la Charte Nationale qui rappela les référents civilisationnels et culturels du peuple algérien, expressément hissé, pour la première fois, dans les textes fondateurs, au rang de Nation.

Rédha Malek avait parfaitement raison de dire que la délégation algérienne aux négociations d'Évian fut intraitable sur les questions de l'unité du peuple, de l'intégrité du territoire et de l'identité de l'interlocuteur des autorités coloniales — en l'occurrence, le FLN, à l'exclusion du MNA messaliste et de toutes autres parties usurpatrices — et ne transigea sur aucune d'entre elles parce qu'elles renvoyaient à l'idée de l'État national totalement indépendant, contrairement à ce qui se passa avec le Maroc et la Tunisie lorsque Mendès-France imposa au roi Mohammed V, aux négociations d'Aix-les-Bains, la présence d'El Glaoui, le sultan imposteur et aux négociations avec le Destour tunisien de Habib Bourguiba, celle des représentants du Bey Lamine et d'autres factions tunisiennes ; négociations au cours desquelles le gouvernement français ne concéda que l'autonomie interne. La raison en est, tout simplement, qu'au Maroc et, dans une moindre mesure, en Tunisie, l'État national n'existait pas encore. Il était resté féodal,

un conglomérat de tribus et de forces hétérogènes prêtant allégeance, selon les intérêts du moment, au Makhzen ou au Beylick.

Au Machrek et dans la péninsule arabe qui présentaient la même configuration tribale du pouvoir, le seul pays, là aussi, qui fit cavalier seul fut l'Égypte où la question nationale fut, très tôt, posée, par l'État de Mehemet Ali, l'émanation de la bourgeoisie égyptienne, dont l'avènement fut hâté par l'arrivée de Bonaparte au pied des Pyramides.

Dans un autre ordre d'idées, la naissance du Mouvement national au Machrek qui correspondit à la chute de l'Empire ottoman dépecé et démembré entre protectorats anglais et protectorats français ne put saisir, pour des raisons plus subjectives qu'objectives, l'opportunité de faire la jonction avec les luttes des peuples du Maghreb. L'Égypte comme la Syrie tenaient le Maghreb pour une contrée arriérée et inculte, écartée d'office du mouvement d'émancipation déclenché par Orabi et Zaghoul. À peine si Damas avait toléré, sous la pression, l'exil de l'Émir Abdelkader et si le Caire avait accueilli, sans grande effusion, Abdelkrim El Khettabi, le leader de la résistance du Rif marocain contre la colonisation espagnole.

Réminiscences de la conquête de l'Égypte par Ashnaq, le roi berbère et des vieux contentieux fatimides, ces réticences vis-à-vis du Maghreb ne s'estompèrent guère, relayées, dans les années 50, par les tentatives de ces pays d'instaurer un tutorat sur les mouvements indépendantistes maghrébins avec un accent plus prononcé, s'agissant de la Révolution algérienne dont la délégation extérieure, emmenée par le triumvirat Ben Bella-Khider-Aït Ahmed, eut à subir les nuisances, à coups de manipulations et de velléités de domestication. Houari Boumediène, jeune étudiant à El Azhar, eut tout le loisir d'en mesurer la condescendance, ce qui guida maintes décisions et initia-

tives qu'il eut à prendre, plus tard, une fois à la tête de l'État algérien.

Nul n'ignore que, devant cet état de fait et aussi à cause de facteurs historiques indépendants de la volonté des uns et des autres, la sphère géographique d'élection où prospérèrent les mouvements indépendantistes maghrebins fut l'Europe, spécialement la Suisse, l'Allemagne, les pays scandinaves et la France où furent créés et où siégèrent l'Étoile nord-africaine, l'AEMNA (l'Association des étudiants musulmans nord-africains) et où travaillèrent, étudièrent et séjournèrent leurs principaux leaders Messali, Radjef, Inal, Bourguiba, Belafredj et bien d'autres.

Toutes les professions de foi et les grandes actions que la Révolution algérienne puis, à l'indépendance, l'État algérien, ont eu à soutenir, eurent pour, entre autres, mobiles, celui de réhabiliter le Maghreb face au Machrek — en fait l'Égypte et la Syrie — à commencer par la Conférence de Tanger de 1958 qui, forte de la communauté de destin forgée le 20 août 1955 dans le nord-Constantinois et à Oued Zem et ensuite à Sakiét Sidi Youcef, se fixa pour objectif prioritaire post-indépendance, l'édification du Grand Maghreb uni, déjà enraciné dans l'Histoire, à travers l'épopée des Mourabidine et des Mouahidine, les empires les plus civilisés et les plus brillants que le Maghreb central ait connus.

L'État national algérien, puissamment installé dans les années 70, à la tête du mouvement des pays non-alignés, avec une stature internationale affirmée, réussit, même, là où beaucoup d'États arabes faillirent.

Sous l'impulsion de sa direction, il déplaça l'axe du nationalisme arabe et le domicilia au Maghreb, à la faveur de la Guerre d'Octobre, puis des Accords de Camp David, de la création du Front de la résistance et de la fermeté, et du déplacement du siège de la Ligue arabe à Tunis sous la responsabilité de Chadly Klibi, une première dans les annales de ce club de raïs et de rois.

L'État national restauré en Algérie, avec un arrière-plan de despotisme et d'atteintes aux droits de l'Homme, était alors perçu, malgré tout, comme l'acquis le plus visible que le peuple algérien ait arraché.

La mort de Houari Boumediène et l'Infitah, à l'égyptienne, décidé par la bourgeoisie bureaucratique, sonna le déclin de cet État.

Contesté par l'ex-métropole et ses plus proches voisins, il ira jusqu'à essayer l'infamie de sa remise en cause par l'islamisme armé, hostile au novembrisme et à l'idée même de Nation.

La crise de l'État national algérien et, au-delà, des États nationaux du Machrek (Égypte, Syrie, Irak) relève de la violente confrontation entre les forces de la Révolution et celles de la contre-Révolution. L'inachèvement de la construction de l'État national au Maghreb comme au Machrek, lié aux retards accumulés du fait des contradictions, des attermoissements et des luttes de classes inabouties, a ouvert, très grandes, les portes au déni de sa souveraineté, l'exposant au dépècement, comme au Soudan, ou à la disparition pure et simple comme en Libye.

Le péril qui plane aujourd'hui sur le sort des sociétés arabes vient de ce que les régimes dits nationalistes auxquels elles avaient relativement fait confiance pour gérer leur destin, ont trahi et ont fait dévier leur processus d'émancipation totale, en abdiquant, au nom d'intérêts sectaires étroits, de leur responsabilité historique de réaliser les aspirations légitimes qu'elles mirent plus d'un demi-siècle à tenter, en vain, de faire aboutir.

L'abandon et le bradage des politiques d'intérêt national, l'instrumentalisation du panarabisme, de la question palestinienne, la perversion du nassérisme des origines et du baâthisme version Michel Aflak-Salah El Bitar, l'instauration d'un pouvoir dictatorial dans des républiques devenues héréditaires, ont jeté en pâture de très larges

franges protestataires — les plus fragilisées par la précarité — dans les bras de l'extrémisme, de l'intolérance et de l'intégrisme, le degré zéro de la pensée... une régression historique quand on se remémore les grandes victoires progressistes remportées par l'Algérie et l'Égypte dans les années 1960-1970.

Juste une parenthèse pour faire remarquer que dans les épreuves et les combats que les sociétés arabes avaient connus et assumés afin d'avancer, ce furent, souvent, ceux qu'on attendait le moins et sur lesquels l'opprobre était jeté qui montèrent, seuls, sur les meurtrières avant-gardistes.

Paradoxalement, sur les questions existentielles comme la question nationale, les plus nationalistes s'avérèrent être ceux qu'on présentait sous l'étiquette de parti de l'étranger et ceux qui glorifiaient les constantes identitaires apparurent comme les soutiens les plus serviles de l'Occident, une vieille réalité, plus vérifiable, encore, depuis la première guerre du Golfe jusqu'à l'expédition de l'Otan contre la Libye et le forcing pour abattre, aujourd'hui, la Syrie.

Non pas qu'il faille absoudre le régime syrien des crimes abominables qu'il a commis et continue de commettre contre son peuple, pas plus que ceux commis, pendant 40 ans, par le Guide libyen contre le sien. Il est, seulement, malheureux de constater que la chance offerte par les indépendances aux États arabes de s'en sortir ait été lamentablement gâchée par des politiques égoïstes, claniques, familiales et de courte vue ; un dommage irréparable qui fait la part belle à la thèse selon laquelle le meilleur successeur du nationalisme est l'islamisme.

Les régimes arabes ont, longtemps, entretenu, avec le soutien occidental, cette illusion pour combattre les forces politiques populaires, focalisant la haine sur les élites patriotiques, les montrant du doigt aux assassins, utilisant l'islamisme contre les opposants, avant que celui-ci ne soit

neutralisé, dans ses manifestations contestataires les plus violentes, au lendemain des attentats du 11 septembre.

Retour de boomerang en 2011 : l'islamisme se requinque, rebondit, prend le train en marche et se fait passer pour celui qui a abattu les dictatures, gagnant en respectabilité, promettant monts et merveilles démocratiques, dans un ordre nouveau où l'hypocrisie fait office de programme politique. Voilà l'impasse dans laquelle les régimes tunisien, égyptien, libyen, yéménite, syrien ont fait se fourvoyer leurs peuples, le Maroc demeurant un cas à part, un État-Makhzen qui n'a pas pu résoudre sa problématique d'État national, égaré au Sahara occidental dans un conflit expansionniste sans fin, faisant miroiter à ses citoyens un grand Maroc chimérique, antinomique du Grand Maghreb de Mehdi Ben Barka et de Abdelhamid Mehri, le militant sincère et le dirigeant dévoué du Front national arabe, avant sa mort.

On voit donc que la question de l'État national reflue, nettement, un peu partout, dans le Monde arabe où s'effacent, l'un après l'autre, les États nationaux, au profit du leadership des royaumes tribaux du Golfe qui, fonctionnant à l'allégeance, à partir d'une Histoire inventée, ont supplanté le nassérisme et le baâthisme, laissant entendre que c'est le clergé de l'Internationale wahhabite qui fera l'Unité arabe.

La « parenthèse nationaliste » est-elle, donc, en train de se fermer comme le prophétisent certains historiens idéologues ? À défaut d'y répondre, avec sûreté, on peut uniquement dire que le malheur des sociétés arabes est de ne disposer d'aucune véritable bourgeoisie pour accomplir une révolution démocratique, dans toute l'acception du terme, car, enfin, on ne peut quand même pas considérer l'islamisme comprador qui enfourche la monture sociale plébeienne, son aire de lancement favorite, comme un parangon de démocratie. À moins, qu'ici et là, on ait

engrangé, en deux temps trois mouvements, les vertus du travail productif et de la tradition démocratique dont se prévaut la bourgeoisie turque qui est parvenue depuis Atatürk, le père de la Turquie moderne, à imposer un modèle d'État national avancé, redouté par la Vieille Europe, cette Europe plus attachée que jamais à l'État national protecteur, elle qui s'était fixée, il y a 60 ans, l'objectif de construire un État transnational s'avérant, en fin de compte, impossible à greffer, en dépit de la mondialisation et des exigences du marché.

La question de l'État national dans le Monde arabe restera irrésolue tant que celui-ci ne s'est pas décidé à se projeter dans l'État de droit, la condition sine qua non de son sauvetage. Et ce ne sont pas les chimériques parodies de « démocratie musulmane » jouées, ici et là, qui y changeront quoi que ce soit si l'on ne s'attaque pas à la racine du mal, à savoir cette paralysante coexistence entre féodalisme, capitalisme sauvage et voie nationale de développement, entre pauvreté et opulence, entre impunité et justice, entre patriotisme et trahison, dans une balkanisation fabriquée au bénéfice d'un Israël plus belliqueux et dominateur que jamais, celui-là même auquel les régimes arabes présentés, ces quarante dernières années, comme antisionistes et anti-impérialistes, ont donné du grain à moudre par leur gouvernance anti-citoyenne.

En Algérie, l'État national est au carrefour des enjeux que se disputent, dans une grande confusion, plusieurs forces politiques et sociales.

Dans une conjoncture difficile, compte tenu de la cascade d'événements sécuritaires qui touche la périphérie du pays, à l'est et au sud, tout en s'efforçant, à l'initiative du segment opposé à l'ultralibéralisme et au cartel de l'informel, de sauver les meubles, pour faire l'économie d'une nouvelle aventure pénible, il ne parvient toujours pas à proposer à la société, en dépit d'une relative défaite

du terrorisme, une grande cause nationale, un grand projet mobilisateur et fédérateur qui le prémuniraient du danger de la discorde, voire de la dislocation. La dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et la vaste superficie du territoire qui font la vulnérabilité géostratégique et économique de l'Algérie sont connues des grandes puissances. Et le peuple algérien en sait quelque chose, lui qui avait accepté, à son corps défendant, quand le pays fit faillite dans les années 90, de passer sous les fourches caudines du FMI. Le pouvoir n'a, apparemment, pas tiré toutes les leçons de ce triste épisode, en persistant à maintenir le cap sur les mêmes politiques, jouant sur les recettes d'un keynésianisme éculé, préservant les équilibres macro-économiques sans les traduire par une redistribution équitable du revenu national et, mieux, par une stratégie de croissance industrielle auto-entretenu qui associe un patronat privé authentique.

Cet État est obligé de négocier un virage très délicat de son Histoire, sachant qu'il a épuisé tous ses fonds de commerce traditionnels dont il mésusait, pour ne pas muer de fond en comble, et que l'heure de vérité, dans un sens ou dans un autre, va sonner.

Pacifiquement, avec dignité, avec de la hauteur, le dépassement de soi et le souci de l'intérêt supérieur de la Nation, il dispose encore d'une latitude d'action suffisante pour assainir ses compartiments les plus malades, élaguer ses branches mortes et permettre aux jeunes générations de prendre de la vigueur et d'être les meilleurs successeurs, ceux auxquels échoit la mission de mener le pays vers le salut puis de faire démarrer, sur les bases les plus profitables à tous les peuples de la région, le Grand Maghreb uni, la clef de l'avenir, la seule qui fera assimiler, sans trop de préjudices, les exigences de la mondialisation, dans une Méditerranée autour de laquelle plusieurs pays riverains connaissent des reclassements douloureux ; des

reclassements que le philosophe français Michel Serre a qualifiés dans *La petite poucette* son dernier ouvrage, de facteurs devant appeler à l'anticipation, dans un contexte marqué, contradictoirement, par le raccourcissement du temps moderne d'un côté et, de l'autre, par l'allongement considérable de la vie des personnes.

À charge pour les États nationaux du Machrek — du moins pour ceux qui y auraient accédé en tant que locomotive comme l'Égypte, la Syrie et l'Iraq, réhabilités et libérés du pouvoir des castes internes et de la chape étrangère — de construire, de leur côté, un ensemble régional viable avec lequel le Grand Maghreb uni traiterait sur un pied d'égalité.

Chacun y jouera son rôle dans le respect de la spécificité nationale des uns et des autres. Les peuples et l'Histoire y trouveront leur compte.

## 2. GAUCHE, ISLAMISME ET DÉMOCRATIE

Les mouvements contestataires qui ont réussi, en 2011, à modifier la carte politique du monde arabe avaient surpris et étonné les acteurs traditionnels et les analystes, autant par leur caractère populaire consensuel que par leur indépendance vis-à-vis des partis, avant d'être contrariés et régulés, au nom de la raison d'État et des équilibres régionaux, par le biais du jeu légaliste des élections et de l'action souterraine des grandes puissances étrangères.

Toutes les classes sociales opposées aux régimes en place, y compris les classes moyennes et même la bourgeoisie nationale anti-compradore, en particulier en Égypte, s'y sont fondues, en compagnie de toutes les chapelles religieuses et des forces porteuses de projets de société, parfois antinomiques, mais réunies, par l'événement, derrière des drapeaux multicolores, des portraits de révolutionnaires et des milliers de dazibaos rafraîchis aux couleurs de Facebook, YouTube et Twitter, autour d'une revendication commune : la fin de la dictature et de l'autoritarisme liberticide.

Un an après, ces mouvements ont engendré, dans certains pays, des alliances qui ont conduit à la mise en place de gouvernements de coalition entre formations islamistes et formations de gauche, à l'issue d'élections, apparemment, libres.

Bien que certains protagonistes aient qualifié ce type de dénouement de tentative de dévoiement et de confiscation, il n'en demeure pas moins qu'il pose des questions qui méritent un examen sans parti pris. S'agit-il, là, d'un rapprochement dicté par une tendance politico-civilisationnelle lourde répondant à une prise de conscience et à une demande sociale arrivée à maturation ? Ou bien, ne sommes-nous, là, qu'en présence d'approches tactiques conjoncturelles ?

Dans l'état actuel des choses, il est difficile de répondre à ces interrogations par l'affirmative ou par la négative tant le phénomène n'a pas encore revêtu le caractère d'une règle générale et que les exemples survenus sont particuliers et différenciés par l'inégalité des équations économiques et historico-culturelles propres à chaque pays. Dans tous les cas, cet état de fait inédit pousse à aller en chercher les raisons loin dans l'Histoire et, plus en profondeur, dans les structures matérielles et mentales des sociétés réelles.

Il nous conduit à exposer les termes dans lesquels il est formulé aussi bien pour la gauche que pour l'islamisme qui se sont bien connus et souvent combattus depuis près d'un siècle. Pour avoir accepté de faire partie d'un même gouvernement et conclu ce mariage de la carpe et du lapin, il aurait fallu que l'un et l'autre aient réussi à faire bouger les lignes rouges qui les séparaient. L'islamisme est-il parvenu à un stade d'évolution suffisamment avancé pour intégrer les exigences de la modernité dans sa représentation de l'individu et du monde et pour renouer avec l'esprit scientifique d'Ibn Rochd et d'Ibn Khaldoun qui fit la gloire de la civilisation musulmane au lieu de chercher, vainement, à imposer les dogmes du salafisme négateur des libertés ?

Et de son côté, la gauche est-elle, désormais, prête à admettre que l'Islam est une constante intransgressible de l'anthropologie des sociétés musulmanes qui transcende ce que des historiens appellent « les parenthèses du colo-

nialisme et de la fausse laïcité des systèmes autoritaristes corrompus qui lui ont succédé au nom du nationalisme ».

Les élites de l'un et de l'autre pôle auraient-elles, ainsi, débouché, comme le disait Raymond Aron, à un point de convergence contre les dictatures tel qu'il leur permettrait d'imaginer, de concert, des voies de sortie de la crise politico-civilisationnelle à laquelle les peuples arabo-musulmans sont confrontés depuis la chute de l'Empire ottoman ? Et qu'au-delà des calculs politiques étroits et de la tentation de la composition et du compromis liés au court terme, seraient-elles prêtes à concevoir, ensemble, derrière leur forte aspiration au changement et sans interférence extérieure, un projet de gouvernance démocratique en rupture avec l'ordre ancien ?

À première vue et connaissant les préjugés et les méfiances tenaces qui persistent chez les uns et les autres, pareil challenge s'identifierait à une gageure et à un défi difficilement surmontables. Pourtant, là où le changement est intervenu, sous une forme violente ou habilement géré par le pouvoir séculier, des pas importants ont été accomplis susceptibles d'être passés au sas de l'investigation scientifique, compte tenu de leur potentiel d'influence sur le cours des événements à venir. Pour défricher un terrain qui pourrait réserver, ultérieurement, bien des surprises, c'est autant aux instruments conceptuels de la sociologie et de l'anthropologie qu'à ceux de la science politique et de l'histoire qu'il faudrait avoir recours. Si l'on reconstitue, de ce point de vue, les principales étapes de l'apparition et du parcours des formations de gauche et des formations islamistes tels qu'ils se sont produits dans le monde arabo-musulman, tout au long du siècle précédent, que découvrons-nous ? En vérité beaucoup de données connues mais tombées dans un oubli qu'il faut s'empresse de dépoussiérer pour bien comprendre les situations qui nous interpellent aujourd'hui.

LA GAUCHE EST UNE RÉALITÉ POLITIQUE TRÈS ANCIENNE  
DE L'HISTOIRE DES PAYS ARABO-MUSULMANS.

Elle est apparue au plus fort de l'occupation coloniale et des protectorats et fut la résultante des luttes nationales et sociales très rudes que la paysannerie pauvre, la classe ouvrière et le sous prolétariat ont menées contre le pacte colonial et l'économie de traite ainsi que contre la féodalité et la bourgeoisie compradore alliées au colonialisme et à l'impérialisme occidentaux.

Cette gauche, constituée de partis communistes ou de partis progressistes, activant sous différentes appellations, s'implanta là où les conditions l'avaient permis, dans des pays connus pour l'ancienneté de leur capitalisme manufacturier comme l'Égypte et l'Iran ou dans des pays connus pour être d'importants comptoirs commerciaux comme l'Algérie, le Liban, la Syrie, la Palestine, le Yémen du Sud et la Tunisie auxquels il faut ajouter des pays occupant des positions charnières dans la géostratégie mondiale tels que le Soudan, l'Afghanistan et l'Indonésie.

Alliés de l'Union soviétique, ces partis prirent part, à des degrés divers, au combat anticolonial, puis à l'instauration du socialisme, après l'indépendance, et ce, à l'intérieur ou à la périphérie des pouvoirs dirigés, en général, par les partis nationalistes.

Certains d'entre eux avaient, en effet, fait partie de coalitions gouvernementales, notamment en Irak sous la présidence du général Hassan El-Bakr aux côtés du parti Baâth et du parti populaire kurde ; en Syrie, le parti de Khaled Baghdache soutenait le triumvirat marxisant d'El-Atassi, Zouayen et Makhos et en Indonésie, les communistes activaient sous la protection de Soekarno, évincé, à cause de cela, en 1965, par le général Suharto. Au Yémen du sud, les marxistes ont été jusqu'à prendre la tête du gouvernement, à part entière, sous la direction de Abdelfattah Ismaël avec

le même appui que le Kremlin consentira plus tard au parti de Babrak Karmel pour s'installer aux commandes de l'Afghanistan. Le PAGES, successeur du PCA interdit le 30 novembre 1962 par le président Ahmed Ben Bella, préconisait, lui, le soutien critique au gouvernement du président Houari Boumediene qui l'avait tenu en suspicion jusqu'au lancement des trois révolutions, à partir de 1972. Le FPLP de Georges Habache et le FDLP de Nayef Hawatmah occupèrent aux côtés du Fatah de Yasser Arafat une place d'avant-garde dans le combat contre Israël, notamment, après Septembre noir, quant au Liban, le parti communiste dirigé par El-Hawi, assassiné ces dernières années, juste après le Premier ministre El-Hariri, joua longtemps le rôle d'une force populaire antisioniste aux côtés du parti progressiste de Kamel Djoumblat, à l'instar du parti de la liberté et du socialisme de Ali Yata, toléré par le Makhzen marocain en raison de la force de sa base ouvrière structurée au sein de l'UMT de Ben Mahjoub. Le PC tunisien fut traqué, dans la clandestinité, par le Néo-Destour, y compris pendant la brève expérience socialiste tentée par Ahmed Ben Salah, l'omnipotent ministre de l'Économie des années 1970, limogé par le président Bourguiba pour crime de lèse-majesté idéologique. Le parti communiste soudanais accusé de complot par le général Numeïry fut, lui aussi, laminé, malgré sa toute-puissance organique et populaire et ses dirigeants pendus après avoir été livrés par la Libye du colonel Khadhafi où ils avaient cru pouvoir trouver refuge.

La force de ces partis résidait dans l'entrisme de leurs élites dont ils avaient fait un moyen de pression efficace en s'appuyant sur les milieux intellectuels, syndicaux et médiatiques et, bien entendu, sur la proximité qu'ils entretenaient avec le camp socialiste et le Kominform qui les faisaient balancer entre l'allégeance à l'internationalisme et les positionnements nationaux qu'ils s'efforçaient de prendre dans leurs pays respectifs pour marquer leur rela-

tif ancrage, d'où de fréquents conflits avec les pouvoirs en place qui se terminaient, souvent, par la répression et les massacres comme ce fut le cas pour le parti communiste indonésien réduit à néant et pour le Toudeh, le parti communiste iranien, déclencheur de la Révolution contre le Shah et victime expiatoire de l'ayatollah Khomeiny, une fois installé à la tête de la République islamique.

L'Infitah libéral conforté par le triomphe de la Révolution chiite en Iran et l'essor du wahhabisme sunnite, eux mêmes favorisés par la défaite de l'Union soviétique en Afghanistan, signa la fin de la gauche dans le monde arabo-musulman pour céder le pas à une autre configuration sociopolitique, au sein de laquelle les mouvements religieux allaient occuper une place de plus en plus visible, parfois combattus, parfois instrumentalisés, selon les intérêts du moment.

#### L'ISLAMISME : UN GOUVERNEMENT AU NOM DE DIEU

L'islamisme, comme idéologie et système de gouvernance communautaire où le pouvoir temporel obéit aux exigences du dogme religieux ne date, certes, pas d'hier. Il est contemporain du khalifat instauré à la mort du Prophète.

Après le rayonnement universel que l'Islam connut, vinrent les périodes de l'Inhitat, de la chute de la Sublime Porte, de la colonisation, des protectorats et du reflux qui le réduisirent à la répression et à la clandestinité jusqu'à la Nahda qui lui insuffla une nouvelle âme grâce à l'œuvre réformatrice de Mohamed Abdou, El-Afghani, Rachid Rédha, Chakib Arslane, Ali Djinah et Abdelhamid Ben Badis, lesquels avaient pris la mesure des défis auxquels faisaient face les peuples d'Orient, allant jusqu'à instaurer un dialogue avec l'Église à travers ses épigones les plus éclairés et les plus ouverts, saint Augustin et saint Thomas d'Aquin.

Ils partirent en guerre contre les atavismes, le charlatanisme et l'interprétation tendancieuse de la Révélation et remirent au goût du jour la quête du savoir et de la science, de la même façon que le Japon du Meiji, la Chine de Sun Yat Sen et l'Inde du Mahatma Ghandi marquèrent la rupture avec les schèmes de la pensée traditionnelle impuissante à fournir les moyens de l'émancipation et donnèrent le départ à des révolutions qui, tout en empruntant à l'Occident ses référents technologiques et sa démocratie, s'employèrent à moderniser leur système d'éducation, sans renoncer à l'essentiel de leur identité civilisationnelle.

Malheureusement, là où ces résurrections des peuples d'Orient ont arraché leur visa pour le développement, parfois au prix de très lourds sacrifices humains et matériels consentis dans des guerres injustes, la Nahda buta sur la résistance des pesanteurs de la scolastique et de la Tradition qui firent capoter le mouvement réformiste musulman dont le seul gain fut l'émergence, à la fin des années 1940, du Pakistan de Ali Djinah en tant qu'État islamique indépendant, éternel adversaire de l'hindouisme.

Aux lieu et place de ce mouvement, commencèrent à apparaître des organisations dont la principale revendication fut l'établissement d'un ordre moral rigoriste et l'application de la chariaâ. Ils se donnèrent le nom de Frères musulmans et un chef, particulièrement charismatique, Hassan El-Banna. C'était en Égypte bien avant la Révolution des Officiers libres de 1952. Leur fait d'armes le plus notoire fut l'assassinat de Mahmoud Nukrashi Pacha Premier ministre du roi Farouk, crime pour lequel leur chef fut exécuté. L'imam El-Husseini, Sayed Kotb, l'imam Essefaoui, Ayman Ezzawahiri, Omar Abdeslam en furent, aussi, les icônes encouragés par la complicité de certains dirigeants nassériens.

Le changement d'attitude du pouvoir vis-à-vis d'eux et les purges successives qu'il fit subir à la confrérie laissèrent des traces aussi bien dans ses rangs que dans la mémoire collective de la société égyptienne de la même façon que les massacres de Hama, en Syrie, perpétrés, lors d'une nuit des longs couteaux très meurtrière, par les milices paramilitaires du Baâth de Hafez El-Assad intronisé par un coup d'État.

L'accalmie ne fut que de courte durée. Tour à tour, le Soudan où Sadek El-Mahdi et Tourabi montèrent au créneau, aidés en sous-main par l'armée, après l'extermination des communistes et l'Afghanistan tombé sous le contrôle de Masoud et de Heykmetyar, après la déroute des troupes soviétiques, replacèrent sur orbite l'islamisme désormais organisé en Internationale.

L'arrivée sur la scène de Ben Laden acheva de doter celle-ci de moyens financiers colossaux qui lui permirent de créer El-Qaïda, de maîtriser les technologies modernes de communication et de mettre Internet au service de sa propagande.

Le mouvement surgit en Palestine avec le Hamas et Cheikh Ahmed Yassine, en Tunisie avec Ennahda et Ghanouchi, en Algérie avec le Fis et Abassi Madani, au Yémen avec Ezzendani, au Maroc avec le parti de la justice et du développement et Cheikh Abdeslam Yassine.

Ces partis connurent des fortunes diverses selon qu'ils agirent pacifiquement ou en utilisant la violence. Interdits pour les uns, réduits à la clandestinité ou intégrés dans le jeu politique pour d'autres, ils empruntèrent un profil bas au lendemain de l'attentat du 11 septembre 2001 et des guerres d'Afghanistan et d'Irak jusqu'à ces fameux 14 et 25 janvier 2011 qui ébranlèrent le monde arabe et au cours desquels ils prirent le train en marche.

Leur victoire aux élections législatives de Tunisie, du Maroc, d'Égypte, celles d'avant, en Palestine occupée qui

consacrèrent le Hamas de Machaâl et de Hanya, les acquis obtenus en Libye, au Yemen, en Jordanie, au Koweït sans parler des avancées opérées en Indonésie, au Nigeria et même en Malaisie, un pays émergent qui a réussi sa mue sous l'empire de la chariaâ, apparaît comme le fruit d'un travail long et patient, opéré dans la société réelle, encadrée par une école et des médias islamisés et aussi grâce à des fonds considérables levés dans les pays du Golfe et dans la diaspora.

L'expérience turque est désignée par leurs supporters européens et américains, comme le modèle à suivre. « La ceinture verte » de Zbigniew Brezinski pourra, ainsi, être bouclée. Un seul maillon y manquera provisoirement : l'Iran difficile à gérer avec ses ambitions nucléaires.

Dans l'idée des partisans de cette théorie, la parenthèse du colonialisme et de la fausse laïcité des pouvoirs nationalistes sera, de cette façon, refermée, comme le fut la parenthèse communiste en Russie et en Europe de l'est et le retour à la Açala, l'authenticité des sociétés arabo-musulmanes sera assurée dans un monde globalisé.

#### L'ALLIANCE GAUCHE-ISLAMISME A-T-ELLE UN SENS ?

Alors, quel sens donner à l'alliance entre des partis de gauche et des partis islamistes en Tunisie et au Maroc et, plus récemment, au rapprochement entre laïcs et cléricaux en Algérie ? À quelle réalité et à quelle demande répondent-ils ? Des tentatives doctrinales et politiques abondant dans ce sens ont vu le jour en Union soviétique dans les années 20 et en Algérie dans les années 30 et 90 du siècle dernier. En Union soviétique, Sultan Galiev, transfuge de l'Asie musulmane, nommé secrétaire aux nationalités par Lénine, entreprit d'élaborer une synthèse entre l'Islam et le communisme, « une hérésie » sanctionnée rapidement par une sentence d'exécution comman-

dée à la police politique par Staline. Le Congrès musulman convoqué en 1936 à Alger par la coalition formée par les nationalistes, les ulémistes et les communistes contre le colonialisme célébrant sa gloire, quelque temps auparavant, lors du Centenaire, préfigura ce que le FLN sera plus tard, plus exactement à partir de 1956 ; un précédent qui inspira, probablement, les partis cosignataires de la déclaration de Sant'Egidio réunissant le FIS, Nahda, le FLN, le FFS et le PT, au lendemain de l'annulation du processus électoral du 26 décembre 1991. Vingt trois ans plus tard les partis laïcs comme le FFS et le RCD et les partis islamistes comme le MSP, Ennahdha, le PJD et l'ex-FIS s'entendent à Zeralda, le 10 juin 2014, sur une plateforme de revendications communes dans le cadre d'une coordination nationale pour la transition démocratique (CNLTD) qui gomme les anciennes divergences idéologiques. Il faut rappeler, dans le même esprit, que les gouvernements Ghazali, Ouyahia, Benflis et Belkhadem des présidents Zeroual et Bouteflika ont intégré, pendant plus de 20 ans, dans leurs rangs plusieurs ministres islamistes issus du MSP ou en rupture de ban avec l'ex-FIS.

Que peut-on conclure de tous ces développements et sur quelle projection peut-on les ouvrir?

La réapparition de la gauche et des syndicats, plus actifs sur la scène politique maghrébine et dans une moindre mesure, au Machreck, bien que minoritaire, émiettée et éliminée, après une très longue clandestinité, a-t-elle, encore un rôle à jouer dans l'orientation de la société ? L'entrée du CPR (le Congrès pour la République) de Merzouki et du Takatoul de Bendjaafar dans le gouvernement du parti Ennahda avant son remplacement, sous la pression de la société, par un gouvernement technocratique fut expliquée comme le seul moyen d'empêcher celui-ci d'appliquer son programme conservateur dans un pays où la société attache une grande importance à la question de la

femme, aux droits de l'homme, à la liberté d'expression, au progrès social et à l'alternance démocratique.

Le palais royal marocain partagerait la même préoccupation en encourageant le parti progressiste et social, héritier de l'ex-PC marocain, dirigé par Nabil Benabdallah et le Mouvement populaire amazigh à entrer dans le cabinet de Abdelillah Benkirane, le leader du parti de la justice et du développement, vainqueur des élections. Tout en conseillant au parti de l'Istiqlal de le quitter, alternant le chaud et le froid, dans un jeu politique où le roi reste maître.

« Le compromis historique » aurait-il des chances d'être passé malgré ces arrière-pensées ?

Les Frères musulmans égyptiens, grisés par la victoire de Mohamed Morsi aux élections présidentielles, ont succombé à la tentation de gouverner seuls, repoussant, l'éventualité d'intégrer à leur gouvernement les élites représentatives de la révolution comme le Bloc de la Révolution continue, le Mouvement du 6 Avril, Al-Karama des Nassériens, le Wafd et le parti des Égyptiens libres. Leur échec à gouverner dans le respect des principes démocratiques ouvrit la porte au retour de l'armée appelée, à la rescousse, par la société civile revenue de ses illusions « révolutionnaires ».

Reste la Libye qui n'a pas encore soldé ses comptes avec l'ancien régime et traîne un déficit institutionnel tel qu'il lui faudra davantage de temps pour dégager des alliances capables de la gouverner et de surmonter les menaces d'une guerre civile durable.

L'ajournement du gouvernement par les partis islamistes, en Égypte et en Tunisie, semble avoir scellé la mise à l'écart du fondamentalisme religieux de la gestion des affaires publiques ouvrant la voie au recyclage des solutions autoritaristes. L'alliance de la gauche et des islamistes à peine ébauchée commence-t-elle à battre de l'aile ? Le

retour en force du terrorisme au Mali, au Nigeria et en Irak fait peur et laisse entrevoir l'échec de ce rapprochement.

Dans cette violente tempête qui a fait sombrer plusieurs pays, l'Algérie constitue-t-elle une exception ? Ou bien connaîtra-t-elle le même sort que ses voisins, par l'effet de la contagion. Oui et non. Oui, parce qu'elle réunit les mêmes ingrédients socioéconomiques et historiques qui ont provoqué la révolte de sociétés arabes saturées. Le tableau des disparités sociales aggravé par la corruption, l'économie informelle, l'effritement de l'autorité de l'État, l'accumulation des déficits en droits humains, le chômage, la crise du logement, la répression malgré la levée de l'état d'urgence réunit, selon les pessimistes, toutes les conditions pour déclencher un mouvement semblable à ceux qui l'ont précédé ailleurs.

Non, répondent les optimistes, l'Algérie n'a pas à suivre de modèle, elle constitue, elle-même, un modèle, forte de sa Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, de ses ressources naturelles, de ses infrastructures, de ses revenus, de ses élites, de sa communauté à l'étranger et de son armée républicaine garante de l'unité de la Nation, et puis ses islamistes ont partagé le pouvoir exécutif pendant 20 ans, en attendant de former avec les partis laïcs un pôle d'opposition capable de constituer une alternative pacifique au régime actuel.

Pour l'heure, il est difficile d'avancer des conclusions hâtives tant il est vrai que l'Histoire ne se forge pas à coups de supputations. Marx avait prévu la Révolution prolétarienne en Europe de l'Ouest dont les caractéristiques répondaient à tous les critères requis. Elle a eu lieu en Russie pré-capitaliste et en Chine féodale qui n'en réunissaient que très peu. Comme quoi nul n'est prophète en son pays.

### 3. LES ÉLITES ALGÉRIENNES D'HIER À AUJOURD'HUI

Comment les élites algériennes se sont-elles comportées par le passé face aux événements qui ont façonné le destin de la Nation depuis 1830 et de quel poids elles pourraient, éventuellement, peser, maintenant, sur le contenu et l'orientation des transformations du mode de gouvernance politique, auquel la société aspire sont des questions d'actualité, essentielles, qui interrogent l'Algérie, au regard de ce qui se passe dans plusieurs pays arabes proches ou lointains.

Il faut dire, tout d'abord, que les élites ne se définissent plus, de nos jours, comme une nébuleuse d'intellectuels confinés dans des cercles d'initiés et de directeurs de conscience, producteurs de vérités absolues et d'oukases idéologiques que tout le monde doit impérativement appliquer, faute de quoi, il sombrerait dans les abysses de la malédiction et de l'échec.

Cette acception du concept est, on s'en doute bien, passée de mode depuis l'effondrement du bloc communiste et de certains pouvoirs autoritaires dans le monde. Les élites dans les sociétés avancées comme dans les sociétés émergentes sont nombreuses et participent de tant de registres, scientifique, culturel, artistique, politique, économique, militaire et autres, qu'elles revêtent rarement les traits d'une entité monolithique.

En Algérie, les élites ont été, dans et face à l'Histoire, si différenciées, si disparates, de matrice sociale, de formation et de langues si variées, porteuses souvent de projets divergents pour ne pas dire opposés qu'elles n'ont, à aucun moment, formé une force unie capable d'occuper une place stratégique dans les centres de décision et donc d'inspirer et de conduire des politiques d'État dans une position de direction comme ce fut et c'est le cas dans certains pays du Maghreb et du Machrek. Leur éparpillement et leur solitude s'expliquent par leur Histoire, leur origine sociale, le niveau de leur conscience politique et les choix qu'elles ont été amenées à faire, dans différents contextes historiques où elles ont évolué, qu'elles aient été proches ou autonomes du système colonial, proches ou autonomes du pouvoir d'État installé à l'indépendance.

Ce qui les a conduites à ne jamais pouvoir agir pour leur propre compte et à devoir, dans chaque circonstance capitale, s'arrimer à une force sociale dominante pour s'intégrer dans un processus en cours, sous peine d'en être exclues.

À travers l'analyse de quatre étapes fondamentales de l'Histoire contemporaine de l'Algérie, à savoir l'occupation coloniale, le mouvement national, la révolution armée et la période postindépendance, il est possible de recenser quelques-uns des facteurs qui ont inhibé les élites algériennes et les ont empêchées, à chaque fois, de se positionner comme source de la décision stratégique.

#### LES ÉLITES ALGÉRIENNES ET L'OCCUPATION COLONIALE

Il est utile de rappeler d'abord, que l'Algérie précoloniale comptait de nombreuses universités créées au faite de la splendeur des empires des Mouwahidine et des Mourabidine puis des royaumes hammadite, zianide, ziride, hafside, rostémide, auxquels le Maghreb central a

dû des élites de grande valeur qui, d'Ibn Khaldoun à El-Ouargalani, ont propagé les sciences exactes, la médecine et la philosophie disciplines auxquelles venaient s'initier de nombreux étudiants d'Europe et d'Afrique.

Ces universités ont conservé leur rayonnement jusqu'à l'éclipse de l'État national fondé par l'Émir Abdelkader, une date qui marque une rupture dans l'Histoire des élites algériennes dans la mesure où c'est à partir de ce moment que débuta la mise en œuvre par le système colonial d'une politique d'éradication de tout ce qui constituait le fondement de l'identité algérienne, en premier lieu, la langue, la religion et la culture.

Cette politique connue pour avoir été pensée comme le moyen d'assimilation du peuple algérien, par la dépersonnalisation, a généré :

— la promotion d'une élite d'origine féodale utilisée par l'administration coloniale comme une force d'intermédiation dans la relation qu'elle entretenait avec la population autochtone. Ce furent les caïds, les bachaghas, les percepteurs, les interprètes et autres auxiliaires de justice ;

— l'émergence, suscitée par la même administration, d'un mandarinat maraboutique chargé d'encadrer la pratique religieuse au moyen de l'obscurantisme. Cette situation a conduit à l'éloignement de cette partie des élites algériennes du combat national, réduit, à cette époque, aux soulèvements tribaux, certes, dirigés par des chefs religieux anticolonialistes comme cheikh El-Haddad, El-Mokrani et Bouaâmama, mais de faible résonance, finalement écrasés.

## LES ÉLITES ALGÉRIENNES ET LE MOUVEMENT NATIONAL

Les élites algériennes ne se reconstitueront et ne se manifesteront dans des formes, autrement plus modernes,

soit dans une posture d'inféodation au système colonial soit dans une attitude d'opposition à lui qu'à partir des années 20 lorsque l'Émir Khaled lance El-Iqdam et Messali Hadj crée l'Étoile nord-africaine, suivis, à partir des années 30, par l'apparition de l'Association des ulémas et du parti communiste algérien favorisés, l'un, par l'essor de la Nahda au Proche-Orient, l'autre par l'arrivée au pouvoir du Front populaire en France.

Il en résultera plusieurs types d'élites

— des élites féodales issues des chefferies traditionnelles très présentes en milieu rural ;

— des élites bourgeoises de souche citadine formées de propriétaires, de médecins, d'avocats, de magistrats, d'universitaires et d'écrivains ;

— des élites petite-bourgeoises constituées d'instituteurs et de fonctionnaires.

Elles sont instruites, essentiellement, en langue française, soucieuses de gagner une place dans la hiérarchie de la société coloniale, revendiquant les mêmes droits que les Français.

La Fédération des élus de Bendjelloul et de Belhadj Said, des universitaires comme Bencheneb, des instituteurs comme Soualah, dont la méthode de l'enseignement de l'arabe par le français a connu son heure de gloire à l'école indigène, des journalistes comme ceux d'Ennadjah, certains écrivains liés au courant littéraire algérien et aux cercles d'Emmanuel Roblès et d'Albert Camus et bien d'autres segments de ces élites se sont mobilisés autour de ces revendications.

Face à elles, se trouvaient les élites d'origine populaire ouvertement hostiles au colonialisme, séduites par le kémalisme et les idées des mouvements indépendantistes de l'Indochine. Elles se recrutaient, en règle générale, parmi les émigrés qui s'étaient familiarisés avec la grande

production capitaliste et le militantisme dans les syndicats internationaux. Elles se composaient, également, de syndicalistes, d'enseignants de l'école libre, des scouts, d'écrivains, de poètes et d'hommes de théâtre. Numériquement faibles, elles sont traquées et réprimées.

### LES ÉLITES ALGÉRIENNES ET LA RÉVOLUTION ARMÉE

À l'exception de ces minorités agissantes qui s'étaient retrouvées mobilisées dans le processus révolutionnaire du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, à l'intérieur d'un faisceau qui regroupe la paysannerie pauvre, les ouvriers, les chômeurs, les jeunes et les femmes, les autres secteurs de l'élite algérienne ont opté pour l'attentisme, certains espérant trouver la réponse à la question coloniale chez les libéraux comme Jacques Chevalier, le maire d'Alger. Les udmistes, les ulémistes, les communistes et les intellectuels qui s'y apparentaient, n'ont rejoint les rangs de la Révolution qu'à partir de 1956 après que celle-ci ait consolidé ses assises à l'intérieur et à l'extérieur, à la suite de l'offensive militaire du 20 août 1955 dans le nord-Constantinois. Raison pour laquelle les élites qui suscitaient, de ce fait, une certaine méfiance au niveau des instances dirigeantes de la Révolution, avaient dû se contenter, malgré les efforts de Abane Ramdane et du colonel Lotfi, de places secondaires dans la hiérarchie de la Révolution, sans grand poids politique face aux chefs de la paysannerie, colonne vertébrale de l'ALN.

Certains les appelaient « les scribes », d'autres « les compagnons de route ». Ils seront bientôt doublés par les embryons d'élites envoyés par le FLN-ALN puis par le GPRA se former dans de nombreuses disciplines civiles et militaires (aviation, transmissions...) au sein des universités des pays socialistes et des pays arabes.

Dans le même temps, d'autres étudiants algériens choisirent de poursuivre leurs études à Aix-en-Provence,

Grenoble et Montpellier, ou en Suisse et en Allemagne, encouragés, dans ce sens, soit par la Fédération FLN de France, soit par des cercles français intéressés à disposer d'atouts favorables après une indépendance, considérée, de toutes façons, à partir de 1960, comme inéluctable.

Les négociations d'Évian puis la crise entre le GPRA et l'état-major de l'ALN ont montré, encore davantage, la faiblesse de la marge de manœuvre des élites cantonnées au CNRA ou au GPRA, dépassées, en fin du compte, par les événements.

Et malgré le concours décisif qu'elles ont apporté dans la préparation technique des dossiers des négociations avec l'ancienne puissance coloniale et dans le résultat obtenu, elles finirent par fléchir face à un rapport de forces défavorable, contraintes de s'éparpiller et de choisir un nouveau camp pour se prémunir contre l'exclusion et la marginalisation.

#### LES ÉLITES ALGÉRIENNES APRÈS L'INDÉPENDANCE

Surmontant, difficilement, le choc ressenti au vu des conditions non consensuelles dans lesquelles l'État indépendant fut refondé, pratiquement toutes les élites exilées rentrèrent au pays. Parmi elles, les étudiants venus d'Europe de l'Est font figure d'avant-garde. Ces derniers investissent les organisations de masse, transforment l'UGEMA en UNEA, nouent une alliance forte avec le courant nationaliste progressiste et deviennent avec d'autres sensibilités politiques, la gauche du FLN.

Ce fut l'époque des rédacteurs de la Charte d'Alger et des thèses d'Avril, celle de Harbi, Zahouane, Ouzegane, Benzine, dirigeant d'*Alger Républicain* devenu l'organe central du FLN.

Raptis, Bourges et les « pieds rouges » officiaient en tant que conseillers à la présidence de la République. L'université, la cinémathèque, le théâtre étaient animés par Berque, Mandouze, Galissot, Perregua, Rodinson, Arnaud, Langlois, Serge Michel, Boudia, Kateb Yacine, Mostefa Lacheraf, Malek Haddad, Mourad Bourboune, Bachir Hadj Ali, les rédacteurs de la revue *Novembre* et les peintres du mouvement « Aouchem », un melting-pot qui avait fait d'Alger et de l'Algérie un carrefour et une adresse révolutionnaire de référence. À côté de cette gauche essentiellement francophone, les élites arabophones regroupées autour de l'Institut d'études arabes, sont fédérées par « l'Humanisme musulman », la revue lancée par El-Hachemi Tidjani et les premiers fondamentalistes algériens. Le D<sup>r</sup> Aroua, Malek Benabi, cheikh Sahnoun y écrivent, proposent une autre voie, invoquant l'exemple de Ali Jinah, Iqbal, Bamatte, El-Afghani, etc.

C'est dans ce climat de différends récurrents, liés, encore une fois, aux origines sociales, à la langue, aux ancrages idéologiques et aux conditions de ralliement précoce ou tardif des élites à la Révolution qu'intervient le 19 juin qui mit fin à ce qu'il présenta comme une déviation.

Le nouveau régime ayant un besoin urgent de doter les nouvelles institutions en cadres loyalistes s'employa à créer deux centres stratégiques pour le recrutement, la formation et la dotation de l'État en grands commis : le premier fut l'ENA ; le second militaire, à travers plusieurs académies et instituts, garants, dans l'esprit de leurs concepteurs, de la sûreté et de la continuité du régime.

Après avoir réduit à la clandestinité les anciens soutiens du précédent régime regroupés dans l'ORP puis dans le PAPS, le pouvoir se rééquilibre, dès 1966, nationalise les mines et plus tard les hydrocarbures, lance les trois révolutions, agraire, industrielle et culturelle, baptisées « les grandes tâches d'édification nationale », ou « la voie de développe-

ment non capitaliste », sous le sceau du non-alignement et de la grande proximité avec les pays socialistes.

Les élites de gauche reviennent dans le jeu politique, s'engagent dans le volontariat et au sein de l'ANP lors de la guerre israélo-arabe de juin 1967. C'est l'époque de la thèse du soutien critique. La réforme de l'université menée par Mohamed Seddik Benyahia et l'absorption de l'UNEA par l'UNJA ouvrent une voie à de nouvelles élites, les élites d'État auxquelles sont confiées la réalisation et la gestion des combinats et des complexes industriels décidés par le plan, l'épine dorsale de l'économie administrée.

D'autres fractions de l'élite, séduites par les privilèges du Pouvoir, s'y rallient, se soumettant aux conditionnalités de l'article 120.

La mort du président Boumediène entraîne la fin de cette époque. Le 4<sup>e</sup> congrès du FLN sonne le déclin du socialisme et l'arrivée des libéraux, les chefs d'orchestre de l'Infitah. Assis sur une base sociale laminée par les désillusions générées par l'échec du « socialisme » et des politiques de développement économique sous-jacentes, le mouvement islamiste apparaît, au milieu des années 80, encadré par des dirigeants de formation moyenne et rencontre peu de résistance au niveau d'une bureaucratie politique plutôt encline à la composition. La seule opposition qui se dresse contre lui émane de l'Armée nationale populaire, des intellectuels, des syndicalistes, du mouvement des journalistes et des premières Ligues des droits de l'homme.

La crise exacerbée par les attermolements d'une présidence désorientée semble se dénouer à la suite de l'instauration du pluralisme politique mais la radicalisation du fondamentalisme menace de remettre en cause le caractère républicain de l'État. C'est janvier 1992. C'est le début des années noires. Les élites ciblées par le terrorisme vont payer de leur vie. Journalistes, écrivains, hommes

de théâtre, sociologues, médecins sont assassinés. Des milliers d'autres s'exilent. Une saignée qui vide le pays de sa substance et s'ajoute à celle qui l'avait précédée dans les années 60-70. La désarmante médiocrité des productions de l'esprit, l'indigence de la recherche scientifique, le dépérissement des valeurs politiques, le galvaudage du militantisme et de l'engagement, le dévoiement des partis, censés être des écoles de citoyenneté, ont dénaturé la notion d'élites.

Dans les conditions d'une telle involution, quelle place les élites d'aujourd'hui peuvent-elles espérer occuper pour susciter le changement ou, à tout le moins, l'accompagner dans la bonne direction ? Ces élites semblent pour le moment affaiblies, presque sans voix. Elles n'arrivent pas à communiquer et à susciter des échos au sein de la société. Pourquoi ? Est-ce du fait de leur confinement à la marge de la société ? Ou bien est-ce dû à la régression de la société elle-même revenue au culte de la tradition ?

Et pourtant, le pays dispose de plus d'un million d'étudiants. La jeunesse est familière des nouvelles technologies de communication qu'elle maîtrise.

Mais cela est encore insuffisant. Pour compter se replacer dans la course au leadership de la société les élites doivent travailler :

À court terme :

— à dépasser leur atomisation et à dialoguer entre elles pour trouver un dénominateur commun politique afin d'asseoir la pratique démocratique sur des bases saines ;

— à jeter des passerelles en direction de la société en adaptant leurs modes de communication et leur langage aux réalités de celle-ci.

À long terme :

— à obtenir une réforme radicale de l'école conforme aux canons de la modernité ;

— à s'investir plus intensivement dans la recherche fondamentale, le moyen le plus indiqué pour s'ouvrir sur une mondialisation contrôlée et assumée ;

— à militer pour obtenir l'abolition du clientélisme, la reconnaissance du mérite, la sécurisation et la considération morale et matérielle dues à leur contribution au développement de la société.

Elles gagneraient, aussi, à cesser de nourrir des complexes vis-à-vis de l'Occident comme de l'Orient et à ne compter que sur leurs propres ressources pour conquérir davantage d'espaces de pouvoir qui permettraient enfin que les nouvelles mentalités l'emportent sur les anciennes. Elles pourraient, au bout de ce processus, produire un modèle conforme aux aspirations de la société qui fera d'elles, à l'avenir, un interlocuteur incontournable, légitimement éligible au gouvernement du pays.

## 4. LA GENÈSE DES CAPITALISMES ALGÉRIENS

Il n'a échappé à personne que le débat sur le libéralisme et l'étatisme ouvert, en 2013, en Algérie, à partir de certaines tribunes — FCE, CNES, UGTA, presse et cercle d'économistes — a, enfin, bien mis en évidence les concurrences que se livrent les capitalismes algériens qui font connaître, désormais, ouvertement, leurs options et leurs prétentions, alors que sonne l'heure des successions avec leur reclassements politiques et économiques à venir.

L'observateur soucieux de vérité doit se poser les questions qu'il faut, au sujet de ce débat et chercher en quoi il est, par son brusque surgissement sur la place publique et la véhémence de sa tonalité, significatif des affrontements, hier feutrés, aujourd'hui brutaux, qui opposent des forces antagoniques, porteuses de propositions tranchées sur l'avenir de l'Algérie.

Et s'il veut saisir les déterminants et le sens de ces affrontements, cet observateur doit en établir la traçabilité et inscrire son investigation dans une perspective qui dépasse les limites étroites du seul aspect économique, en intégrant dans sa réflexion tous les paramètres historiques, politiques, sociaux et culturels susceptibles de l'aider à obtenir une visibilité globale et claire des problèmes de fond qu'ils posent.

Après le Cinquantenaire qui fut, tout au long d'une année, un puissant révélateur sur les réels positionnements et orientations idéologiques et politiques, passés et présents, de bon nombre d'acteurs de la scène nationale, il est nécessaire de mettre un nom et un visage sur toutes ces forces qui veulent, pour les unes, sauvegarder, à tout prix, le pouvoir qu'elles détiennent et pour les autres, s'emparer du rôle politique et économique dirigeant que la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 leur avait dénié.

Ces forces sont au nombre de trois : le capitalisme d'État, le capitalisme privé informel, le capitalisme privé légal, tous entretenus par la rente pétrolière, quelquefois alliés pour maintenir en place le système qui arrange leurs affaires, quelquefois adversaires, se disputant le leadership du pouvoir d'État quand les appétits et les aspirations à un meilleur statut se font plus aiguisés.

Tous trois ont une histoire, une philosophie et une stratégie qui leur confèrent des caractères et des profils identifiables bien que de nombreuses connexions et connivences rendent confuses les frontières qui les séparent.

## LE CAPITALISME D'ÉTAT

Le capitalisme d'État fondé sur la propriété et la gestion publiques des moyens de production et de distribution est né après le 19 juin 1965, lorsque Houari Boumediene porta un coup d'arrêt à l'expérience socialiste entamée par Ahmed Ben Bella, en application du Programme de Tripoli, parce que celle-ci était, selon lui, inspirée d'un modèle étranger, parrainé par « les pieds rouges » conseillers du « Frère militant » et soutenu, « en contradiction avec les valeurs spirituelles et culturelles de la Nation », par une coalition de gauche rassemblant l'aile progressiste du FLN et l'ancien parti communiste algérien.

Le système que le président du Conseil de la Révolution fit succéder au socialisme autogestionnaire n'en fut pas moins calqué sur le modèle soviétique puisqu'il reposa sur l'édification d'une base économique constituée de plusieurs combinats et complexes industriels dirigés par les cadres de la haute administration et de l'armée, les principales souches d'une bourgeoisie, d'un genre inédit, qualifiée, tantôt d'anti compradore, tantôt de bureaucratique.

De 1965 à 1978, les effets, encore, actifs du contenu social de la Révolution de Novembre, la vivacité des luttes populaires et les rapports de forces entre l'Occident et le bloc communiste ont imposé à cette bourgeoisie embryonnaire qui avançait masquée, un projet de développement nationaliste et progressiste et des acquis tangibles — emploi, logement, médecine gratuite — tels qu'elle n'avait d'autre alternative que de rejoindre la large alliance des « forces vives » (travailleurs, paysans, étudiants, jeunes et femmes) consacrée par la Charte nationale de 1976, les capitalistes privés jugés « exploiters et antinationaux » ayant été exclus de ce pacte.

Rappelant, par certains côtés, le capitalisme d'État égyptien, régénéré par Nasser, ce capitalisme, le pouvoir révolutionnaire algérien voulut lui donner comme ascendance les premières formes de production contrôlées par l'État, à l'époque de Kheireddine puis de l'Émir Abdelkader auxquels les historiens avaient attribué des politiques publiques de développement dans l'industrie navale et l'industrie de l'armement.

Mais la comparaison s'arrête ici, la réalité étant que le capitalisme d'État de Mehemet Ali, avec ses banques et ses grandes manufactures, avait une carrure plus imposante que celle du format algérien, artificiellement greffé à un mode de production féodal dont le coriace atavisme expliqua la brièveté de son existence et son incapacité à survivre à la colonisation. D'autant que l'organisation

hanséatique du commerce qui fut à l'origine de l'ascension de la bourgeoisie en Europe, était, ici, méconnue, la course et le mode de fonctionnement autocratique du pouvoir ottoman interdisaient une évolution similaire.

Il se trouve, cependant, que malgré cet handicap congénital, le capitalisme d'État, version contemporaine entreprit, dès 1965, de rattraper ce retard historique et tenter de tenir le pari d'économiser la phase capitaliste classique et donner naissance à un modèle social équilibré et juste ainsi que ses premiers théoriciens se plaisaient à le promettre.

Et de fait, ce capitalisme-là réussit « le miracle algérien » avec la mise en place d'un réseau « d'industries industrialisantes » d'une densité et d'un effet d'entraînement qui auraient pu rompre avec la fatalité de la dépendance extérieure si une culture industrielle bien ancrée dans le tissu social algérien n'avait pas fait défaut et si le lourd endettement qu'il provoqua n'avait pas obéré et freiné la tentative de décollage, le pétrole algérien ayant été déclaré « rouge » dès sa nationalisation en 1972.

À cause, précisément, de ces vices qui entachèrent sa naissance et son expansion, ce capitalisme s'essouffla à la survenue de la première crise mondiale, annonciatrice d'une imminente banqueroute qui obligea les successeurs de Houari Boumediene à « libéraliser » l'économie, sur les injonctions du FMI, pour se protéger de la vague meurtrière qui menaçait leurs intérêts de classe.

La bourgeoisie d'État prit sur elle de rompre, sans état d'âme, le compromis social auquel elle avait été forcée, au départ, et décida de procéder à la « restructuration » de l'économie qui prit la forme de la casse et du bradage d'une industrie financée, à coups de privations et de sacrifices, par l'épargne publique.

Cette opération fut menée par les chargés de mission de la Banque mondiale recrutés, pour les besoins de la cause, par le président Chadli Bendjedid et le Premier ministre

alors en exercice, Abdelhamid Brahim, qui en firent payer le prix fort aux classes populaires et aux classes moyennes réduites au chômage et à la paupérisation et jetées à la déchèterie d'une privatisation sauvage, avec l'aval d'une UGTA mise au pas depuis 1967, rompant, définitivement, avec le syndicalisme revendicatif du temps où elle était membre de la FSM, la Fédération syndicale mondiale.

Forcée de céder aux nouvelles fortunes informelles, nées dans son giron, et au capitalisme privé légal, son ennemi intime, une partie du patrimoine national, elle se retrancha derrière une politique de « sauvetage », par l'argent du contribuable, d'un secteur devenu ingérable du fait de son vieillissement, de la faiblesse de ses rendements et de la médiocrité de son management encadré par les Fonds de participation et, plus tard, par les holdings et les sociétés de participation de l'État.

Le recul que cette bourgeoisie officielle dut subir, de plein fouet, ouvrit les portes à l'invasion du bazar qui, de là où il était tapi — la bureaucratie de l'État — fit, immédiatement et sans ménagement, connaître son intention de monter à l'assaut du pouvoir et d'y asseoir son hégémonie, après avoir confisqué, à son profit, les révoltes populaires de 1986 et 1988.

C'était en juin 1990.

#### LE CAPITALISME PRIVÉ INFORMEL

Ainsi que son qualificatif l'indique, ce capitalisme est contrebandier et compradore. Sans visage, se déroband derrière des prête-noms qui faussent les pistes menant à ses véritables commanditaires, il a germé dans les zones de non-droit de la bureaucratie qui lui a délégué le pouvoir occulte d'intervenir, pour son compte et grâce à l'argent public, dans les secteurs névralgiques de l'économie.

Sa vocation n'est pas de produire, pas plus que sa structure n'est familiale comme le sont celles du capitalisme privé légal.

Empruntant certaines de ses techniques à la course de l'époque de la Régence, il s'organisa en nébuleuse spécialisée dans la seule importation des biens de consommation, un terrain de prédilection dont les espaces sont répartis entre ses différents démembrements, baronnies et cartels.

Le programme anti-pénurie, imaginé en 1979 par le gouvernement Mohamed Ben Ahmed Abdelghani, dans le but de reconverter certaines franges de la clientèle de la bourgeoisie d'État et accélérer l'accumulation du capital, *pro domo*, sans passer par l'écueil difficile de la capitainerie d'industrie, fut sa première rampe de lancement.

Une partie de la nomenklatura, civile et militaire, put, ainsi, s'investir dans ces activités lucratives, sans déboursier un centime et sans déployer les trésors d'inventivité requis.

Secondés, aux frontières, par les trafiquants de drogue, de voitures, d'essence, de cheptel et de produits alimentaires, ces nouveaux « bourgeois » s'accaparèrent, avec une stupéfiante témérité, de moyens colossaux qui contribuèrent, vite, à la création de puissances d'argent aux ambitions démesurées.

Et voilà que le wahhabisme à la recherche d'un espace vital idéologique leur offre l'opportunité de partir à la conquête du pouvoir en leur faisant enfiler la toge de l'Islam intégriste dans une Algérie décrétée laboratoire politique.

Clandestins tolérés avec Bouyali, imprudemment légalisés avec Abassi, Belhadj, Nahnah, Djaballah et encouragés par les réactions timorées d'un État assommé par leur victoire à la première consultation électorale 1990, les bazaris crurent que la République leur était tombée entre les mains comme un fruit blet au soir du premier tour

d'une parodie de scrutin validée par Chadli Bendjedid et Abdelaziz Belkhadem auxquels le maintien au sommet fut promis dans le cadre d'une cohabitation secrètement négociée.

La bourgeoisie d'État ébranlée dans sa base économique par le plan d'ajustement structurel du FMI et dans sa superstructure par la tentative de mise à mort de la République ne fut sauvée que grâce au sursaut de l'Armée nationale populaire et de la société civile qui débouta le bazar de ses prétentions, après 10 années d'une guerre sanglante où le désarroi du peuple le disputa, longuement, aux calculs et à la ruse d'une classe politique divisée entre réconciliateurs et éradicateurs.

Le redressement national opéré, avec un large appui populaire, par le président Liamine Zeroual était sur le point d'avoir raison, militairement et politiquement, du terrorisme islamiste quand, subitement, à la faveur d'un recul de la ligne de fermeté dû à l'indécision de certains cercles dirigeants soumis aux pressions étrangères, l'État procéda, avec l'arrivée, en 1999, de Abdelaziz Bouteflika à la magistrature suprême, à un brusque revirement par le subterfuge duquel — la loi sur la réconciliation nationale — la société et les armées islamistes furent renvoyés dos-à-dos sans que les responsables de « la tragédie nationale » n'eurent rendu de comptes dans les procès publics réclamés par les familles de centaines de milliers de victimes.

À l'évidence, le fléau de la balance avait penché du côté de ceux qui, non seulement, se refusèrent à faire rendre la justice demandée, mais s'employèrent, par la force de la politique permissive de « la repentance », à conserver, voire à renforcer le cordon ombilical qui les liait, économiquement et politiquement, à la coalition des conservatismes dont les fortunes, loin d'être inquiétées, furent, au contraire, créditées de bonus et de primes versés à une multitude de chefs cooptés pour faire partie de la nouvelle

clientèle, la base élargie d'un État qui n'avait plus rien à voir avec celui projeté par la Proclamation du 19 juin 1965.

Les affaiblissements ainsi cumulés ouvrirent de grands boulevards aux retournements contre-nature que l'offensive du néo-libéralisme, lancée en 2009, compta rendre irréversibles, en accentuant le déplacement à droite de l'axe sur lequel l'État était positionné depuis 1962.

Pensant, lui aussi, que son heure était venue de contrôler les leviers du pouvoir, avec le soutien du capitalisme international, il plaça ses agents dans le cœur même du système, le ministère de l'Énergie, Sonatrach et les banques, afin de travailler à livrer le plus clair des ressources du sous-sol algérien aux majors américains, par le truchement d'une loi.

Ce franchissement d'une ligne rouge devait achever les processus qui permirent au capitalisme étranger de s'adjuger les fleurons de l'économie nationale et de conquérir, en joint-venture, des parts considérables dans les secteurs de l'industrie, des banques, des télécommunications, de l'hôtellerie et, indirectement, de l'automobile, via le concessionariat, en sus de celles qu'il détenait, depuis plusieurs années déjà, dans les hydrocarbures.

La riposte ne tarda pas à venir, quoique lentement et avec moins de fracas qu'en 1991, déclenchée par le segment de l'establishment opposé à cette orientation.

La loi décriée fut rapportée et le fléau de la balance revint, apparemment, à sa place.

## LE CAPITALISME PRIVÉ LÉGAL

De structure familiale, le capitalisme privé <sup>légal</sup> possède une tradition ancienne, contemporaine de la colonisation qui lui réserva, surtout après le Centenaire, quelques espaces d'implantation dans la manufacture ou

les services, d'importance mineure, comme les limonaderies, les huileries, la torréfaction, le tabac, l'hôtellerie, la bijouterie etc... localisées à Alger, Oran et Constantine.

Ses enseignes emblématiques arboraient les sigles des Bentchicou, Massali, Hamoud, Tamzali, Tiar, Bouzar, Mansali...

Déclaré, dans un premier temps, entre 1962 et 1978, persona non grata, au grand dam d'André Tiano, alors professeur d'économie politique à l'université d'Alger, venu de celle de Rabat enseigner le libéralisme, ce capitalisme réapparut, à la faveur des réformes du gouvernement Mouloud Hamrouche qui lui reconnut, en 1989, une place à part entière dans le processus du développement national.

Présent dans le BTP, le montage électronique, les produits pharmaceutiques, l'agro-alimentaire, le plastique, les cosmétiques et le textile, il enregistra un boom sans précédent, avec l'apparition des groupes Condor, Bya Electronic, Starlight, Cevital, Sim, ETRHB, Biopharm, Tonic...

Les success-story de ce capitalisme-là ne se comptèrent plus et les ménages s'habituaient à consommer les produits fabriqués par les entreprises de Hamiani, Benamor, Bellat, Othmani, Ramdane, Ezzraïmi, Benhamadi, Rebrab, Haddad, Kerrar, Sahraoui, Chaabani...

À ses vieilles strates d'avant l'indépendance sont venues s'ajouter, à l'époque de Houari Boumediène, celles formées par les anciens moudjahidinés et retraités de l'armée invités à choisir « entre la Révolution et la fortune », suivis par les heureux gagnants à la loterie de la privatisation, durant le mandat de Chadli Bendjedid.

D'autres, plus récents, se sont embarqués dans l'aventure de la presse « indépendante », de l'audiovisuel offshore et du football professionnel, les antennes visibles du nouvel affairisme.

Quelle est la capacité de ce capitalisme à promouvoir le développement attendu par le pays ?

Est-il en mesure de conduire, sur une position dominante, une politique qui servirait les intérêts de la société en général ?

Possède-t-il des capitaux suffisants, des cadres de haut niveau et des infrastructures lourdes pour le faire ?

À entendre ses porte-parole le réclamer dans les forums et les think-tank, la réponse est oui, à la condition que l'État lui déblaye le terrain, déréglemente les secteurs clefs de l'économie, flexibilise le travail, rogne sur les budgets sociaux, freine les dépenses publiques, renonce aux grands travaux, tout ce que le capitalisme ultralibéral mondial exige des rares États qui lui tiennent, encore, tête, en Europe, en Amérique latine et ailleurs.

Personne n'ignore, cependant, que la recette a échoué, dans tous les pays où elle a été expérimentée, outre le fait que le fossé est béant entre les affirmations de principe et l'envergure réelle du capitalisme privé national légal qui demeure, essentiellement, familial et, de surcroît, sujet à la pratique de la sous-traitance pour le compte du capitalisme international.

Ce capitalisme qui licencie, lamine le pouvoir d'achat, ruine les retraités et les petits épargnants, délocalise pour maintenir les superprofits et le train de vie du patronat à leur plus haut niveau peut-il constituer l'alternative souhaitée par l'Algérie ?

Les statistiques publiées par l'ONS, au début de l'année 2013, sont catégoriques et inclinent, plutôt, au scepticisme, quant aux capacités réelles de ce secteur à être la locomotive de l'économie nationale.

La majorité des entreprises privées, à l'exception de quelques unes, emploient entre 5 et 10 salariés ; elles interviennent sur le créneau des services plus que sur celui de

l'industrie, le montage et la transformation de base se partageant les parts les plus importantes et ne fonctionnant que grâce au soutien financier et fiscal de l'État.

La structure familiale qui est consubstantielle au capitalisme privé légal n'a pas évolué et ne s'est pas ouverte à l'actionnariat, contrairement aux grandes familles bourgeoises étrangères... qui se sont, depuis longtemps, libérées de ce carcan, après avoir, en plus, soumis plusieurs de leurs générations aux rigueurs de la contre-maîtrise afin de perpétuer le savoir-faire des capitaines d'industrie.

A-t-on, alors, dans notre cas, affaire, seulement, à un capitalisme de la subvention, auquel on ne connaît aucun parti, incapable de se passer de tuteur, aux appétits disproportionnés par rapport à sa taille et, déjà, supplanté sur les bancs du Parlement par les milliardaires représentant le capitalisme privé informel et les partis conservateurs plus véloces que les organisations patronales dont le nombre avoisine dix-sept, une dispersion des forces qui trahit le manque d'homogénéité de ses expressions structurées ?

La réponse est affirmative si on se réfère aux scénarios des tripartites auxquelles ils se présentent, à chaque fois, avec un cahier de doléances de lobby qui ressort plus de la demande d'assistance que d'une vision et d'un programme étayés par une doctrine réaliste et un solide *bargaining power*.

Elle est réservée quand on prend en considération les nouvelles tendances que certains de ces leaders manifestent dans leur approche de la croissance, en particulier à l'international, appuyée sur des bassins performants de l'économie intelligente.

## LES ENJEUX DE 2014

En cette année 2014 qui constitue un virage que le pays négocie avec beaucoup de prudence, les trois capitalismes

algériens donnent l'impression de tenter de se repositionner en fonction des nouvelles réalités nationales, régionales et internationales, en sachant que cela va entraîner, infailliblement, des mises et des remises en cause, des reclassements et aussi des concessions et des renoncements, déterminés, en principe, par la seule envergure et les seuls atouts de chacun.

Les révoltes qui ont déstabilisé les fondations du libéralisme dans de vieux pays, la Grèce et le Canada et dans de plus jeunes, la Turquie et le Brésil enseignent que le libéralisme n'est plus, forcément, synonyme de démocratie comme l'autoritarisme n'est plus en mesure de produire du mouvement.

Que faire, alors, au moment où la société algérienne se différencie, s'autonomise veut vivre son temps et casser les tabous qui la gênent dans sa progression ?

Que faire, alors que la démographie du pays va radicalement changer, à l'horizon 2050, et que le Niger et le Mali frapperont à ses frontières avec plus de 250 millions d'habitants à eux deux ?

Les trois capitalismes savent qu'ils vont être obligés de se réviser, structurellement et de s'adapter aux tendances lourdes qui sont en train de dessiner une grande partie de leur évolution future.

Le capitalisme d'État détient les grands nerfs de la politique et de l'économie qui font sa toute puissance : les institutions, le pétrole, les banques, les cadres et les médias qui l'élisent, incontestablement, au rôle de principal acteur du développement du pays, un rôle qu'il pourrait rejouer dans des conditions d'aisance financière autrement plus avantageuses que celles qui prévalaient au cours des années 1970.

Aujourd'hui qu'il est sacré pivot régional par les contingences sécuritaires et qu'il constitue le seul point d'équilibre en Afrique du Nord et au Sahel, il dispose d'une

marge de manœuvre plus large pour se recentrer sur des tâches macro-économiques qui semblent être à sa portée : réindustrialisation du pays, renationalisation des grandes entreprises qu'il céda dans les années 1990-2000 au capitalisme international, réinsertion de l'armée dans le processus en tant qu'entrepreneur, construction de nouvelles villes, expansion vers le Sud, investissement intensif dans l'exploration et l'exploitation des gisements de pétrole, de gaz de schiste et de l'énergie solaire...

Ses doctrinaires le voient plus proche du modèle chinois, en référence aux dénominateurs communs historiques, idéologiques et sociologiques partagés par les expériences sino-algériennes que des modèles allemands ou japonais, recommandés par certains économistes qui semblent oublier que l'Algérie n'a jamais été, dans une autre vie, une Prusse dirigée par Bismarck ou un Empire du Soleil Levant sur lequel régnait le Meiji.

Cette stratégie dont l'observateur voit poindre quelques unes des cartes maîtresses pêche, néanmoins, par son caractère hésitant et incomplet, élaborée qu'elle est dans l'urgence face au brusque et inquiétant renversement de l'équilibre de la balance commerciale et de paiement et sans dire le sort qu'elle compte réserver au capitalisme privé informel le nœud gordien de la question.

Le capitalisme d'État est-il devenu assez fort et suffisamment autonome pour s'attaquer à cette forteresse et à ses appuis actifs en son centre ?

Se résoudra-t-il à dépasser les conflits idéologiques et économiques qui l'opposent au capitalisme privé légal et à nouer une alliance stratégique avec ses segments qui tirent vers le haut ?

C'est à l'aune de ces réorientations et à celle de la batterie de bien d'autres —révision des Accords avec l'Union européenne et la Ligue arabe, négociation souveraine de l'entrée de l'Algérie à l'OMC, transparence dans la gestion

des fonds de garantie, lutte contre l'évasion des capitaux à l'étranger et les paradis fiscaux, ruptures avec les politiques de subvention, remise en selle de l'autonomie des entreprises publiques et de la Banque centrale et contrôle de l'exécution des lois de finances — que l'on évaluera ses capacités à se réformer et s'engager sur une voie qui le conduirait à évoluer dans un État réellement démocratique dont le socle sera formé par les classes moyennes, majoritaires au sein de la société.

À charge pour le capitalisme privé légal de s'inscrire dans cette perspective en se débarrassant de ces vieux réflexes qui le firent fustiger sous les mandats d'Ahmed Ben Bella et de Houari Boumediene, la seule chance historique qui lui reste pour surclasser le capitalisme informel plus entreprenant depuis « les révoltes arabes » et sur les effets d'entraînement desquels il parie toute sa mise pour conquérir le centre du pouvoir d'État.



**DEUXIÈME PARTIE :**  
**DU POUVOIR ET DES HOMMES**



## 1. FERHAT ABBAS L' ANTI-HÉROS

Pourquoi l'Algérie officielle peine-t-elle ou tarde-t-elle, près de 30 ans après sa mort, à rendre à Ferhat Abbas ce qui lui revient et à reconnaître, avec la solennité qui sied, les éminents services qu'il a rendu à la patrie ?

Sur le compte de quel inflexible préjugé, cette lenteur, cette réticence sont-elles à mettre ?

L'origine sociale, le parcours atypique de l'auteur du Manifeste ? Ses déclarations controversées et pas tout à fait recoupées sur l'existence de la Nation algérienne ? Son opposition aux deux premiers présidents de la République de l'Algérie indépendante ? Son statut d'homme du savoir qui n'avait pas sa place dans le scénario du jour d'après ? Ou son profil d'anti-héros qui ne cadrerait pas avec le portrait-type du révolutionnaire pur et dur que l'historiographie du nationalisme dit radical a dressé, en traçant une ligne rouge entre « les novembristes et leurs compagnons de route » selon le mot de Lakhdar Ben Tobbal ?

Pourtant, certains thaumaturges ont, dans leur bienveillante magnanimité, absous, avec une surprenante facilité, des fautes autrement plus graves qui ont failli mettre en péril les fondations du projet indépendantiste, lorsque Messali El Hadj, aveuglé par l'orgueil blessé du chef détenteur de la vérité absolue, a créé la machine de guerre du MNA pour saper, à leur naissance, le Front et l'armée de libération nationale.

Ils y ont consenti, en faisant semblant d'oublier le verdict rendu par les retournements de l'Histoire qui tiennent, souvent, à la lucidité de leur acteurs, en voulant que Ferhat Abbas débute sa longue marche par des positions réformistes, minimalistes, parfois contestables, et la termine par l'adhésion à la Révolution armée à l'inverse d'un Messali Al Hadj qui l'entame, en visionnaire flamboyant, et l'achève en responsable d'une tentative d'infanticide politique. C'est toute la différence qu'il y a entre la politique, art du possible, propre au pragmatisme et la politique, exercice de l'infaillibilité, propre au dogmatisme.

Il y a dans ces questionnements et dans ces leçons suffisamment de motifs valables qui incitent, aujourd'hui, à revisiter le sujet et à l'arracher à l'amnésie volontaire ou involontaire qui a frappé de larges secteurs de la société algérienne, à la faveur du voile jeté, depuis 1962, sur les hommes et les idées qui ont inspiré et préparé, de près ou de loin, l'éveil de la conscience nationale. Sans céder au subjectivisme, à la naïveté ou à la tentation du syncrétisme qui sont faits pour dénaturer le sens de l'Histoire.

L'intérêt qu'il y a à relire, plus attentivement, ces pages est d'autant plus nécessaire et utile que le vieux débat sur les sources idéologiques de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 resurgit, en ce cinquantenaire de l'indépendance, avec une fébrilité qui en dit long sur la persistance des différends doctrinaux ayant opposé les partis politiques à l'origine de la structuration du Mouvement national entre 1918 et 1953, ainsi que sur la volonté de peser sur les choix d'avenir du système de gouvernance de notre pays.

Les motivations des animateurs de ce débat ne sont, en effet, ni innocentes ni désintéressées.

Chacun essaie de se repositionner sur l'échiquier pour redorer son blason ou se fabriquer une virginité en mettant à profit le désordre de la conjoncture, ses doutes, ses errements et ses règlements de comptes, laissant croire

que l'Algérie est une auberge espagnole ou n'importe quel apprenti-laborantin de passage peut venir, librement, vider ses ordures idéologiques.

À lire les « analyses » et « contre- analyses » qui paraissent, régulièrement, sur les colonnes des journaux nationaux, autour de ce thème, on arrive, difficilement, à dénouer l'écheveau bigarré des messages transmis à l'opinion par des porte-parole ou des porte-plume, agissant, vraisemblablement, au nom de chefs de file rétifs à quitter le confort de l'ombre.

Selon qu'ils fréquentent telle ou telle chapelle ou qu'ils appartiennent à telle ou telle sensibilité, on apprend, dans leurs écrits, que le Mouvement indépendantiste et la Révolution armée doivent, tout ou partie de leur naissance et de leur consécration victorieuse, soit à la Révolution française de 1789, soit au mouvement prolétarien international, quand ce n'est pas à la Nahda islamique des années 30 ou au panarabisme nassérien ou baathiste, chaque camp s'évertuant à soutenir la prééminence de sa thèse à l'aide de références idéologiques et historiques déclarées scellées et non négociables.

D'autres vont jusqu'à prétendre, dans une recherche forcenée de paternité, que la Révolution algérienne « est l'enfant naturel de la générosité internationaliste » et qu'elle n'aurait pu se concevoir sans le saint héritage de la Commune, occultant le fait que les Communistes avaient débarqué en Algérie, par milliers, après leur échec, « condamnés » par la III<sup>e</sup> République à terminer, paisiblement, leurs vieux jours, sur les terres prises aux Algériens, en compagnie des Mahonnais, des Bretons, des Corses et autres Allemands, Suisses, Maltais et Espagnols... sans trouver à y redire !

On imagine bien, après cela, l'intérêt qu'il y a à revenir, sans discrimination, aux vérités premières et de procéder, pour les besoins du présent et de l'avenir, à une saine

identification et à une évaluation non partisane des voies et des moyens empruntés et utilisés par le Mouvement national pour aboutir à la mise en route de ce fabuleux processus du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, l'un des épisodes les plus marquants de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, reconnu comme tel, pour son caractère, à la fois, universel et singulier, sans précédent.

Il ne serait pas superflu de comparer ces sources en fonction de leur ancienneté et de leur influence réelle sur le résultat final et de faire la part des déterminants propres à la culture, à la sociologie et aux combats du peuple algérien et celle des apports extérieurs induits par le contact avec les expériences révolutionnaires ou démocratiques mondiales.

Ferhat Abbas, Messali El Hadj et Abdelhamid Ben Badis ont, à cet égard, représenté et porté trois courants — source qui ont fourni, à partir de la pratique des classes sociales sur lesquelles ils s'appuyaient, une partie des valeurs avec lesquelles le Mouvement national a vécu et progressé, jusqu'à ce que la dynamique de la volonté populaire les dépasse, en optant pour le recours aux armes et donne à la doctrine de la Révolution un contenu autonome, clairement exposé dans la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 puis dans la Plateforme de la Soummam de 1956.

## RÉFORMISME ET RÉVOLUTION

L'un des étranges paradoxes qui ont contribué à façonner l'atypisme de Ferhat Abbas est que ce natif de Taher, fils d'un agha, n'ait été à aucune école traditionnelle, une originalité rarissime dans ce terroir des contreforts du nord Constantinois connu pour être le pays des Koutamas, une population rude, très conservatrice, arabophone, attachée à l'Islam et qui contra, en 1839, aux portes de Jijel, les troupes d'invasion commandées par Saint Arnaud.

On ne sait à quoi imputer cette exception dans une région où a vécu, en prédicateur, l'un des co-fondateurs de l'Association des Ulémas algériens, cheikh Moubarek El-Mili. Mais le fait est que sa non-maîtrise de la langue arabe ne sera pas l'un des moindres talons d'Achille de l'homme, surtout, dans ses contacts directs avec la population, notamment dans les meetings ou il étalait, par contre, en français, la verve d'un orateur qui n'aurait pas démerité face à celle d'un Cicéron.

Il fréquentera, donc, exclusivement, l'école coloniale et se révélera, à la suite de brillantes études secondaires et supérieures, un moderniste, pénétré des principes de la philosophie des lumières et de la démocratie libérale dont il fera son livre de chevet, apparaissant, par certains cotés, proche de Sun-Yat-Sen ou de Salama Moussa, le premier expérimentateur arabe, sous le mandat du roi Farouk, du parlementarisme. À la nuance près, qu'en Algérie, il n'y avait pas une Révolution bourgeoise à accomplir, mais, plutôt, un soulèvement national et populaire à préparer contre le système colonial...

Messali El Hadj était aux antipodes des origines, de la personnalité et des idées de Ferhat Abbas.

Originaire de la région de Tlemcen, paysan pauvre qui exerça divers métiers dont celui d'apprenti-coiffeur, adepte de la confrérie de Darkaouas, il émigra, tôt, en France où il se frotte, chez Renault, au monde de la grande production capitaliste, au syndicalisme et à l'internationale qu'il côtoya, avec Inal et Radjef, grâce à sa proximité avec le parti communiste français.

C'est au cours de cette période qu'il acquiert l'expérience du révolutionnaire indépendantiste qui lui sera d'un grand secours, lorsque viendra l'heure, pour lui, de fonder un parti d'avant-garde et de se forger une personnalité charismatique, fortement marquée par le sens de la justice qui ne déparerait pas d'avec celle d'un Auguste

Blanqui, « l'Insurgé permanent » qui a, quelque part, inspiré certains des traits de son caractère.

Il n'est pas faux de soutenir qu'il crut, lors de la fondation de l'Étoile nord africaine, en France où l'émigration algérienne était bien organisée et disciplinée, dotée d'un niveau de conscience politique élevé et d'une riche culture militante, que le Mouvement ouvrier international pouvait aider à l'émancipation des peuples colonisés. Bien qu'il eut du être édifié par le silence observé, le siècle d'avant, par Marx sur le cas de l'Algérie lors de son passage à Alger, pour s'y soigner.

On les appelait, à cette époque, les peuples d'Orient, ceux de la Chine, de l'Inde, de la Turquie et de l'Égypte où les étoiles montantes avaient pour nom Sun-Yat-Sen, Ghandi, Ataturk et Saad Zaghoul.

Le militant progressiste qu'il fut, a, cependant, déchanté lorsqu'il s'aperçut que les orthodoxes comme les révisionnistes du Mouvement ouvrier international subordonnaient « l'émancipation » des peuples colonisés à la prise du pouvoir par le prolétariat, le Prométhée démiurge promis par Karl Marx, reléguant aux calendes grecques l'indépendance des Nations sous domination, parmi lesquelles figuraient celles du Maghreb qui n'étaient inscrites sur aucun agenda internationaliste.

Sa déception s'avéra d'autant plus grande que ce fut le Front populaire qui interdit son parti, une prémisse qui annonça la future position du PCF qui professera la thèse de « la Nation algérienne en construction » qui ne sera libérée qu'une fois son processus achevé et le prolétariat français aux commandes du gouvernement, autant dire jamais.

Là aussi, la liquidation physique, dans les années sombres de la Révolution soviétique, de Sultan Galiev, le secrétaire aux nationalités, accusé, de déviation islamiste, aurait du renseigner davantage, sur les réticences mani-

festées par le mouvement ouvrier international, face aux aspirations des Nations composant l'Empire.

## LE TEMPS DES ILLUSIONS

Allié aux icônes de la bourgeoisie constantinoise, Benjelloul et Belhadj Said, leaders de la Fédération des Élus, Ferhat Abbas a pensé, jusqu'à la fin des années 30, que les classes favorisées qui avaient accédé à l'exercice, même limité, des professions libérales et à la production capitaliste, même réduite à son expression manufacturière de base, pouvaient représenter une alternative politique au nationalisme dit radical et conduire, avec l'appui des élites éclairées, les Jeunes Algériens de l'Émir Khaled, petit-fils de l'Émir Abdelkader et des Ulémas de Abdelhamid Benbadis, fils d'un fonctionnaire de la préfecture de Constantine, un bloc sociopolitique crédible avec lequel le pouvoir colonial accepterait de dialoguer.

La revendication de l'égalité en droits avec les Français et, par conséquent, l'assimilation des Algériens, avec le maintien de leur statut personnel promis par le projet Blum-Violette, s'inscrit dans cette « stratégie pragmatique » qu'il partagea avec les Jeunes Algériens et les Ulémas rejoints par le parti communiste algérien au congrès musulman, réuni le 7 juin 1936 à Alger, six ans après la célébration du Centenaire.

Ce minimalisme, justifié par l'étroitesse de la marge de manœuvre autorisée par le contexte, d'alors, était-il la meilleure voie à emprunter pour faire avancer la cause nationale et faire changer de cap au colonat ?

Certainement non, puisque Ferhat Abbas comme Messali El Hadj, remit les pieds sur terre en se rendant compte qu'il s'était illusionné sur les capacités de l'administration française à donner suite aux revendications consignées dans « la Charte revendicative du peuple algérien ».

C'est pourquoi il fut contraint de changer de tactique et d'accentuer la pression, tout en persistant à vouloir faire cavalier seul, refusant d'adhérer au PPA qui, soit dit en passant, n'avait rien à voir avec un parti ouvrier comme certains continuent à le présenter, étant, comme son nom l'indique, le parti de tout le peuple algérien dirigé par des chefs lettrés, issus des rangs de la fonction publique, de la petite bourgeoisie commerçante et de transfuges de l'AEMNA, l'Association des étudiants musulmans nord-africains.

Une parenthèse doit être ouverte, ici, pour relever la supercherie sémantique, par trop spécieuse, utilisée par certains historiens français repris par quelques-uns de leurs collègues algériens, établissant une dichotomie entre « nationalisme plébéien » et « nationalisme patricien » qui ne renvoient à aucune réalité sociopolitique algérienne connue.

### LE TEMPS DU RÉALISME

La seconde guerre mondiale fut, pour Ferhat Abbas, le tournant qui lui offrit les conditions les plus favorables pour affiner sa vision et apparaître comme un leader capable d'interpeller les puissants dirigeants du monde, les saisissant en 1943 de son « Manifeste du peuple algérien » qui demande l'abolition de la colonisation, le droit du peuple à disposer de lui même et une Constitution pour le pays.

La formation des « Amis du Manifeste », son arrestation, à la suite du 8 mai 1945, la création de l'UDMA après l'UPA, donnèrent toute la mesure de l'envergure d'un chef, internationalement connu, auréolé d'un humanisme et d'un pacifisme qui captèrent, pendant un temps, une certaine audience.

Mais cela ne suffisait plus. La guerre mondiale et ses ravages, les promesses non tenues, les massacres de Setif et de Kherrata étaient passés par là.

Les partis modérés des colonies, le réformisme et le dialogue avec les franges libérales de la colonisation de peuplement avaient fait leur temps et n'avaient plus le vent en poupe, pas plus que les élections, pour la plupart truquées, auxquelles, étrangement, le PPA-MTLD persistait à prendre part, au nom du légalisme.

L'espoir placé par Messali El Hadj dans l'internationalisme prolétarien fondit, comme neige au soleil, de la même façon que celui nourri par Ferhat Abbas de donner naissance à un processus d'émancipation pacifique bâti, dans un esprit proche du bourguibisme, sur un compromis d'étape, parti en fumée, sans laisser de traces, après que le projet Blum-Violette fut vidé de sa substance.

Finalement, ce qui revint à la surface et prévalut, mûri par plus d'un siècle de dépossession, de dépersonnalisation et même de génocide, ce fut le retour aux sources, au principe du compter sur soi, une leçon de grande politique, administrée par la conscience nationale formée par la résistance, menée par l'Émir Abdelkader, El Mokrani, cheikh Bouaamama et cheikh El Haddad, un patrimoine avec lequel le peuple a voulu renouer en accélérant la marche de l'Histoire, même si l'organisation sociale, l'armement, les techniques militaires opposées par ces révoltes à un adversaire autrement plus développé, les vouèrent à l'échec, en raison de leur caractère rudimentaire et arriéré.

## LE TEMPS DE L'ENGAGEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Ferhat Abbas n'eut aucune peine à reconnaître les nouvelles réalités et à s'engager dans la voie révolutionnaire tracée par le 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Dès lors que le sang avait coulé, selon sa propre expression, il se résolut à rejoindre les rangs du FLN, en avril 1955, après avoir dissous l'UDMA et pris langue avec Abane Ramdane chez

qui il décéla, dès l'entame, des convictions voisines des siennes, l'esprit du dialogue, l'attachement à la démocratie et à la modernité en plus d'un sens politique aigu.

L'esprit « Abane Ramdane », l'homme appliqué à élargir les bases sociales et politiques de la Révolution, pour lui faire atteindre le point de non retour, ne fut pas étranger à l'ascension de Ferhat Abbas qui gravit, rapidement, les échelons de la hiérarchie de l'Organisation.

Membre du CNRA et du deuxième CCE, il fut porté, le 19 septembre 1958, à la tête du premier Gouvernement provisoire de la République algérienne, 128 ans après l'éclipse de l'État algérien.

Avec beaucoup d'équidistance, il réussit, tant bien que mal, à préserver les équilibres fragiles d'un gouvernement affaibli par les forces rivales, lancées dans la course au pouvoir, pressentant la fin proche de la guerre.

Remplacé par Benyoucef Benkhedda, il se retrouva, à l'indépendance, aux cotés de l'état-major général de l'armée des frontières et du groupe de Tlemcen dirigé par Ahmed Ben Bella.

L'Histoire ne dit pas les raisons de ce ralliement qui fit, certainement, violence à son attachement à la légitimité du CNRA.

Connaissant, néanmoins, les craintes que l'homme nourrissait pour l'unité du peuple, on suppose qu'à choisir entre le wilayisme qui aurait dépecé le pays et l'usage de la force pour sauver l'Algérie d'une congolisation et d'une implosion certaine, il opta pour la seconde solution qu'il espéra provisoire.

Élu, en septembre 1962, président de la première Assemblée constituante de l'Algérie indépendante, il est dans son élément, croyant pouvoir profiter de cette position dans l'architecture du pouvoir, pour donner corps à son vieux rêve d'une démocratie fondée sur le pluralisme

d'avant 1954 et, probablement, sur un projet socio-économique d'inspiration libérale.

Mal lui en prit. Dessaisi de la rédaction du projet de Constitution au profit du bureau politique du FLN, réuni en congrès, dans un cinéma d'Alger, il est contraint de démissionner, ayant, visiblement, compris que les tenants de la ligne révolutionnaire rechignaient à voir un ancien « udmiste » jouer les premiers rôles et apposer son empreinte sur un texte aussi fondamental.

Il n'avait plus aucun autre recours, s'étant, lui-même, coupé de toute voie de retraite après avoir approuvé le Programme de Tripoli dont les deux points fondamentaux — le gouvernement de l'État par le parti unique et l'option socialiste — lui interdisaient d'entreprendre tout projet alternatif qui lui aurait tenu à cœur.

Sans assise politique structurée et un peu perdu dans un système où il se sentait en porte-à-faux, marginalisé et à l'étroit, il est interné dans le Sud, une région que « visiteront » plusieurs leaders de la Révolution, avant et après 1965.

Ainsi, après un combat de 40 années, Ferhat Abbas, le chantre de la démocratie et Messali El Hadj, l'indépendantiste précoce, piégé par le culte de la personnalité, sont renvoyés par l'Algérie officielle, dos à dos, comme s'il y avait un parallélisme des formes à respecter dans l'excommunication. À tort, parce que, si l'égarément du second l'a amené à combattre le FLN-ALN par les armes, il faut reconnaître au premier le courage et la probité de s'être remis en question, en dissolvant son parti, en s'engageant dans la Révolution et en acceptant, plus tard, de présider aux plus hautes destinées de l'Algérie en guerre.

Tragique destin que celui de ces deux hommes qui se respectaient, malgré leurs divergences de fond et qui ne partageaient qu'un seul point commun : ils étaient, tous les deux, mariés à des femmes d'origine française, Messali

El Hadj avec Emilie Busquant, d'ascendance lorraine et Ferhat Abbas avec Marcelle Stoetzel, de parents alsaciens, née en 1909 à Bouinan.

C'est dans l'appartement de cette dernière, rue Siguéne à Setif, que Ferhat Abbas rédigea le Manifeste du peuple algérien avec son ami, le pharmacien, Mohammed El Hadi Djemame.

Arrêtée le 8 mai 1945, Marcelle Stoetzel fut emprisonnée, successivement, à El Harrach, au camp d'Akbou et à Relizane. À sa libération, en mars 1946, elle convola avec Ferhat Abbas, au cours d'une cérémonie religieuse présidée par cheikh Mohammed Bachir El Ibrahimy, à Kouba, en présence d'Ahmed Francis.

#### LE TEMPS DE L'OPPOSITION

N'étant pas homme à s'accommoder de la résignation et de la réclusion, Ferhat Abbas consacre la période qui va de sa libération en juin 1965 à sa remise en résidence surveillée en 1976, à écrire et à faire paraître ses principaux ouvrages postindépendance, *Autopsie d'une guerre* et *L'indépendance confisquée* où il explique les tenants de « l'imposture » imposée au peuple.

Contrairement à Messali El Hadj, il répugne au zaimisme et ne développe aucune addiction au pouvoir dont il dénonce « les déviations », à la veille de l'adoption de la Charte nationale, dans le fameux « Appel au peuple algérien » qu'il signe avec les anciens anti-messalistes, Benyoucef Benkhedda et Hocine Lahouel ainsi qu'avec cheikh Kheireddine, un de ses anciens alliés ulémistes d'avant guerre.

La réponse du gouvernement Houari Boumediène fut instantanée.

Après lui avoir fait subir une campagne de presse le présentant sous les traits d'un bourgeois antisocialiste il le fit assigner à résidence avec ses compagnons et confisqua ses biens.

Rendu à la liberté en 1978, il garda le silence jusqu'à sa mort, partant dans la solitude d'un homme reclus, une position indigne de sa stature de chef d'État.

Et dire que son destin aurait été tout autre s'il était demeuré président du GPRA jusqu'aux négociations d'Évian qu'il aurait conduit, es-qualité, un scénario dont on se demande sur quoi il aurait débouché et quel impact politique il aurait produit sur l'avenir institutionnel de l'Algérie indépendante.

Le nationalisme populaire, centralisateur à l'excès, qui avait été choisi, à l'indépendance, dans une version socialo-bureaucratique, comme modèle et voie de développement destinés à ressusciter les fondations d'un État national, supposé incarner et prolonger Novembre, rejeta, en bloc, et l'héritage de Messali El Hadj et celui de Ferhat Abbas, jugés non conformes à l'orthodoxie.

Si, pour le premier, malgré un soupçon de réhabilitation, apparemment, d'inspiration « humanitaire », la cause était entendue, sachant de quoi il s'était rendu coupable, pour le second, les choses devraient, en principe, en aller autrement.

Dans une conjoncture brouillée par « la boultique », un de ses savoureux mots, son héritage et son exemple devraient, au-delà des rancunes anciennes, donner à réfléchir sur la possibilité d'y recourir pour donner à l'État national, dans l'esprit d'un Novembre actualisé, les dimensions de droit, de liberté et de démocratie qui lui font, encore, défaut.

Ce serait la moindre des justices que l'Algérie lui rendrait, elle qui ambitionne d'être à la hauteur d'un monde qui avance très vite mais qui n'hésite pas à écraser

les peuples sans Histoire, sans culture, sans perspectives et sans État national démocratique.

Au lieu de perdre leur temps à prêcher, qui, l'ouvriérisme préhistorique, qui, l'islamisme de la discorde, qui, le capitalisme de la mamelle, nos « idéologues » qui n'ont retenu de l'Histoire que ses borborygmes, devraient s'atteler à cette tâche d'intérêt vital pour la société algérienne d'aujourd'hui et de demain.

## 2. AHMED BEN BELLA « LE FRÈRE MILITANT »

Je n'ai connu ni le soldat de Monte-Cassino, ni le chef de l'Os, ni le leader de la délégation extérieure du FLN au Caire, ni le détenu du Château d'Aulnoy.

Je ne peux pas, par conséquent, en témoigner et encore moins parler de la formation de l'homme, de son initiation à la politique, de son parcours et de son rapport avec ses compagnons de lutte.

Beaucoup de données relatives à ses origines, à sa famille, à son milieu, à ses motivations m'échappent, bien que j'ai réussi, à travers des récits, des déclarations et des interviews, à me faire une idée sur les ingrédients de base de sa personnalité qui l'ont préparé au destin hors-pair qui fut le sien.

En revanche, j'ai approché, de près, en des circonstances très particulières, celui qu'on appelait le Frère militant, quand ses pairs arboraient des patronymes chargés de l'orgueil démesuré du chef tels que « le Combat-tant suprême », « le Maréchal », « le Lider Maximo », « le Grand Timonier » ou « l'Osagyefo rédempteur ».

Mon intention, dans ce propos, n'est ni de dresser son portrait, ni de tirer un quelconque bilan de son action ni de faire la part de ses errements ou de la justesse de ses décisions.

J'ai, plutôt, préféré, m'en tenir au seul souci de restituer les conditions dans lesquelles un peuple de huit millions d'habitants, vainqueur d'une puissance mondiale, a entamé « l'aventure » de l'indépendance sur une terre aux frontières sans précédent et sous un régime — une République démocratique et populaire — parfaitement inconnu dans le passé proche ou lointain de la Nation algérienne.

J'ai esquissé quelques-uns des épisodes de cette longue marche dans mon roman *Les Miroirs aux Alouettes* dans lequel je me suis efforcé de faire revivre les premiers mois de la liberté de notre peuple, avec la volonté de sortir du conformisme du récit aseptisé et de donner à voir l'atmosphère dans laquelle toute une génération avait baigné entre les grandes espérances et les désillusions fatales.

Parmi les images que j'ai conservées des événements, auxquels j'ai participé, sous le mandat du président Ahmed Ben Bella, en qualité de membre de la direction de l'UNEA d'Alger, il y en a quelques-unes — apparemment anodines — que j'ai choisi d'extraire de leur écrin pour les faire partager parce qu'elles me semblent traduire, mieux que mille discours, ce qui faisait la quintessence de ces années-là.

La poignée d'étudiants, appartenant à la première promotion de l'université algérienne indépendante présidée par André Mandouze, un mélange détonnant de transfuges ayant fait leurs classes à l'école française du pays ou dans les universités des pays frères et amis du Maghreb, du Moyen-Orient et de l'Europe de l'est, s'était très vite constituée en force politique et intellectuelle d'avant garde ayant l'oreille du président qui la consultait souvent et l'associait à nombre de ses actions.

C'est ainsi qu'avec Houari Mouffok, Noureddine Zenine, Saha Malek, Djamel Labidi et beaucoup d'autres dirigeants et animateurs du mouvement, nous eûmes de fréquents contacts, formels ou informels avec les prin-

cipaux responsables de l'État et du parti, Hadj Ben Alla, Hocine Zahouane, Mohamed Harbi, Mohamed Boudia, Ali Mahsas, Bachir Boumaza, Mohamed-Seghir Nekkache...

L'influence ascendante de l'organisation estudiantine était telle qu'un jour, au retour de son premier voyage à Moscou, décoré de l'Ordre de Lénine, accroché à sa vareuse Mao, nous avons fait barrage à sa voiture officielle à l'entrée du siège de l'Union au boulevard Amirouche pour lui demander de monter partager notre dîner au restaurant universitaire.

Il nous dit : « Laissez-moi terminer de saluer le peuple qui m'attend et je reviendrai vous voir en début de soirée ». Et de fait, accompagné de Medeghri, Bouteflika, Ouzegane, Francis, Tewfik El Madani, et aussi de Raptis et Bourges, non seulement il partagea notre repas, mais il discuta avec nous, jusqu'au petit matin, de l'autogestion, de l'avenir de la Révolution socialiste et de l'option pour un parti d'avant-garde préféré au parti de masses, l'option de Mohamed Khider.

Il crut nécessaire de s'expliquer sur la décoration que le Kremlin lui décerna — « en fait au peuple, l'artisan de la chute du système colonial mondial », déclara-t-il — et dut même exécuter quelques pas de danse, entraînant tout le monde dans une salle archicomble conquise, lorsque nous lui rappelâmes l'avoir vu sur une photo, rapportée par l'envoyé spécial d'*Alger Républicain*, le montrant au milieu d'une farandole d'Ukranienues d'un kholkoze des environs de Kiev.

Une soirée inoubliable, comme celles que nous passions avec lui et Bachir Boumaza, alors ministre de l'Économie, au sortir de l'Assemblée nationale à la pause-café, au terminus du square Port-Saïd, où ils n'hésitaient pas à nous affranchir sur les chauds débats qui les opposaient, déjà, au sein de l'hémicycle, à leurs adversaires qu'ils surnommaient, d'un air entendu, « les contre-révolutionnaires »,

qui avaient besoin de passer avec les bourgeois qu'ils défendaient, par les « hammams dégraisseurs ».

Je l'avais entendu prononcer pour la première fois, cette expression devenue très populaire quand il était venu à Constantine, présider à la nationalisation de grosses fortunes. Il parla du haut d'une tribune dressée au pied du théâtre, de là où le général de Gaulle prit la parole, face à la Brèche, pour annoncer le fameux plan destiné à découpler le peuple du FLN-ALN.

Toute une symbolique...

La même qui l'inspirait au cours de certains meetings tenus à la place des Martyrs sur le balcon du commissariat politique du parti. Nous nous serrions les coudes à l'emplacement même de l'ancienne statue équestre du Duc d'Orléans, pour ne pas être emportés, comme des fétus de paille par une foule en délire, un épouvantail à l'effigie de Tschombé accroché à la ceinture, prêt à flamber au détour d'un de ses slogans glorifiant Patrice Lumumba et l'Unité de l'Afrique.

À la fin de son discours, il nous saluait et nous donnait rendez-vous pour le prochain « samedi socialiste » à l'Arbaâta où nous le retrouvions sur le pied de guerre, avec son hôte du jour, le président de la République socialiste de Corée du Nord, pour reboiser avec nous, au rythme de « Min Djibalina », le relief dénudé par le napalm de la guerre.

Il était, ainsi, le Frère militant. Discutant, échangeant, essayant d'expliquer et de convaincre avec une fougue communicative contagieuse.

Le milieu où il se sentait le plus à l'aise était celui des travailleurs avec lesquels il était en symbiose, en dépit des tiraillements surgis dans ses relations avec Rabah Djermane, le secrétaire général de l'UGTA, jaloux de l'autonomie de son organisation qu'il avait voulu plus revendicative que participative ou sous influence.

Je me souviens de son souhait, une fois élu secrétaire général du parti, de voir les résultats du 3<sup>e</sup> congrès du FLN conquérir la rue et qui mieux — suggéra-t-il — que la fête du 1<sup>er</sup> mai pour se prêter à cette démonstration avec toutes les chances d'en populariser les orientations et les mots d'ordre.

L'état-major de l'UNEA prépara, là aussi, cet événement avec l'application « révolutionnaire » demandée, mobilisant le ban et l'arrière-ban de l'université.

Nous nous retrouvâmes, militantes et militants, fondus dans l'immense défilé partant de la place des Martyrs vers la place du 1<sup>er</sup> Mai, brandissant au dessus de nos têtes les Thèses d'Avril qui dotèrent les Décrets de Mars d'une profondeur stratégique devant assurer à l'option socialiste la pérennité voulue.

Les congrès des autogestionnaires ouvriers et paysans avaient, auparavant, apprêté le terrain à l'enracinement de la doctrine socialiste dans les sphères les plus larges de la société, une perspective inscrite dans la bible du socialisme que devint, de ce point de vue et depuis lors, la Charte d'Alger rédigée par la gauche du FLN et à laquelle s'opposèrent, entre autres, Houari Boumediène et Salah Boubnider, fidèle à sa position exprimée au Congrès de Tripoli en compagnie des forces exclues de la direction politique comme la wilaya IV, la Zone autonome et la Fédération de France.

Conscient de la dimension internationale de la victoire de la Révolution armée, le président Ben Bella œuvra, très tôt, à faire prendre à l'Algérie la tête du tiers monde en tissant des liens personnels avec Chou-En-Lai, Nehru, Nasser, Tito, Soekarno, Ho-Chi-Minh, Castro, Che Guevara, Sekou Toure, Kwame N'krumah, Nyerere, qu'il invita à Alger, leur faisant remonter la rue Didouche Mourad, sous les confettis et les pétales de roses des Algérois.

Avant qu'il ne soit rappelé aux dures réalités du pouvoir, il était sur la préparation des chantiers du sommet afro-asiatique dont il voulait faire un second Bandoeng et du X<sup>e</sup> festival mondial de la jeunesse dont il confia le soin à une commission présidée par Mohamed Boudia.

Membre de cette commission, ce fut, à cette occasion, que je connus ce dernier qui me dit combien « le frère Si Ahmed » tenait à montrer aux jeunes du monde le nouveau visage de l'Algérie post-coloniale. Mais c'était compter sans ceux qui pensaient que cette notoriété mondiale allait le rendre intouchable s'ils n'agissaient pas très rapidement.

Quelques jours, plus tard, alors que je me rendais à un rendez-vous avec Mohamed, au TNA, je vis les chars blindés de l'ANP stationnés devant la Grande-Poste.

Je compris de suite et redescendis vers le siège de l'Union où le comité directeur, réuni en urgence, décida d'une manifestation immédiate qui rassembla devant le Cercle Taleb Abderrahmane, des centaines d'étudiants, contrés par les CNS qui la démantelèrent, procédant à de nombreuses arrestations.

Le mouvement se disloqua, ses dirigeants furent dispersés, internés, exilés, ou contraints à la clandestinité.

Quelques mois, plus tard, les étudiants, furent réunis à la salle Atlas par le nouveau pouvoir intéressé à recruter les cadres de cet État « révolutionnaire » appelé « à survivre aux événements et aux hommes » qu'il proclama le 19 juin 1965.

Chahuté par une salle surchauffée, le colonel Mohand Oul Hadj ne put prendre la parole pour faire passer le message de Houari Boumediène, président du conseil de la Révolution. Un jeune homme surgit, alors, de derrière l'estrade, s'empara du micro et harangua l'assistance. Il avait pour nom Abdelaziz Bouteflika. « Nous avons, dit-il, déserté, en 1956, les bancs et les travées des lycées et de l'université pour vous permettre d'étudier dans le confort

de la liberté. À votre tour de montrer que vous êtes responsables et que vous voulez prendre le relais. Alors, si vous êtes prêts au dialogue, dialoguons ! »

Un silence, dont personne ne savait de quoi il allait accoucher, plana, de longues minutes, au-dessus de la salle. Puis, un, deux, vingt, cent applaudissements. Les étudiants avaient décidé de coopérer avec le nouveau régime. L'ère du romantisme révolutionnaire venait de prendre fin. Le règne du « Grand Frère » pouvait commencer.

On peut épiloguer à n'en plus finir sur ces événements, mais on doit dire que la personnalité d'Ahmed Ben Bella, l'homme du socialisme autogestionnaire, du tiers mondisme, l'ami des intellectuels et des syndicalistes, était d'une diversité qu'on ne saurait épuiser en quelques lignes.

Impulsif, parfois contradictoire, notamment dans les affaires de la Constitution, du PCA, de Chaâbani, du FFS, de Boudiaf, leurré par l'inclination à la personnalisation du pouvoir, contré par une administration opposée au socialisme, il mit du temps à chercher sa voie et à se faire comprendre.

Lorsqu'il pensa être sur le point d'y parvenir, il était trop tard.

Ceci étant, il est utile d'attirer l'attention de ceux qui chargent, trop lourdement, l'ancien président et de les mettre en garde contre le « tout est de la faute de... »

Trois évidences doivent leur être rappelées :

1. Les choix de l'unicité du parti, du gouvernement de l'État par le parti et de la voie de développement socialiste ont été adoptés par le congrès de Tripoli à la quasi-unanimité, des choix conformes à la tendance historique prévalant, alors, dans le monde.

2. L'Algérie sortait, en 1962, exsangue, d'une guerre meurtrière, gagnée au prix d'un million et demi de morts,

de centaines de milliers de veuves et d'orphelins, de deux millions de personnes déplacées, de centaines de milliers de prisonniers, de plus de cent guillotins, de huit mille villages brûlés, d'un cheptel décimé, d'un patrimoine forestier « napalmé », d'une économie déstructurée par le départ précipité des cadres européens et souffrait, en plus, de voir perdurer, sur son territoire, le maintien des bases militaires françaises à Mers-El-Kebir et à Reggane et l'exploitation de son pétrole par les compagnies occidentales. Quel mode de gouvernance — libéral ou apparenté — pouvait arriver à résoudre, en un laps de temps, un legs aussi lourd auquel il faut ajouter des taux d'analphabétisme, de mortalité infantile et de malnutrition parmi les plus élevés du monde ?

En outre, toutes les raisons à l'origine du déclenchement de la Révolution de Novembre interdisaient, en toute logique, la reconduction, dans l'Algérie indépendante, du capitalisme considéré comme le fondement du système colonial. Les anciennes métropoles française et britannique ont bien imposé, au lendemain des indépendances, une démocratie et une économie libérales de façade, au Maroc, en Tunisie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Nigeria et au Kenya, pays connus pour avoir constitué le groupe de Monrovia, programmé pour diviser l'Afrique. Cela a-t-il changé quoi que ce soit au sort de ces peuples livrés par leurs anciens colons à des dirigeants corrompus, « les masques blancs des peaux noires » ?

Le gouvernement de l'Algérie indépendante ne pouvait rien faire d'autre, au départ, que de nationaliser les terres des colons et rétablir la souveraineté de la langue et de la culture de la Nation algérienne au motif, bien entendu, que le peuple a combattu pour le retour à la terre et la récupération de son identité. Les avoir restituées à leur propriétaire légitime — le peuple — constituait-il un crime ?

3. Les dépassements et les abus qui ont caractérisé la gouvernance du président Ben Bella ne doivent, en aucun cas être occultés. Bien au contraire. Seulement ils gagneraient à être analysés et expliqués tout comme les motivations de ses opposants, tout en veillant à ne pas s'arrêter à ces trois brèves années, mais à s'intéresser, aussi, aux décennies qui suivirent.

C'est, seulement, dans le respect de ces règles que l'Histoire véritable de l'Algérie sera écrite, une Histoire à la hauteur de l'héroïque épopée de notre Nation.

### 3. HOUARI BOUMEDIENE OU L'ŒUVRE INACHEVÉE

Personne ne connaissait ni n'attendait, en Algérie ou ailleurs, en 1954 et jusqu'en 1960, ce rouquin au faciès de Kazakh, taillé à la serpe, affichant une timidité malade qui cachait, à la perfection, le feu ardent qui consumait, intérieurement, un corps chétif et maladroit.

Aucun des chefs de la révolution armée, même les plus chevronnés dans l'anticipation et l'évaluation des hommes n'avait vu venir ce jeune étudiant d'El Azhar, ancien pensionnaire du Maahad de Constantine et de la Zitouna de Tunis, fils de paysans pauvres de la région de Guelma, aux doigts effilés et au maintien rigide et policé, recruté par la délégation extérieure du FLN au Caire, dans des conditions qui n'ont laissé, dans les archives, aucune trace marquante.

À part l'épisode du bateau baptisé du nom de la reine de Jordanie, chargé d'armes destinées aux combattants de l'intérieur, épisode auquel il fut associé et, à l'épilogue, du reste, malheureux, rien, dans son cursus partagé avec nombre de transfuges de l'école traditionnelle de l'est, ne signalait une aspérité qui l'annoncerait pour une ascension extraordinaire vers le firmament de l'Algérie. Son militantisme au sein du mouvement national passa inaperçu. Il n'avait, au surplus, ni étudié ni pratiqué, de près ou de loin, l'art des armes, ni dans une académie militaire ni sur un champ de bataille.

À quoi, donc, avait-il dû ce discret passage à travers les mailles vigilantes du système de sélection mis en place par Abdelhafid Boussouf, Lakhdar Bentobal et Krim Belkacem, le redoutable triumvirat qui contrôlait, sans partage, l'appareil militaire et l'arme du renseignement ?

Comment ces derniers, sans lesquels rien ne se faisait et contre lesquels personne n'osait entreprendre quoi que ce soit, n'avaient-ils rien détecté qui eut pu éveiller leur attention et, surtout, leur faire éviter que cet homme, sans charisme particulier, qui a érigé le secret au rang de culte, leur brûle la politesse, les coiffe sur le poteau et les conduise vers le chemin du renoncement ainsi qu'il le fit avec l'habileté d'un joueur d'échecs dont firent, aussi, les frais de vieux routiers de la politique comme Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed et Ferhat Abbas, sans parler des puissants chefs de wilaya, obligés, après 1962 et 1965 de s'effacer ou de rentrer dans les rangs ?

La seule explication plausible sur laquelle s'accordèrent les observateurs instruits des processus qui fabriquent les dirigeants algériens est que Houari Boumediene dont rares étaient ceux qui connaissaient à ce moment-là, la véritable identité — Mohamed Boukharouba — et sa famille, originaire de la tribu des Beni Foughal près de Jijel, bénéficiait d'un atout maître.

Il était un homme neuf, universitaire arabophone, indemne de toute ancienne compromission politique, situé au-dessus des coteries et des querelles du CNRA et du GPRA auxquels il réussit à opposer, au terme d'un long et patient travail de formation et d'organisation, une armée de « militants », multirégionale, disciplinée et fortement équipée, le socle sur lequel il bâtit le plus clair de sa stratégie de conquête du pouvoir, prenant de vitesse les baroudeurs des wilayas historiques, considérés comme « un danger pour l'unité et l'intégrité du peuple et du pays ».

Au-delà du caractère fracassant et fratricide que cette prise de pouvoir, par la force, revêtit en juillet 1962, après son entrée triomphale à Alger, à la suite d'une bataille sanglante contre les éléments de la wilaya IV et de la wilaya II, et bien que cette arrivée surprenante sur le devant de la scène postindépendance constitua un cas d'école, par les innombrables énigmes dont elle s'entoura, il est une vérité qui s'imposa, vite, aux protagonistes des événements d'alors : Houari Boumediene n'avait pas accédé au sommet par hasard. Il y avait été poussé par une logique qu'il mettra, constamment, en avant, à tous les moments déterminants de la vie de la Nation, celle du redressement.

Se considérant comme violenté dans son sentiment anti-colonialiste par la teneur des accords d'Évian auxquels il s'opposa au congrès de Tripoli, il outrepassa les frontières de la légitimité et de la légalité des institutions de la Révolution dans le but, selon sa conviction, de remettre celle-ci sur les rails qu'elle n'aurait, jamais, dû quitter, à savoir ceux de l'intransigeance sur les revendications légitimes du peuple.

Houari Boumediene était, aux yeux de son entourage, un incorruptible. Il y avait, en lui, du Bismarck, la poigne de fer, le patriotisme à fleur de peau, l'argument incisif. Il possédait ses classiques politiques où il apprit comment Pierre le Grand et, plus tard, Catherine II, la despote éclairée conduisirent la Russie vers un État moderne, au prix d'impitoyables oppressions.

Il entra à Alger, à l'ombre de Ben Bella, prenant garde de ne pas se montrer sous les feux de la rampe, mais détenant les leviers essentiels, le ministère de la Défense et le poste de premier vice-président, un observatoire privilégié de la scène, à partir duquel, il pouvait, le moment venu, mettre à exécution le projet qui l'habitait depuis toujours : construire, dans la filiation de celui de l'Émir Abdelkader, régénéré après 132 ans d'éclipse, un « État qui survive

aux évènements et aux hommes », une œuvre et un rôle auxquels il pensait avoir été prédestiné par une alchimie de circonstances dont il avait su, quand l'heure du destin sonna, saisir, avec une rare intelligence de la chose politique, le sens et le caractère historiques.

Entouré de compagnons qui n'avaient frayé avec aucun des hauts niveaux de la direction de la Révolution armée et qu'il avait réussi à placer, facilement, en raison de leur profil ordinaire, aux postes clefs, jusqu'à atterrir à l'état-major général de l'ALN et à sa périphérie, il forma dans un esprit de corps trempé, avec, entre autres, les hommes du groupe dit d'Oujda qui lui facilitèrent l'adhésion de Ben Bella à ses plans, le futur noyau du « pouvoir révolutionnaire », prêt à l'usage, après l'intermède benbelliste de 1962-1965.

Le 19 juin, intervenu, encore une fois, pour « remettre dans le bon sens » le cours de la Révolution « perverti » par les « pieds rouges », avec la promesse de publier un Livre Blanc, personne ne crut, évidemment, à la façade collégiale du nouveau pouvoir figuré par le conseil de la Révolution, organe exécutif et législatif, la véritable âme idéologique, politique et militaire demeurant ce chef incontesté et incontestable qui battit le rappel de tous ceux qui pouvaient l'aider dans sa tâche, y compris les officiers déserteurs de l'armée française (les DAF), anciens de Coetquidam et de Saint Maixan, auxquels il confia d'importantes missions d'encadrement et de commandement, au détriment de ceux de l'ALN des origines, imitant, en cela, le maréchal Tito qui, en 1949, après la proclamation de la RFSY, donna aux « Partisans » à choisir entre regagner la maison avec une retraite honorable ou repartir à zéro et aller étudier dans les académies militaires pour accéder à la direction de l'État. La compétence, voilà le maître mot qu'il ajouta à l'intégrité et à l'engagement, le tryptique de son slogan fétiche.

Non ! voulait-il assener à ses contradicteurs, pour se laver de ce péché originel que représentait, aux yeux de beaucoup, le double coup d'État de 1962 et de 1965, « je ne suis pas un vulgaire putschiste, ni un condottiere ! ».

Ayant pour lui, selon ses apologistes, de n'avoir été ni coopté ni parrainé par personne, même pas, laissait-on entendre, par Boussouf, une qualité qui en fit le seul leader dans l'histoire du pouvoir algérien, à n'avoir, apparemment, dû quoi que ce soit à qui que ce soit et à disposer d'une grande marge de manœuvre, il eut fallu, forcément, qu'il ait quelque chose de plus, pour expliquer le fait que cet homme se soit, au bout de quelques années, seulement, transformé en véritable artisan de l'édification de l'État national moderne.

Très méthodique, usant d'une langue accessible au commun des Algériens, bon connaisseur des fibres populaires sur lesquelles il savait jouer avec une grande dextérité et une science avérée du dosage, il entra, rapidement, en osmose, avec l'Algérie profonde, à laquelle il finit par s'identifier au point qu'il se confondit avec son essence même, parce que le message qu'il lui avait, dès le départ, fait parvenir, avait été reçu comme s'il s'agissait du sien propre.

Les Algériens, très jaloux de leur jeune souveraineté nationale et profondément travaillés par un très fort sentiment de justice et de progrès avaient trouvé dans le programme et dans l'action de cet homme, ce vers quoi ils avaient toujours tendu, et dans lequel ils se reconnaissaient entièrement.

Houari Boumediene leur disait : « parachevons l'indépendance de notre pays, corrigeons et effaçons les conditionnalités des accords d'Évian en récupérant, plus rapidement, Mers-El-Kebir et Reggane ; traçons et sécurisons nos frontières, chèrement acquises ; rendons aux khammès les terres qui leur furent volées par les colons ; nationalisons

nos mines ; réhabilitons notre langue ; édifions un État capable de réaliser l'indépendance économique, par l'industrialisation et la réalisation de grands travaux, barrage vert, transsaharienne, ports, aéroports, routes ; sortons nos populations de l'isolement et développons leurs territoires au moyen de plans régionaux justes et équitables ; gommons les disparités entre le nord et le sud... »

Tout le monde en oublia, du coup, le premier président de la RADP, Ahmed Ben Bella, « le Frère militant » qui déçut, malgré, son volontarisme, parfois sincère, avec les erreurs qu'il accumula, au cours de son bref exercice et qui transformèrent la noblesse du projet « égalitariste » du socialisme autogestionnaire en autant d'illusions et d'aventures qui échouèrent dans le cul de sac du culte de la personnalité.

Houari Boumediene avait beau jeu — et ce fut son premier succès politique — de disqualifier ce projet en le déclarant produit idéologique d'importation — c.-à-d. marxiste — une tare dont la dénonciation, pour inadéquation avec les valeurs fondamentales de la personnalité algérienne lui valut, chez ses laudateurs, les lauriers du nationaliste pur et dur qui sauva le pays des griffes d'un système « athée ».

Il le fit, non pas en adepte de l'islamisme, du nassérisme ou du baathisme dont il se gaussait et avec les doctrinaires desquels il avait pris de prudentes distances, son passage à la Zitouna et à El Azhar n'ayant pas formaté sa pensée et il le prouva par la suite, en soutenant, en réformiste ulémiste des origines qu'il était resté, une vision progressiste de l'Islam, en déclarant à Lahore que les musulmans ne sauraient entrer au paradis le ventre vide et à Alger que le peuple algérien n'était pas de ceux qui baisent les mains, fussent-elles celles du Commandeur des croyants.

Il eut cette attitude négatrice vis-à-vis du communisme parce qu'il était convaincu — avec d'autres — que la Révo-

lution algérienne avait sa spécificité et qu'elle ne pouvait exposer son âme à la perte, en reproduisant les schémas de l'Union soviétique, de la RFSY ou de Cuba avec les dirigeants desquels il traitait en chef d'État indépendant, même s'il se retrouvait sur la même ligne de combat dans l'arène internationale face à l'Occident.

Un crédo qui ne l'empêcha pas, en effet, de prendre position en faveur de la voie de développement non capitaliste, plus proche de l'orientation des pays de l'est que de celle du monde dit libre, une option qui résultait, objectivement, soit dit en passant, de la situation faite aux pays du tiers monde par les politiques d'exploitation et de domination menées par l'impérialisme.

Parti d'une analyse réaliste des clivages de la société algérienne, minée par les survivances du tribalisme, du régionalisme et du charlatanisme religieux des zaouïas, il avait conclu que, seul, un État fort pouvait mobiliser cette société atomisée autour d'un grand projet social fédérateur et lui inculquer les principes qui lui feraient faire, au moyen de l'apprentissage de la démocratie économique, à travers la GSE et la gestion collective induite par la révolution agraire, le bond en avant capable de la propulser parmi celles des pays avancés.

Cet État avait un nom : l'État national.

On comprend, alors, pourquoi il rabaissa le parti unique au niveau d'un simple appareil et pourquoi il substitua aux pouvoirs des chefferies traditionnelles féodales, tribalistes, régionalistes et religieuses, viscéralement conservatrices et anti centralisatrices, disséminées, un peu partout, dans le pays, un pouvoir monolithique dont les ramifications déconcentrées — la wilaya et la commune — reçurent pour mission de recenser les besoins de la société et de les répercuter, au niveau supérieur, à travers les navettes d'une planification adoptée comme principal moyen de conception et d'action socio-économique, avec, pour objectif, de

hisser le pays au niveau de l'Espagne de Franco ou de la Bulgarie de Jivkov, les « dragons » émergents de l'ouest et de l'est européens.

L'idée que Houari Boumediene avait de l'État, à construire, était, dans ses grands traits, déjà arrêtée et exprimée dans la proclamation du 19 juin.

Cependant, une idée, quelle que soit sa validité, est toujours confrontée à des réalités et à des impondérables qui peuvent, à l'intérieur et à l'extérieur, soit en favoriser l'accomplissement soit en freiner ou en entraver le cours.

Sur ce point précis, le président du conseil de la Révolution, très réaliste et finalement, plus ouvert qu'il ne le donnait à penser, se résolut à évoluer, rapidement et, même, de manière surprenante, accompagnant l'avancée des luttes des classes sociales défavorisées — les forces vives succédant, dans la sémantique du nouveau pouvoir, aux forces d'avant-garde d'antan — au sujet desquelles il n'avait d'autre alternative, afin de ne pas être dépassé, que de se les approprier comme base sociale centrale.

De 1965 à 1971-72, dates des nationalisations des hydrocarbures et du lancement de la révolution agraire, l'État qui devait être, dans la doctrine officielle, au minimum, un État national « représentatif » de l'ensemble des composantes du peuple, s'est transformé, au bout d'un processus de décantation houleuse qui a laissé, sur le bord de la route, beaucoup de compagnons, opposés aux nouvelles orientations, en un État populaire qui rappelait par certains de ses côtés, les démocraties de l'est, hier vilipendées.

Ce nouvel État, fonctionnant sur le mode de la gouvernance unique, sans élections, hormis celles qui concernaient les strates inférieures de l'édifice — wilaya et commune — reposait, comme en Irak, en Syrie et au Yémen du sud, sur une large alliance regroupant paysans, travailleurs, femmes et jeunes, scellée en 1976 par une charte nationale, un corpus de définitions et de projections de l'être

national et social algérien, corrigeant et révisant la chartre d'Alger de 1964, dans une volonté, expressément affirmée, d'aller plus loin qu'un texte analogue, d'inspiration nassérienne, adopté, plus tôt, en Égypte, par le pouvoir des officiers libres.

Houari Boumediene qui recelait en lui quelques vertus de Mehemet Ali, le père du capitalisme d'État égyptien et aussi quelques autres du président populiste argentin, Juan Perón qui ont fait les beaux jours du césarisme nationalitaire, était pressé, d'ériger un secteur public capitalistique, omniprésent et omnipotent, à l'exclusion de toute activité privée stratégique qu'il jugeait, par définition, exploiteuse.

L'économie nationale, dotée de moyens de financement pharaoniques, sollicités, pour la plupart d'entre eux, auprès des places de Paris et de Londres, en raison d'un pétrole cédé à bas prix, déclaré « rouge » par les Français, avait été projetée, dans le cadre des premiers plans quadriennaux, comme une économie à fort coefficient d'intégration et dont il était attendu une croissance autocentrée et auto-entretenu, bénéficiant, en priorité, aux couches les plus démunies de la population.

Elle devait, par ce biais, favoriser la valorisation des ressources en hydrocarbures par la pétrochimie, le développement de l'agriculture « réformée » et le décollage d'une industrie lourde calquée sur le modèle soviétique, sur les conseils du lobby industrialiste conduit par Belaïd Abdesselem et son conseiller d'Estante de Bernis, l'économiste français marxiste, père du concept des industries industrialisantes.

Le pari était audacieux : outre que l'État n'était pas, encore, bien implanté, car contesté par les forces qui ne l'avaient pas accepté ; outre que les sources de financement mises à la disposition par les clubs bancaires étrangers n'étaient pas innocentes d'arrière-pensées politiques ; outre que la machine, poussée à bout, risquait la surchauffe

et que les résultats n'étaient pas garantis du fait de la faiblesse de la culture d'entreprise et de la rareté, au sein de la population, d'origine essentiellement paysanne, des qualifications nécessitées par la nature et le gigantisme des projets, la politique économique de l'Algérie faisait peur à ses voisins.

La France et le Maroc, de connivence sur la question du Sahara occidental, ne voyaient pas d'un bon œil cette puissance en train d'émerger à leurs portes et de montrer l'exemple à un monde auprès duquel elle plaidait en faveur d'un nouvel ordre économique et d'un nouvel ordre de l'information.

Houari Boumediene pouvait, enfin, savourer son triomphe, porté sur les fonts baptismaux du Palais de Manhattan, applaudi à l'Assemblée générale de l'ONU que son ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, avait présidée.

Entraînant derrière elle 120 pays non alignés, réunis à Alger en 1973, délivrant avis et conseils aux chefs les plus charismatiques de la planète, Castro, Indira Gandhi, Tito, Allende, le Négus, Makarios, Pham Van Dong... l'Algérie avait son mot à dire sur toutes les questions litigieuses à l'OPEP et à l'OPAEP, entre l'Irak et l'Iran, à propos des affaires d'Afrique, du Maghreb et du Machrek, notamment, de la Palestine avec laquelle Houari Boumediene se disait, inconditionnellement, solidaire, « qu'elle eut raison ou tort », affaires sur lesquelles Henry Kissinger était venu le consulter, une fois à Alger, racontant dans un des tomes de ses mémoires, *Les Années orageuses*, qu'il mesurait l'intérêt que portait l'« homme à la cape noire », à sa conversation, au nombre de « Havane » qu'il écrasait dans le cendrier.

L'Algérie de cette époque était de toutes les concertations et de tous les fronts de résistance panarabe et tricontinental, recevant Yasser Arafat, Hafez El Assad, Maamar

El Kadhafi, Georges Habbache, Nayef Hawatmeh, Mehdi Ben Barka, N'Guyen Thi Binh, le Duc Tho, Ismaël Abdelfattah, Abdelkhalek Mahjoub, Khaled Baghdache, Carvalho, Carlos, Curiel, Eldridge Cleaver et Timothy Leary, les journalistes Paul Balta, Jean Lacouture, Roland Delcour et Eric Rouleau, les poètes et artistes Mahmoud Darwich, cheikh Imam, Fouad Nejm, Angela Davis, Myriam Makeba, Jane Fonda, Nina Simone, Archie Shepp, les stars du premier festival culturel panafricain, Joan Baez, Marcel Khalifa, les cinéastes italiens, français, indiens, égyptiens, anglais, américains, les économistes Samir Amin, Gunder Franck, Dowidar, les chercheurs Anwar Abdelmalek, Jacques Berque, Maxime Rodinson, Boutros Boutros Ghali...

C'est du reste, sous le gouvernement de Houari Boumediene que fleurirent les grandes écoles d'art plastique d'Issiakhem, Khadda et Martinez, que le cinéma « El Djedid » de Laskri, Merbah, Rachedi, Haddad, Ifticène, Tolbi, Bouamari, Beloufa et Hachemi Cherif moissonnait les prix aux festivals internationaux aux côtés de *Chroniques des années de braise* de Lakhdar Hamina, que Kateb Yacine, Tahar Ouatar, Benhadouga et Boudjedra publiaient leurs œuvres théâtrales et littéraires iconoclastes.

L'Algérie montrait à ses visiteurs les fleurons de son industrie : Arzew, El Hadjar, Draa Benkhada, Tizi Ouzou, Baba Ali, Mostaganem, Aïn Smara, Skikda, les deus ex machina sortis des étuves du laboratoire du plan d'Abdallah Khodja. Elle leur faisait voir Tamezguida, Tessala El Merdja, El Kennar, les villages socialistes aux noms volés au temps figé.

Houari Boumediene, attentif à tout, portait un grand intérêt aux médias dans lesquels il voyait les porte-voix de son message à l'opinion nationale pour la mobiliser autour des « tâches d'édification nationale » et aussi à l'opinion internationale, notamment, africaine et arabe, d'où l'action de développement de la RTA dont il fit une institution-phare.

Il lui fit accueillir les voix des mouvements de libération de la Palestine, du Polisario, de la résistance chilienne, du MPAIC qui diffusaient leurs programmes à partir du Bd. des Martyrs.

L'Algérie avait le vent en poupe jusqu'à ce qu'elle rencontre les vents contraires suscités par les forces internes et externes hostiles au « pouvoir révolutionnaire » et grandes dans le ressac et les échecs de la révolution mondiale.

Houari Boumediene fut surpris par la contre productivité de certains de ses choix et par la faiblesse de réactivité de certaines forces sur lesquelles il comptait, syndicats ouvriers et étudiants, bridées, normalisées et démonétisées par l'article 120 et son système de gouvernement autocratique, fermé à la démocratie politique.

Il souffrit, d'abord, de voir la révolution agraire sabotée par l'administration noyautée par les fils des grandes tentes. Il se rendit compte, ensuite, que l'industrialisation n'a pas cumulé les effets escomptés et qu'elle n'a pas débouché sur la prise en charge des besoins de consommation courante de la population soumise à la rareté, au rationnement, ajoutés à l'enfermement, puisque interdite de voyage et d'émigration.

Il constata enfin que la réforme de l'université a été déviée de son sens par les conservateurs qui avaient obtenu la dissolution de l'UNEA phagocytée par l'UNJA.

La révolution culturelle qui devait accoucher de l'homme algérien nouveau sacrifia le bilinguisme sur l'autel de l'authenticité, sans pour autant reconnaître la langue tamazight. Tous ces échecs et ces contradictions firent le lit de l'islamisme, un courant idéologique éloigné des valeurs du peuple algérien.

Finalement, Houari Boumediene se retrouva seul, face à la montée de la bourgeoisie d'État qui refusa — bien qu'ayant été son fondateur — de le suivre dans la gauchisation du pouvoir qu'il comptait faire avaliser par le 4<sup>e</sup>

congrès du FLN, fort du soutien critique du PAPS et des intellectuels marxistes et tiers-mondistes revenus sur la scène politique.

Lâché par certains membres du groupe d'Oujda, comme Kaïd Ahmed et Cherif Belkacem, tous deux éloignés pour des raisons différentes, après la disparition d'Ahmed Medeghri, critiqué pour les excès du « Big Brother », la sécurité militaire, et harcelé par les affaires cumulées de Chaabani, Krim, Khider, le chef n'était plus incontesté et incontestable. Il chancelait sur son piédestal. Il ne tapait plus du doigt sur le micro pour assener les « on a décrété », en se lissant la moustache, le sourire entendu.

Son dernier baroud fut celui dont Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhada, Hocine Lahouel et cheikh Kheirredine essayèrent les flammes accusés « de fomenter une contre révolution bourgeoise » et placés en résidence surveillée.

Celui qui disait que la révolution était une ogresse qui mangeait ses enfants, que le peuple était comparable à « hbel ediss », qu'il fallait choisir entre « ettaoura » et « ettaroua », la fortune ou la révolution, avait le profil bas en répondant au colonel Nacer qui l'exhortait, au cours d'un congrès de l'ONM, de lancer l'assaut, immédiatement, contre « la bourgeoisie » : « Je n'ai pas peur de le faire, mais je crains qu'en me retournant je ne trouverai personne derrière moi... ».

Malade, contemplant le grand chantier en jachère, obéré par les dettes et attaqué de toutes parts, il accomplissait ainsi son destin, lui qui avait coutume de dire qu'il y avait « deux catégories d'hommes, ceux qui sont dans l'Histoire et ceux qui forgent l'Histoire ».

Il ne se doutait pas que le cheval de Troie était, déjà, dans la cité et qu'un autre monde était en train de poindre à l'horizon. L'Union soviétique et son empire allaient disparaître de la surface politique de la terre. Ce n'était plus qu'une question de temps.

Accompagné, à sa dernière demeure par le gotha des grands, au rythme d'une oraison funèbre lue sur le tempo d'un gospel, Houari Boumediene laissera le souvenir d'un fils du peuple disparu prématurément. Le rideau tombait sur 13 ans d'un règne sans partage. Le président béninois, Mathieu Kérékou dira, en larmes, que le « Grand frère nous a appris la stratégie de la tactique et la tactique de la stratégie », des propos un peu surréalistes qui se perdirent dans le bruit assourdissant des réacteurs d'avions atterris sur le tarmac de Dar-El-Beïda qui deviendra, quelques jours plus tard, « l'aéroport Houari Boumediene »...

Sous la forte prégnance de la nostalgie nourrie par toute une génération d'Algériens, l'homme de la médecine gratuite, du dinar fort, des grandes écoles de cadres et du volontariat étudiantin, du chèque étalé sur le bureau de Léonid Brejnev pour desserrer l'étau israélien autour du déversoir du général Chazly, restera dans le souvenir de celle-ci comme le père de l'ANP, le bâtisseur de l'État national moderne, celui qui hissa l'Algérie au plus haut niveau du concert des nations. Certes, au prix d'un lourd déficit en libertés et en droits humains ignorés par la Constitution rigide de 1976 et pourtant promis par Novembre et la Soummam, les véritables matrices de la République algérienne démocratique et sociale... Un rappel à ceux qui sont tentés de l'oublier...

#### 4. CHADLI : SUJET OU OBJET DE L'HISTOIRE ?

L'une des questions qui vient à l'esprit en premier, parce qu'elle résume la substance des interrogations qui tournent autour du personnage, consiste à se demander si le président Chadli Bendjedid fut, réellement, un éclairé, doué d'une grande intelligence politique, même pragmatique, maître de ses décisions, réfractaire à toute interférence dans ses pouvoirs constitutionnels, en un mot, un « faiseur d'Histoire », ou bien, simplement, un produit de son temps et de sa société, soumis à leurs contingences et embarqué, malgré lui, dans une série de problématiques qui l'ont dépassé et sur lesquelles, prisonnier de leurs contradictions, il n'avait aucune prise, car mettant en jeu des forces sociales concurrentes et des hommes aux intérêts opposés dont il fut plus l'objet que le sujet.

Il s'agit, autrement formulé, de savoir s'il a compté parmi « ceux qui ont forgé l'Histoire » ou parmi « ceux qui ont été dans l'Histoire », pour paraphraser un des aphorismes dont le président Houari Boumediene était friand et qu'il a laissé à l'usage de la postérité comme étalon à l'aune duquel devrait être mesurée la stature d'un leader.

À moins d'être un César, un Alexandre, un Lénine ou un Mao Tsé Toung qui ont, par la seule force de leur pensée et de leur action personnelles, changé la face du monde, en y laissant une empreinte indélébile, un homme d'État, quelque soient son génie, son talent et sa clairvoyance, ne

saurait échapper aux lois qui régissent le mouvement des sociétés et des époques. Il se trouve, souvent, emporté par une dynamique imprévue, l'amenant, contre son plein gré, à construire un projet ou à réaliser un programme tout à fait éloignés de ceux dont il pensait être, initialement, le porteur.

Les exemples de ce genre de situations sont innombrables et font jurisprudence depuis des lustres.

Combattant de la première heure de la Révolution armée, membre du groupe dit du « Bec de canard » et impliqué dans les événements, non élucidés, intervenus à la base de l'est, Chadli Bendjedid est le issu des couches supérieures de cette paysannerie qui a, dès le départ, manifesté et imposé sa volonté de diriger le pays, en tant que classe dominante, au motif qu'elle l'a libéré. À l'exclusion de toute autre force, notamment de l'élite intellectuelle dont elle s'était, toujours, méfié et qu'elle a tenu à distance du premier carré du pouvoir et de ses centres névralgiques de décision.

N'ayant nullement nourri l'ambition d'accéder à la plus haute charge de l'État, ce père de famille tranquille, comme le définit Mouloud Hamrouche, son quatrième Chef du gouvernement après Mohamed Ben Ahmed Abdelghani, Abdelhamid Brahim et Kasdi Merbah, s'est vu, subitement, propulsé sur le devant de la scène politique algérienne, à un moment où perçaient, dans le monde et en Algérie, les germes de violents changements.

## L'AVÈNEMENT D'UN MONDE UNIPOLAIRE

À l'époque de sa cooptation, en tant que troisième président de l'Algérie indépendante, dans des conditions tenues secrètes, le monde accouchait, dans une extrême douleur, au sortir d'une guerre froide larvée, d'une configuration géostratégique sans précédent.

Le gel brejnévien qui avait paralysé l'Union soviétique pendant plus d'une décennie touchait à sa fin, signant le déclin et, bientôt, l'éclatement de l'Empire.

Le capitalisme entraît dans une phase de mutation et de restructuration radicales, dérégulé et financiarisé, annonciatrices de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher appelés à conduire la charge impitoyable du néolibéralisme, avec l'ambition de l'étendre à toute la planète, à commencer par le bloc communiste contre lequel ils préparaient « la guerre des étoiles ».

Le Mouvement des pays non alignés, miné par la guerre d'Afghanistan, surpris par la Révolution islamique de l'Ayatollah Khomeiny et affaibli par le sanglant conflit irano-irakien, n'avait plus d'influence dans la balance des rapports de force internationaux, se contentant d'être une coquille vide transformée, au sixième sommet de la Havane de 1979, en une tribune de vaines querelles de leadership entre Fidel Castro et Josip Broz Tito, le dogmatique prosoviétique inconditionnel et le vieux révisionniste anti-stalinien, tous les deux fortement diminués.

En mai 1981, François Mitterrand, l'ancien ministre de la Justice de la France coloniale, responsable de l'exécution de nombreux révolutionnaires algériens condamnés à mort, accédait à la magistrature suprême avec un programme d'action international pro-israélien et néo-colonialiste.

Autant de lames de fond qui vinrent frapper l'Algérie, de plein fouet, et la priver de ses soutiens traditionnels qui l'aidaient à maintenir, vaille que vaille, le cap sur sa ligne d'orientation dite « non capitaliste » et d'équidistance entre l'est et l'ouest, plus proche du premier que du second, à telle enseigne que de larges pans de l'opinion américaine la tenaient pour « un pays communiste », une étiquette qui alimenta, à son égard, une vieille animosité occidentalosioniste, non encore éteinte.

## UNE SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE SATURÉE D'AUTOCRATIE

Ces bouleversements externes, intervenus en cascade, en l'espace de trois années (1979-1981) se conjuguèrent à un bouillonnement social et politique intérieur, latent, généré par l'échec du « boumédiénisme », un mélange de despotisme éclairé et de socialisme bureaucratique considéré, jusque-là, comme le seul modèle de développement et de société en phase avec les engagements de la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

La bourgeoisie d'État qui s'était, longtemps, cachée derrière le confortable alibi idéologique du socialisme, se sentira, bientôt, à l'étroit, corsetée par un système arrivé à ses ultimes limites et condamné à se réformer ou à disparaître face aux demandes insistantes d'une société saturée d'autocratie, de privations et d'enfermement.

Cela fut l'objet d'un débat houleux ouvert, d'abord, dans le cercle restreint des initiés, puis brusquement, étalé sur la place publique, entre orthodoxes et hétérodoxes, l'aile conservatrice et l'aile dite libérale du FLN, la devanture derrière laquelle l'État et ses démembrements invisibles gouvernaient.

Les observateurs retiendront que le pic du débat médiatique lancé à ce sujet fut atteint avec la publication des articles sur « le socialisme de la mamelle » par l'hebdomadaire *Algérie-Actualités*.

Jusqu'à la crise pétrolière et à l'effondrement du dollar, survenus au milieu des années 80, les équilibres entre les différentes composantes du pouvoir d'État furent maintenus au moyen de laborieux compromis qui permirent aux tenants de l'Infitah à l'algérienne de prendre tout leur temps, afin de jeter les premiers jalons de l'économie « libérale », à travers toute une panoplie de mesures où le lancement du programme anti-pénurie (PAP), la restructuration de l'économie nationale, surtout, dans son volet

industriel tinrent une place prépondérante. Cette opération correspondait aux mêmes dispositions et aux mêmes préoccupations que celles de l'Égypte de Sadate qui préconisait la privatisation du secteur économique d'État et l'ouverture sur le marché international comme la solution de rupture, par excellence, avec le socialisme spécifique passé de mode dans de nombreux pays du tiers monde.

La structure du pouvoir s'articulait, alors, autour de trois pôles principaux consacrés par le long compromis politique historique conclu en 1962 entre, d'une part, l'ANP, « des militants en armes », héritiers de l'ALN et de l'Os, et de l'autre, le FLN qui n'avait pas renoncé à ses ambitions de gouvernement autonome, rêvant de se réapproprier le rôle du PPA-MTLD d'avant 1949 et, en troisième lieu, la Haute administration noyautée par les successeurs de l'ancienne féodalité collaboratrice de la colonisation tapie dans l'ombre de l'opposition aux options socialistes, en particulier la Révolution agraire.

## LA FIN DU COMPROMIS POLITIQUE HISTORIQUE DE 1962

Tant que la répartition de la rente ordonnancée, proportionnellement, à la puissance clientéliste de chaque grand corps, ne souffrait d'aucun aléa contrariant, le compromis se poursuivait, rythmé par des replâtrages, des reclassements et des remaniements périodiques dans les sphères intermédiaires.

Mais dès lors que des facteurs internes et externes de remise en cause de ce compromis et de ces mécanismes de distribution des richesses nationales apparurent dans des formes violemment déstabilisatrices, « les masques » tombèrent un à un et le peuple algérien découvrit subitement la faiblesse et la vulnérabilité de ce fragile équilibre, assistant à l'assaut lancé par « les libéraux » armés de projets politiques et économiques d'élargissement de la base du pouvoir d'État aux nouvelles fortunes, contre « les

conservateurs » qui, eux, se prenaient pour les gardiens du **temple** et même, dans un réflexe désespéré, pour les alliés **de la gauche** du « soutien critique », mise en alerte dans **son fief de la zone industrielle de Rouiba** où elle lança, **avant le 5 octobre 1988**, une grève générale, le **premier signal du déclenchement** de la confrontation.

À ce moment-là, l'islamisme wahhabite était la couverture politique de l'affairisme bazariste greffé au système, d'où la naissance d'un compagnonnage sinon admis, du moins toléré, jusqu'à la création des premiers maquis du déserteur Bouyali.

L'appétit venant en mangeant, l'intégrisme montra, en effet, des yeux plus gros que le ventre. Et ni les séminaires sur la pensée islamique, conçus comme des contre-feux, ni les sermons du cheikh El Ghazali, le chef de l'Internationale des Frères musulmans, appelé en renfort pour « éduquer le peuple » n'eurent d'effets — sinon contraires à ceux escomptés — sur un mouvement qui allait en se radicalisant, s'attaquant au cœur même de la société. Il fallait, d'ailleurs, une grosse dose de naïveté politique pour croire en venir à bout par ces procédés puérils.

On ne sait pas encore — et on ne le saura, peut être, jamais — si le 5 octobre 1988, émaillé de flagrantes violations des droits de l'homme, fut un mouvement populaire ou une manipulation qui était, selon certains, le fait délibéré non pas de Chadli Bendjedid, réduit à essayer les plâtres, mais de certains membres influents de son entourage et des éminences grises du « nouveau capitalisme algérien » conquérant, aidé par un Mitterrand à la recherche d'une revanche sur l'Histoire.

## LE RETOUR À LA MAISON DE L'OBÉISSANCE

Ce séisme qui emporta 500 victimes en même temps que le secrétaire permanent du comité central du parti et celui

des services de sécurité, alliés, désormais, encombrants, donna naissance à la Constitution de 1989 instituant le multipartisme et la liberté de la presse écrite après que la radio-télévision algérienne, un bastion, dont le président Houari Boumediene, questionné là-dessus, avait dit qu'il la classait en deuxième position après la Défense nationale, fut éclatée en quatre entreprises, pour céder le passage en force aux télévisions d'outre-Méditerranée chargées, sur les conseils de Jack Lang, de liquider la Révolution culturelle par la débunkérisation du rai, au festival de Bobigny et de diffuser, à l'attention des téléspectateurs algériens, la publicité des produits français mis en circulation sur le marché national informel.

Personne ne peut affirmer, aujourd'hui, qu'à ce stade de l'évolution de la confrontation, le président de la République avait la situation en mains et s'il était la source unique des décisions. Le contraire semble être plus plausible, si l'on en croit les révélations des « Mémoires » de Chadli Bendjedid relatifs à cet épisode, lesquels mettent en exergue, plutôt, le rôle actif, dans ces événements, du général Larbi Belkheir.

Dans la logique des processus internes et externes mentionnés ci dessus, le retour de l'Algérie à la Maison de l'Obéissance se vérifia, à l'occasion de l'inauguration d'une ère d'entente avec la France et le Maroc, les deux pays alliés lors de la Marche verte et de l'épisode « des Jaguar » de Giscard d'Estaing, contre le pouvoir révolutionnaire de Houari Boumediene.

La voie était toute tracée pour l'adoption et la mise en œuvre d'un train de réformes économiques devant doter le marché et les entreprises de prérogatives et de mécanismes juridiques de nature à leur assurer une autonomie de fonctionnement et de gestion.

## LES GOLDEN BOYS DE L'INFITAH À L'ALGÉRIENNE

Sous la houlette du gouvernement Hamrouche qui succède à celui de Kasdi Merbah, les golden boys de l'Infithah purent, alors, rivaliser d'ingéniosité, à la tête des départements de l'économie et du commerce, pour instaurer le principe de la commercialité des entités économiques, l'indépendance des instruments institutionnels de financement, à travers la réforme du code des investissements, du code du commerce, du code pénal et l'adoption d'une audacieuse loi sur la Monnaie et le Crédit. Un des artisans de ce dispositif ira jusqu'à lancer un menaçant « ça passe ou ça casse » pour décourager les dernières velléités de résistance.

Mais c'était sans compter avec « l'imprévu » (?), ce FIS légalisé, gonflé à bloc par le vote-sanction anti-FLN aux élections municipales de 1990, boosté par les guerres d'Afghanistan et du Golfe et qui mobilisa toutes les forces rétrogrades de la société pour partir à l'assaut d'un pouvoir quasiment démissionnaire.

Chadli Bendjedid appuyé par Abdelaziz Belkhadem, proche des islamistes et par Abdelhamid Mehri croyant, l'heure venue, d'entrer dans l'opposition contre l'establishment militaire, pensa qu'une démocratie à la Bani-Sadr était possible dans une cohabitation négociée en secret avec les chefs du Front islamique du salut, à la veille des premières élections législatives pluralistes du 26 décembre 1991.

## UNE FIN POLITIQUE SANS GLOIRE

Cette erreur fut fatale à un chef d'État tenté d'ouvrir la boîte de Pandore et séduit par une aventure électorale qui lui permettrait, selon son intime conviction, de faire d'une pierre deux coups : se débarrasser de ses tuteurs et passer à la postérité, en tant que père d'une démocratie

en rupture avec le régime des origines, fut-elle porteuse de germes de la fracture de la société.

Pour une fois, peut-être la seule, qu'il s'est mis en première ligne, pour son propre compte, il en paya, sur-le-champ, les frais, annonçant, en direct, sa démission à la télévision, en présence de Abdelmalek Benhabyles, l'ancien président du Conseil constitutionnel qui demeure un témoin silencieux sur cette séquence terminale du triple mandat de Chadli Bendjedid.

Homme, au demeurant, fort amène, sociable, très paterfamilias qui donnait de lui l'image d'un président moderne apparaissant, en voyage officiel, ou lors des cérémonies d'État, en compagnie de son épouse, un fait rarissime dans le monde arabo-musulman, il avait formé le projet de hisser le peuple algérien à ce qu'il y avait de meilleur, en termes de consommation et de qualité de vie- le slogan « pour une vie meilleure », choisi pour illustrer un des congrès du FLN, n'était-t-il pas de lui ? — et aussi en termes d'infrastructures et de monuments historiques, on pense, évidemment aux autoroutes et à Riadh El Feth, le « Houbel » honni par les islamistes et non exempts d'actes de gestion délictueux.

Son manque d'ambition l'inclinait à la normalité. J'ai eu à corroborer, personnellement, ce trait de caractère, saillant chez lui, en une circonstance particulière. Désigné par le Comité d'organisation du 6<sup>e</sup> sommet des pays non alignés réuni à la Havane, en qualité de vice-président du pool TV-Radio du mouvement chargé de coordonner la couverture de l'événement pour le soustraire à la partialité des médias occidentaux, je fus assailli par les journalistes des pays présents, curieux de savoir pourquoi de tous les chefs d'État participants, il fut le seul à ne pas avoir pris la parole devant ses pairs, pour un de ses premiers voyages à l'étranger, alors que l'Algérie était très attendue pour arbitrer nombre de questions sensibles et y peser de tout son poids. Je ne sus quoi répondre.

De retour à Alger et appelé à El Mouradia pour assister à la première conférence de presse qu'il eut à tenir face aux responsables de presse que nous étions, je m'étais empressé de lui en demander la raison, en arguant que cela avait, peut-être, fait le jeu des grandes puissances. Il me rétorqua, avec une grande économie dans le discours : « Monsieur Mili, il faut laisser les grands avec les grands ! ». Je compris, de suite, que pour lui, l'Algérie devait être ramenée à un niveau de normalité plus en rapport avec sa dimension.

Malgré ses fréquents déplacements à l'étranger, l'idée qu'il se faisait du rôle international de l'Algérie obéissait à un certain réalisme qui voulait que le pays ne puisse faire que la politique de ses moyens. En cela, sa sagesse avait peut-être raison, notre orgueil d'Algériens a voulu que nous nous voyons, constamment et, à tort, les premiers en tout, souvent, le nombril du monde et parfois, même, les seuls sur la planète, immunisés, *ad aeternam vitam*, contre toute infection, toute contagion, toute crise, au-dessus de toutes les vicissitudes de la vie des Nations. Un état d'esprit qui nous a joué beaucoup de tours.

En dehors de cela, je garderai de lui le souvenir d'un homme digne, accessible, d'égale humeur ; seulement désappointé d'être arrivé aux affaires, par accident, lui qui était pétri des valeurs des hommes simples, contraint de mettre la main dans le cambouis, s'encombrer de trouver des solutions à une crise politique, morale, identitaire et économique aigue, se faisant conseiller une chose et son contraire : donner la liberté aux chefs d'entreprises de gérer et en même temps les responsabiliser, pénalement, pour leurs actes de gestion ; libéraliser la presse écrite mais garder, par devers soi, les médias lourds et l'ANEP, les nerfs du système national de la communication.

Il s'était retrouvé empêtré dans un engrenage inextricable, mais, en dépit de cela, il eut le courage d'affronter la

complexité des situations en s'efforçant d'y répondre avec son bon sens et d'aller jusqu'à parrainer une Constitution très avancée par rapport à celle de son prédécesseur.

L'action la plus honorable qu'il put réussir et dont l'Histoire lui gardera, aussi, le témoignage reconnaissant fut la proclamation de l'État palestinien à Alger, en 1988, par Yasser Arafat.

Les conditions dans lesquelles il fut obligé de partir furent moins glorieuses.

Mais le jeu politique est ainsi fait. *Dura lex, sed lex.*

La distance qu'il marqua, depuis, vis-à-vis du pouvoir d'État et la maladie qu'il combattit, en silence, n'estompèrent nullement sa bonhomie et son maintien, toujours soigné, l'air de dire : « Après mure réflexion, je vous ai, finalement, compris ! ». D'où ses *Mémoires*, les premières d'un chef d'État algérien, un pied de nez à ses « Méphisto-phélès », ses adversaires et ses détracteurs.

Alors, Chadli, sujet ou objet de l'Histoire ?

Ce long développement aura, sans doute, largement répondu à la question.

Parce qu'il n'aura pas été en mesure de façonner l'Histoire car le timon qui la commande lui échappait, il y restera comme la victime de la cruauté de la politique. Avant d'embrasser son magister, il aurait fallu qu'il lise *Le Prince* de Machiavel.

## 5. LES TROIS MORTS DE MOHAMED BOUDIAF

Si on avait prédit à Mohamed Boudiaf, lorsqu'il fut élu coordinateur du groupe des 22, qu'il présiderait, moins de quarante ans plus tard, aux destinées d'une Algérie méconnaissable, à la tête d'une institution extraconstitutionnelle — le HCE — créée par le Haut conseil de sécurité et qu'il serait assassiné, six mois après son investiture, il se serait, incrédule, franchement esclaffé de rire, n'eut-été son naturel trop sérieux et tant l'éventualité d'une aussi tragique issue aurait paru énorme et impensable aux yeux d'un homme de sa trempe qui investissait, avec ses compagnons de lutte, le plus clair de ses forces et de sa pensée dans l'essor du mouvement national et de la préparation de la Révolution armée.

Ce furent, sans doute, parmi bien d'autres, les trois temps les plus forts de sa vie qui marquèrent la singulière destinée de ce fils des Hauts Plateaux de M'sila, à la silhouette longiligne et au visage buriné par les vents de la steppe de son enfance, le verbe haut et clair, ponctué par une gestuelle exécutée, avec une certaine distinction, par d'interminables mains, toujours ouvertes.

Tout le monde sait, pour l'avoir lu ou appris, directement à la source ou à la lumière de témoignages, que, déçu par la réponse brutale que la France réserva aux revendications du peuple algérien, au lendemain de la défaite des puissances de l'Axe, à laquelle il contribua, sur le front

italien, en qualité de sous officier, ce militant précoce a toujours occupé la position de cheville ouvrière au sein du PPA-MTLD et de l'OS dont il fut l'un des premiers adhérents et animateurs les plus en vue.

Ses vieux amis, encore en vie, rapportent qu'il avait pour habitude de se poster, sur le seuil de la Grande Mosquée des Mouwahidine, située sur l'ex-Avenue Georges Clemenceau de Constantine, déguisé en mendiant, couvert de haillons, la panoplie du parfait clandestin, distribuant, sur une sèbile en zinc, consignes et messages codés, aux militants du premier carré qu'il retrouvait, ensuite, aux rendez-vous convenus, à Hamma-Plaisance ou sur le promontoire de Djebel El-Ouahch où il encadrait avec Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Mohamed Belouizdad, Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella et Mostefa Ben Boulaïd, les séances d'entraînements militaires destinées aux membres du bras armé du parti.

Il avait, déjà, l'étoffe d'un conducteur d'hommes et d'un chef intransigeant, doué d'un sens de l'organisation unanimement reconnu. Il allait droit au but sans s'embarrasser de circonvolutions ou de litotes dans lesquelles certains amateurs de discours lénifiants diluaient le sens et la portée de la cause nationale.

Il est vrai que la ville de Constantine, en particulier, la Souika, Aouinet El-Foul et Roud Ouled Braham où activaient, entre autres, des hommes tels que Abdelhafid Bousouf, employé au « Médecin du Vêtement » de l'avenue du 11 Novembre, Abderahmane Guerras, Mohamed Mechat, Saïd Bouali, Salim Zertit, Abdelmalek Kitouni, Salah Boubnider, Ramdane Benabdelmalek, Brahim Aouati, Kamel Bentalha, Djamel Dourdour, Kamel Ali Khodja, Salim Hamou, Hacène Boudjenana, Abdeslam Habachi et les Kerouaze, se prêtait, par sa base sociale populaire et la conscience élevée de ses élites nationalistes, à l'entretien et à l'essor d'une activité militante remarquablement mobilisatrice et efficace qui déroutait la police et l'administration coloniales.

Certains de ses confidents de l'époque racontent qu'il se plaisait à dire que celui qui n'avait pas entamé son initiation politique dans le Constantinois, pourvoyeur de la plupart des membres du Groupe des 22, traînerait, toujours, un déficit difficile à combler.

C'est dans la capitale de l'est algérien, plaque tournante du mouvement national, qu'il connut, donc, Larbi Ben M'hidi et Rabah Bitat, des hommes qu'il reverra plus tard, après le démantèlement, en 1950, de l'Organisation secrète et un passage en France et en Suisse où il étendit, pendant deux années, les réseaux du MTLD.

C'est avec eux, Didouche Mourad et d'autres responsables écœurés par les déchirements du parti, qu'il constitua le CRUA, le Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, le premier jalon lancé sur la voie qui mènera au 1<sup>er</sup> Novembre 1954 d'où s'exclurent, de leur propre chef, les messalistes accrochés aux vieux poncifs de leur leader, obstiné à diriger le parti à coups d'encycliques excommunicatrices.

Titulaire de la carte numéro 1 du Front de libération nationale, Tayeb El Watani présida à la direction de la Révolution à laquelle il apporta le souffle de l'unité des rangs et l'esprit de rassemblement qui permettra, ultérieurement, avec le concours de Abane Ramdane, le ralliement des ulémistes, des udmistes et des communistes dont certains furent admis, en aout 1956 au sein du CNRA, le Conseil national de la Révolution, à l'issue du congrès de la Soummam.

Premier coup du sort, l'arraisonnement, le 22 octobre 1956, par l'armée française de l'avion marocain qui le transportait avec les membres de la délégation extérieure du Front, à destination de Tunis, l'éloignera du devant de la scène pour de nombreuses années, même s'il continua, à partir du château d'Aulnoy, à inspirer les activités de la Fédération de France qu'il connaissait parfaitement pour en avoir installé les premières structures.

Sa nomination, en 1958, en tant que membre du GPRA, le Gouvernement provisoire de la Révolution algérienne, puis en 1961, au poste de vice-président de l'exécutif ne lui servira à rien. Non seulement la composante humaine, politique et militaire du FLN-ALN connu, du fait de l'atrocité de la guerre et de ses cortèges de morts et de déportations, de grandes modifications, mais encore l'entente entre les « cinq » était loin d'être parfaite, pour des raisons qui tenaient à de profondes divergences sur le cours qu'avait emprunté ou emprunterait, à l'avenir, l'action politique, diplomatique et militaire sur le terrain, plusieurs correspondances publiées, après l'indépendance, par les historiens, en faisant foi.

Ces divergences éclatèrent, d'ailleurs, au grand jour, lorsque Ahmed Ben Bella, sollicité par l'état-major général de l'ALN commandé par Houari Boumedienne, se désolidarisa de ses codétenus qui refusèrent, à commencer par Mohamed Boudiaf, la proposition des chefs de l'armée des frontières de se rallier à leur cause contre le GPRA et le CNRA.

La course au pouvoir, engagée, sur fond de dissensions avérées, au congrès du Front réuni, en juin 1962, à Tripoli, accentua ces divergences, au point que les groupes de Tizi-Ouzou et de Tlemcen où fut constitué un bureau politique se déclarant détenteur de la légitimité révolutionnaire, se livrèrent un combat fratricide qui laissera, parmi les moudjahidine des wilayas II, III et IV, des stigmates durables et même des fractures dont l'Histoire postindépendance de l'Algérie se ressentira longtemps.

Mohamed Boudiaf, fidèle à sa nature de battant et à sa capacité à rebondir, n'eut d'autre alternative que de créer, en automne 1962, le PRS, le parti de la Révolution socialiste qui tenta, dans l'opposition, de défendre des thèses de gauche présentées comme la seule réponse « à la fatalité du pronunciamiento » et « au populisme d'un pouvoir usurpé ».

En accomplissant ce saut dans l'inconnu d'une problématique hétérodoxie, il rompit avec la sacro-sainte unicité du parti inscrite, dans la capitale libyenne, sur les tablettes du gouvernement de l'État par le FLN et déclara de façon ouverte la fin de mission de ce dernier qu'il destinera, quelques années plus tard, au musée de l'Histoire, après avoir subi les affres de la déportation au Sahara, une première mort pour celui qui mit la Révolution sur ses rails.

La rupture consommée avec ce qui lui semblait être plus un moyen qu'une fin, devait ouvrir, d'après ses analyses développées dans *Où va l'Algérie ?*, un ouvrage-clé dans la connaissance de la crise de l'été 62, une nouvelle ère caractérisée par le pluralisme, la confrontation des idées et des choix, dans une totale liberté d'expression et de vote, un système qui ne pouvait émarger à une autre gouvernance que celle de la démocratie.

Son combat d'éclaireur politique ne tarda pas à être suivi par deux autres personnalités de premier plan, Hocine Aït-Ahmed et Ferhat Abbas, l'un créant le FFS, le Front des forces socialistes, qui poussa l'opposition jusqu'à la confrontation armée, l'autre démissionnant, avec éclat, de l'Assemblée constituante, publiant une série d'ouvrages iconoclastes dont *L'indépendance confisquée* avant que les communistes, échaudés par l'échec du socialisme autogestionnaire et le coup d'État du 19 juin, ne se résolvent, de leur côté, à recréer le PCA sous l'appellation de PAGES, le parti de l'avant-garde socialiste, successeur de l'éphémère ORP, l'Organisation de la résistance populaire, un rassemblement de marxistes et de représentants de la gauche du FLN, décapitée par le nouveau pouvoir, proclamé « révolutionnaire ».

Cette nouvelle configuration politique qui sera complétée par la constitution, au sein de l'université d'Alger, des premiers noyaux de l'islamisme, signa, d'une certaine façon la volonté des courants de l'ancien mouvement national,

agglomérés au FLN, en 1956, au nom de l'indépendance, de reprendre leur liberté d'action et de militer pour la restauration du pluralisme en vigueur sous l'occupation. Une revendication frappée d'ostracisme, jusqu'à 1988, par les tenants de la ligne monolithique, « dépositaires du nationalisme des origines ».

L'exil en France puis au Maroc conjugué à l'amertume de l'ingratitude, suite à sa condamnation à mort, en 1964, par un de ses anciens compagnons de lutte, le contraignirent, faute d'échos à ses appels, à abandonner, en 1976, toute action politique, tout au moins dans ses formes partisans et à se retirer à Kenitra où il se consacra à sa famille et à la gestion d'une petite entreprise de matériaux de construction.

Eu égard à ce long parcours, jalonné par l'attachement à la primauté du politique sur le militaire, par sa dénonciation du viol de la légitimité des institutions élues de la Révolution, par sa remise en cause du parti et de la pensée uniques, son retour impromptu et imprévisible au pays, le 16 janvier 1992, pour diriger une institution cooptée, à l'appel de l'armée et d'un de ses anciens adjoints de la Fédération de France, Ali Haroun, ne fut, au départ, pas tout à fait, compris et ne correspondait pas, a priori, selon les observateurs, au profil du personnage tel que longtemps décrit par *El Djarida*, le journal du PRS.

Ayant pris soin, dans un premier temps, d'entrer, incongnito, à Alger pour prendre la température des cercles dirigeants qui misaient sur son ancienne aura, en voyant en lui l'homme providentiel, il se garda, probablement, de faire connaître, d'emblée, les solutions qui lui apparaissaient les plus appropriées pour dénouer une crise qui virait à la guerre civile et que l'État, bafoué, attaqué de toutes parts, n'arrivait plus à maîtriser.

Enhardi, d'un autre côté, par la reconnaissance du déni, certes tardif, dont il fut, par le passé, la victime, il tint à

démentir, sans trop attendre, tous ceux qui le prenaient pour une marionnette facile à manipuler et il le fit savoir, à travers un programme dont l'inattaquable mot d'ordre fut « l'Algérie au-dessus de toutes considérations ».

Dés lors, les décisions, parfois inégales, se succédèrent, dans une atmosphère de retour de la confiance dans un discours qui semblait, pour une fois, réellement, franc.

Il mit en route le CCN, le Conseil consultatif national, présidé par Redha MALEK notant, au passage, la difficulté de réunir soixante membres honnêtes dans un pays ravagé par le terrorisme, la désobéissance civile, la corruption et menacé, dans son unité et son intégrité par « les mafias ».

L'idée d'un RPN, le Rassemblement populaire national, substitut patriotique à un parti du FLN failli, à remiser dans les archives, fut lancée et le projet confié à son vieil ami, membre des 22, Ahmed Bouchaib.

À première vue, en agissant ainsi, il donna l'impression de privilégier une solution politique à la crise, au détriment d'une solution socio-économique, quasiment absente de son programme alors que le pays s'enlisait dans la banqueroute.

En même temps, il voulait donner à son gouvernement de cohabitation entre islamistes modérés et laïcs, une assise cohérente représentative de la société attachée à l'unité nationale. Cependant débordé, il se laissera pousser à user d'expédients auxquels il devait certainement répugner, comme l'ouverture de camps de regroupement au sud dont il eut, lui-même, à pâtir, sous le régime d'Ahmed Ben Bella.

Changer tout, tout de suite, miser sur la jeunesse, partir en guerre contre la vie de château, la corruption, donner un grand coup dans la fourmilière et remplacer le gouvernement Ghazali, discrédité, suite à l'échec des élections « propres et honnêtes » de décembre 1991, par un gouvernement rajeuni, composé de personnalités neuves

et intègres, tel était, au printemps 1992, l'essentiel de ses projections à terme.

Sauf qu'il ne disposait d'aucun pouvoir réel, autrement que charismatique, celui d'un homme, non impliqué dans la gouvernance du passé, ce qui pesait, au final, très peu dans la balance des rapports de force, compte tenu de la complexité des enjeux du moment, du nombre des intervenants dans la sphère politique et de l'isolement total de l'Algérie sur la scène internationale.

De plus, ses conseillers, faiblement instruits des données réelles de la situation, ayant vécu longtemps à l'étranger, peinaient à se mettre en phase avec les aspirations de la population.

Ce n'était pas, il est vrai, faute d'avoir essayé. Cependant les passerelles entre El-Mouradia et le peuple étaient encore mal assurées. Il fallait du temps mais le temps était compté.

La course contre la montre à laquelle il donna le coup de starter, six mois auparavant, avait atteint ses limites. Et c'est en plein élan vers la résurrection tant espérée qu'il tomba, le 29 juin 1992, sous les balles du sous-lieutenant Lembarek BOUMAARAFI, alors que, de la tribune de la maison de la culture de Annaba, il exhortait le peuple, devant les caméras de l'ENTV, à la science et à la connaissance, valeurs fondamentales de l'Islam et véritables clés de la délivrance pour sortir le pays de l'obscurantisme prôné par l'intégrisme.

Le choc n'eut d'égal que la monstruosité du parricide commis contre un vieux révolutionnaire sans défense. Le peuple fut sidéré face à cette seconde mort imméritée.

Ses funérailles populaires furent à la hauteur de sa grandeur, consacrée par l'empathie et le fervent recueillement que lui manifestèrent les Algériens, notamment, le petit peuple qui reconnaissait en lui son chef naturel.

Slimane Amirat, l'ardent démocrate qui avait dit qu'à choisir entre l'Algérie et la démocratie, il choisirait l'Algérie, en fut tellement peiné qu'il décéda, frappé par une crise cardiaque, alors qu'il se recueillait devant sa dépouille mortelle.

Quelle destinée digne des grandes tragédies grecques que celle de ce fils de l'Algérie qui n'avait d'autre motivation que de servir l'intérêt de la patrie !

Où est passé son exemple ?

Il n'en reste qu'une fondation et un souvenir, graduellement effacé par le temps qui fit passer ce crime par pertes et profits, la commission en charge de son élucidation, présidée par Ahmed Bouchaib, décédé en 2012, ayant écarté la thèse de l'acte isolé sans avoir été au-delà de ce constat et sans avoir fait toute la lumière à laquelle le peuple algérien était en droit de s'attendre.

Justice n'est, donc, toujours pas rendue. Ce fut, là, la troisième mort de Mohamed Boudiaf.

L'Algérie peut-elle être aussi ingrate avec ses enfants prodiges ?

Aujourd'hui qu'elle a pansé ses blessures, sans avoir totalement fait son deuil d'une tragédie qui avait failli l'emporter et dont elle observe, avec circonspection, la reproduction dans un certain nombre de pays voisins, a-t-elle, réellement, en main, les moyens de se dépasser et de réussir à construire la république sociale et démocratique sans avoir à compter, indéfiniment, sur l'homme providentiel ?

Elle bénéficie, en tous les cas, d'atouts majeurs pour passer au stade d'une gouvernance débarrassée de l'esprit du Grand Frère, fondé sur le rétablissement des valeurs politiques authentiques, le patriotisme et les compétences de sa jeunesse, la variété de ses cultures et de ses langues, la liberté d'entreprendre et la justice sociale. Pour rendre au serment de Novembre une nouvelle vie. La vraie.

## 6. ALI KAFI DANS LA TOURMENTE DES ANNÉES NOIRES

En accédant, le 2 juillet 1992, à la présidence du Haut comité d'État, Ali Kafi n'était pas un illustre inconnu.

Il était précédé par une notoriété connotée au combat révolutionnaire qu'il mena, dès novembre 1954, dans la région d'El Harrouch près de Skikda, aux côtés de Didouche Mourad puis de Zighout Youcef, avant de prendre, en 1957, à la disparition de ces deux chefs historiques tombés au champ d'honneur, la direction de la wilaya II avec le grade de colonel.

Réservé, le physique imposant, la voix rauque, se séparant rarement de ses lunettes fumées, il avait tout de l'organisateur politique et militaire prédestiné à la clandestinité.

Ainsi que plusieurs de ses compagnons tôt engagés dans le processus insurrectionnel de Novembre à travers la filière de l'OS, du CRUA puis du FLN-ALN, le jeune étudiant diplômé de l'université de la Zitouna avait, en effet, les qualités requises du militant politique appelé à troquer ce statut contre celui de militant en armes, une fois les conditions du soulèvement arrivées à maturité.

Mais contrairement à une partie des cadres du PPA-MTLD formés à l'école française, Ali Kafi fut un produit de l'école religieuse et arabophone adhésion précoce à la confrérie de la Rahmánya, inscription à la Kétanya, l'Institut de droit musulman de Constantine un cursus suivi, dans le

nord-est algérien, par plusieurs éléments du mouvement tel que Houari Boumediene qui constitueront, plus tard, la pépinière arabo-musulmane où seront puisés certains leaders du futur État indépendant.

Son ascension dans la hiérarchie politico-militaire de la Révolution fut rapide. Elle le propulsa au quartier général de la coordination de la lutte armée, le fameux comité des colonels, basé à Tunis, chargé, en 1959, de cette mission.

Les choses n'allèrent, cependant, pas plus loin, car l'état-major de l'ALN s'empara du leadership militaire, en excluant de la sphère de la décision les chefs de wilaya et le GPRA lui-même, une donne nouvelle qui poussa Ali Kafi à rallier les instances légitimes de la Révolution dans la crise qui opposa le gouvernement provisoire de Benyoucef Benkhedda à l'EMG et au tandem Ben Bella-Boumediene.

Commença, alors, pour lui, faute de mieux, une carrière de diplomate qui l'éloigna des premiers cercles du pouvoir.

En poste, successivement, à Beyrouth, Damas, Tunis et auprès de la Ligue Arabe au Caire où il mit à contribution sa maîtrise de la langue arabe et sa connaissance du terrain maghrébin et moyen-oriental, il fut surnommé le combattant diplomate, un titre qu'il étrennait, non sans une certaine fierté, tout en gardant l'œil rivé sur l'évolution des rapports de force au sein du régime.

Il ne tarda pas, d'ailleurs, à retrouver son milieu d'origine, satisfait de ce que son élection à la tête de l'Organisation nationale des Moudjahidine l'introduise, de nouveau, dans les jeux du sérail, celle-ci étant connue pour être écoutée par les décideurs.

À ce moment là — 1990 — il était à mille lieues de se représenter être coopté, un jour très proche, comme membre de la présidence collégiale de l'État — le HCE — et encore moins être appelé à en assurer la direction après la disparition du président Mohamed Boudiaf.

Comment lui, le légaliste, l'ancien congressiste de la Soummam, pouvait-il accepter d'être membre d'une telle institution, la parade trouvée par le Haut conseil de sécurité pour pallier la défection du président Chadli Bendjedid démissionnaire suite à l'interruption par les officiers janviéristes du processus électoral qui vit le FIS à deux doigts de gouverner le pays ?

Il s'était, certainement, posé la question en y répondant, se disant qu'à une situation exceptionnelle il fallait opposer des moyens tout aussi exceptionnels, surtout lorsque le sort de la République, lui-même, était en jeu.

En proie à une déstabilisation générale entraînant de lourdes pertes humaines et matérielles, l'Algérie, en désarroi, avait besoin d'hommes suffisamment représentatifs du novembrisme et capables de redresser la barre d'un navire en perdition.

Ali Kafi dont le passé de combattant était riche en expériences dans la gestion des situations périlleuses était de ceux là.

Il prit ses responsabilités à une période où rares étaient ceux qui se bousculaient au portillon du pouvoir et accepta de prendre les commandes d'un État à l'autorité sapée et sur la survie duquel très peu de gens étaient, à l'intérieur comme à l'extérieur, prêts à miser le moindre centime.

Paraissant quelque peu dépassé par l'énormité de la tâche, parce qu'il n'avait pas la haute main sur la conduite des opérations militaires, il n'en manifesta pas moins une présence morale reconfortante, ne serait-ce que par ses apparitions opportunes à la télévision, s'efforçant de montrer que la République était encore debout dans la tourmente qui la frappait de plein fouet.

Confiné dans une représentation de l'État plus symbolique que réelle, il s'effaça, petit à petit, du devant de la scène, au profit des partisans des solutions fermes.

Les témoignages probants sur cet épisode ne s'étant pas encore manifestés, on serait enclin à supposer que Ali Kafi, par sa culture idéologique, semblait pencher plus du côté des partisans du dialogue entre les belligérants que du côté des défenseurs de l'option sécuritaire radicale.

Les internements des militants de l'ex-FIS dans les camps du Sud condamnés par les ONG étrangères comme des atteintes aux libertés constitutionnelles et aux droits de l'homme avaient pris une telle ampleur qu'il avait été amené, vraisemblablement, à plaider en faveur d'une voie plus médiane, ce qui accéléra, apparemment, sa mise en minorité au sein de la haute instance.

L'ANP étant tenue par des considérations d'ordre interne autant que par des pressions externes, de faire revenir rapidement l'Algérie à la légitimité constitutionnelle, il fallait agir vite, raison pour laquelle l'intérim de Ali Kafi fut écourté et le général à la retraite Liamine Zeroual, alors ministre de la Défense, appelé à le remplacer, le 30 juin 1994, en qualité de président de l'État.

Celui-ci fut aussitôt mandaté pour réunir une conférence du dialogue national qui n'a pu être finalisée par son prédécesseur dans les conditions qui auraient agréé ses pairs.

Le retour à la normale fut mené au pas de charge. Le 16 novembre 1995 Liamine Zeroual est élu président de la République, lors des premières élections présidentielles pluralistes de l'Histoire de l'Algérie.

Ali Kafi regagna l'ombre sans plus reparaître dans d'autres fonctions.

Jusqu'à son décès à Genève, le 16 Août 2013, à l'âge de 84 ans, il demeura retiré de la vie publique se contentant d'assister, aux côtés d'Ahmed Ben Bella et Chadli Bendjedid, aux cérémonies officielles organisées à l'occasion des fêtes nationales, à l'invitation du président Bouteflika avec lequel il semblait entretenir des relations cordiales.

Il ne fit reparler de lui que lorsqu'il remua le passé en stigmatisant certains leaders de la Révolution armée, à l'image de Abane Ramdane, dans ses mémoires intitulées *Du militant politique au dirigeant militaire* parues en 2002, ce qui lui valut des contre-attaques virulentes qui le replongèrent dans le silence.

Estimant, peut être, qu'il était préférable, pour lui, de laisser dans les annales le souvenir du président du HCE plus valorisant que celui d'un homme recru de ressentiment contre les responsables avec lesquels il avait des différends politiques, il observa une obligation de réserve totale sans laisser un témoignage de référence sur l'une des pages les plus sombres et les plus tragiques de l'histoire du pays.

L'État algérien lui réserva des funérailles à la hauteur des services qu'il rendit à la Nation. Il fut enterré au carré des martyrs du cimetière d'El Alia aux côtés de ses anciens compagnons, emportant avec lui de nombreux secrets sur le pouvoir et ses coulisses.

## 7. CE QUE L'ALGÉRIE DOIT À LIAMINE ZEROUAL

On a, souvent, dit que lorsque le peuple algérien avait eu à se mêler, vraiment, de politique, après l'Indépendance, c'était, à chaque fois, pour écrire une page d'Histoire en transformant la tourmente en épopée et un parcours en destin.

Ce ne fut pas, toujours, le cas, mais, pour une fois, cette affirmation, un peu cocardière, se vérifia quand il rencontra, sur sa route et dans des circonstances, plus que dramatiques, un homme qui avait, pour nom, Liamine Zeroual, un combattant de la Libération de la première heure, peu porté sur les feux de la rampe et qui n'a, jamais, prévu de se retrouver, un jour, au centre de la crise la plus meurtrière que la Nation, sur le point de se disloquer, ait eu à vivre, dans sa longue et tumultueuse existence. Et pis, d'avoir à diriger un État qui prenait eau, de toutes parts, dans une tempête qui terrifiait les timoniers les plus impétueux.

Il fallait avoir, comme feu Mohamed Boudiaf, l'Algérie chevillée au cœur, un cran et un sens des responsabilités peu communs et aussi, quelque part, un volontarisme à toute épreuve, pour se lancer dans une aventure dont personne ne savait sur quoi elle allait déboucher, tant l'incertitude que les vents mauvais faisaient planer sur le pays étaient, en plus des tueries, la chose la mieux partagée par les Algériens.

Qui aurait, en effet, accepté de parier un seul kopeck sur cet ancien officier supérieur de l'ANP, martial, revêché, le sourcil froncé, constamment en bataille, connu des seuls initiés, pour sortir l'Algérie du borbier dans lequel l'enfoncèrent les forces liguées de la revanche et du passéisme qui avaient juré la perte de la République ?

Pour dire vrai, peu de gens, si l'on considère la carrière sans relief particulier qui fut la sienne, exception faite de la démission, avec éclat, de son poste d'ambassadeur en Roumanie, sous le mandat de Chadli Bendjedid.

Autant dire une mission impossible comme en convinrent les plus pessimistes, renforcés dans leur conviction, par le déchaînement de la violence intégriste et les premiers pas hésitants du président de l'État, ministre de la Défense, réduit à recourir aux tentatives les plus dérisoires comme convoquer, à la Conférence du dialogue national, des responsables de fédérations sportives et autres minorités socio-culturelles non représentatives, l'expression la plus éloquente de son isolement, mais, également, de l'opportunisme et de l'hypocrisie de politiciens grisâtres, en quête d'une reconnaissance internationale.

## LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DU 16 NOVEMBRE 1995

Qui eut cru en cet automne maussade que la vapeur allait se renverser, aussi brusquement, et que le cours des événements allait prendre, par une de ces accélérations dont seule l'Histoire détient le secret, une direction imprévue qui surprit les observateurs les plus blasés ?

L'organisation, courageuse, des élections présidentielles dont les chancelleries, accréditées à Alger, annonçaient l'échec certain en provoqua l'amorce.

C'est à ce moment-là que la société algérienne, prise de vertige mais encore consciente, partit puiser, dans le fond

de ses réserves morales, la force d'un élan salvateur qui ne survient — suscité par un formidable instinct de conservation — qu'au bord de la très mince frontière qui sépare la vie de la mort.

Et le déclic, générateur de la lame rédemptrice, vint de là où personne ne l'attendait, de ces Algériens résidant en France et ailleurs à l'étranger, qui déferlèrent, par vagues ininterrompues, sur les bureaux de vote pris d'assaut, des jours durant, donnant à voir et à entendre que l'Algérie, à terre, était capable de se relever. Un positionnement patriotique confirmé, quelques jours plus tard, sur tout le territoire national par les hommes et, en particulier, par les femmes qui bravèrent la peur et les consignes de boycott, assorties de menaces de massacres colportées de ville en ville, de village en village et de quartier en quartier.

Si la formule selon laquelle l'élection d'un président de la République résulte, en général, de la rencontre d'un homme avec son peuple, autrement dit, du croisement d'un parcours avec un destin collectif, devait se rapporter, parfaitement, à quelqu'un, elle s'appliquerait, sans aucune espèce de doute, à Liamine Zeroual.

Jamais l'élection d'un président, parmi toutes celles organisées en Algérie depuis l'Indépendance, ne fut aussi correcte et aussi favorablement accueillie, un événement historique qui laissa espérer que ce fut, là, une conquête irréversible de la démocratie et un élément de culture politique avancée à laquelle accédaient, enfin, aussi bien la classe politique que les citoyens qui avaient fini, à la longue, par en désespérer.

#### LE PROGRAMME DE REDRESSEMENT NATIONAL

S'étant entouré de responsables de haut rang, d'experts et d'universitaires rompus aux questions les plus épineuses de la problématique politique et économique

nationale et internationale, Liamine Zeroual s'attacha, en priorité, à mettre en œuvre le programme promis pendant sa campagne.

Fort de son élection triomphale célébrée par tout un pays, revenu à la vie, il privilégia, avec sa perception aigüe des urgences, des enjeux et des rapports de force du moment, deux tâches vitales qui représentaient, à ses yeux, le passage obligé vers une normalisation durable : la lutte, sans merci, contre le terrorisme et son antidote, la démocratisation de la vie politique du pays, les conditions sine qua non du sauvetage d'une Nation affamée de paix et de justice.

La fermeté avec laquelle il engagea le combat contre les forces obscurantistes qu'il n'avait eu de cesse de qualifier de groupes de traîtres et de mercenaires, n'eut d'égale que les dispositions « révolutionnaires » qu'il introduisit dans la nouvelle Constitution proposée aux Algériens et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle renforça la confiance du peuple auprès duquel il nomma un médiateur, en la personne d'un ancien membre des 22, Abdesselem Habbachi, renseignant sur le rapport à la politique, inédit et même intrigant pour certains, qu'un militaire, par essence, enclin à la dictature, cultivait, avec autant de détachement et de distance, vis-à-vis d'un pouvoir qu'il considérait beaucoup plus comme un moyen pour servir que comme une fin en soi.

La limitation de l'exercice de la magistrature suprême à deux mandats et l'instauration du bicaméralisme présenté comme une balise de sécurité contre les extrémismes posèrent le principe à partir duquel devait se construire, selon son vœu, le nouveau système de gouvernance où l'alternance apparaissait — du moins, en théorie — comme la pierre angulaire et la plus importante des garanties de la démocratie.

Pour lui comme pour ses collaborateurs, le fonctionnement juste et équilibré de la société et de l'État ne

pouvait, dans cette logique, être complet et réel que si la presse était libre, elle dont le rôle stratégique dans la lutte contre le terrorisme qui l'avait, violemment, ciblée, était indiscutable.

C'est tout le sens qu'il fit revêtir au contenu audacieux de la directive présidentielle n°17 à laquelle fut dévolue la mission de procéder à la refondation du système national de la communication, en préconisant la promotion d'un véritable service public et l'indépendance des organismes étatiques vis-à-vis du pouvoir exécutif qui passaient, de toute évidence, par l'ouverture du champ médiatique au pluralisme politique et culturel.

Il se plia, lui même, à cette règle, en donnant des conférences de presse très animées au cours desquelles des journalistes algériens osaient franchir, avec une certaine impertinence, les limites, y compris celles de la correction la plus élémentaire, sans que cela l'offusquât, outre mesure.

Dans le même souci de transparence, il n'accepta de soustraire à l'investigation de la presse aucun des objets publics qui sont de son ressort légal, jusqu'à tout ce qui avait trait à la communication sur sa propre santé en tant que premier magistrat de l'État, l'opportunité d'y donner une suite concrète s'étant présentée lors de son hospitalisation en Suisse pour soigner une pathologie vasculaire.

#### LE TRAITEMENT MILITAIRE ET POLITIQUE DU TERRORISME

Tous les Algériens ont, encore, en mémoire, les déplacements que Liamine Zeroual effectuait dans les fiefs du GIA et de l'Aïs, à Aïn Defla, Chlef, Blida, Boumerdes, Jijel, inspectant les dispositifs militaires opérationnels et ceux des groupements de patriotes, rendant visite aux victimes des bombes, des incendies et des destructions, prenant note de leurs doléances et instruisant les autorités pour les prendre en charge.

Et pas seulement. Il se portait au chevet des blessés dans les attentats commis dans les grandes villes comme à Alger, après l'explosion de la voiture piégée lancée contre le siège de la sûreté de wilaya, au boulevard Amirouche.

Ce jour-là, il eut ce cri du cœur, profondément humain, interrogeant cette femme, alitée, au regard plein de désarroi : « Qu'y a-t-il lieu de faire, madame ? », une question spontanée pour laquelle il fut critiqué, parce qu'incomprise, alors qu'il fallait la recevoir comme le débordement d'un trop plein de compassion pour ce peuple — son peuple — agressé par une guerre aux drames et aux morts de laquelle il ne voulait pas en ajouter de supplémentaires, plus terribles encore. D'autant que le contexte international était hostile à l'État algérien et favorable aux partis signataires du pacte de Sant'Egidio qui redoublaient d'activisme en faisant circuler leurs thèses sur le « qui tue qui ? », puisant leurs arguments dans les nombreux dépassements et atteintes aux droits de l'homme perpétrés ça et là.

D'où la démarche de la « Rahma » qu'il prit sur lui, malgré ses insuffisances et ses injustices, de mettre en œuvre, reproduisant, dans la forme mais pas dans le fond, les modèles empruntés à l'Afrique du Sud et aux pays d'Amérique latine. Cela valait mieux que rien, pensait-il sûrement, l'unité du peuple et la sauvegarde de la République passant avant toute autre considération.

Il y eut bien des revers à la médaille, des effets indésirables qui ont contrarié le cours de son projet, telles ces décisions prises par son exécutif auquel il avait cédé plusieurs de ses prérogatives de gestion, se satisfaisant d'arbitrer, à la lumière des notes d'analyse et d'orientation que lui rédigeaient ses conseillers. Ce qui provoqua le mécontentement et l'opposition des cadres et des travailleurs du secteur public mis au chômage forcé, injustement incriminés et incarcérés pour « mauvaise gestion », ou ponctionnés, illégalement.

À la colonne des passifs, il faut, encore, ajouter la création du RND, ce parti-éprouvette avec lequel il sembla, quand même, prendre ses distances, refusant, apparemment, de le parrainer, en l'état, mais sans en faire une publicité manifeste.

Bien que n'accordant pas trop d'intérêt à la politique politicienne, il flaira dans l'opération les relents peu ragoûtants des objectifs inavouables qui vidèrent de son contenu démocratique et progressiste, l'idée originelle de feu Abdelhak Benhamouda qui l'avait conçu, au départ, comme une école de promotion de la culture citoyenne dont le pays avait tant besoin, soit l'antithèse d'un FLN corrompu, usurpateur des valeurs de Novembre.

Les événements ultérieurs confirmèrent ses premières appréhensions, tentant d'y opposer une parade, sous la forme, bien fragile, d'une commission nationale indépendante de surveillance des élections législatives (CNISEL), une instance formelle, inaugurée, pour la première fois, dans l'histoire des consultations électorales algériennes, sous la présidence de Salah Boubnider assisté de Tahar Zbiri et de Baya Hocine.

## L'ACTION INTERNATIONALE

Liamine Zeroual était tout sauf un commis-voyageur international. N'ayant pas eu le temps de s'y consacrer, à part entière, il répugnait, passablement, aux tâches que cette fonction impliquait qu'il préféra abandonner à la discrétion de ses conseillers et de son ministre des Affaires étrangères. Une lacune dommageable pour la suite de son action, puisque, même populaire en Algérie, seul président au monde arabe à avoir été élu démocratiquement et à avoir limité, constitutionnellement, la durée de l'exercice du pouvoir, il demeurait, relativement, inconnu sur la scène internationale, ses contacts à l'extérieur se limitant au plus proche voisinage.

Ce qui ne l'empêcha pas de remettre à sa place Jacques Chirac qui ne voulait le rencontrer, à un moment crucial pour l'Algérie, qu'entre deux portes dans les couloirs du palais de Manhattan, lors de l'Assemblée générale de l'ONU à laquelle il prit part.

Il le lui fit savoir, de façon sèche, par l'entremise de son porte parole, Mihoub Mihoubi, ancien ambassadeur au Nigeria qui tint une conférence de presse retentissante par ses conséquences puisque le chef de l'État français s'en mordit les doigts et voulut s'en excuser, mais le coup était parti, irrattrapable.

Tel était Liamine Zeraoul, fier, jaloux de la souveraineté de son pays, entier, hostile aux compromis bâtis sur la concession ainsi qu'il le prouva, auparavant, face à l'arrogance d'Edouard Balladur et de Charles Pasqua, le Premier ministre et ministre de l'Intérieur français de la cohabitation qui exigeaient d'attaquer, sur le sol algérien, l'Airbus français cloué sur le tarmac de l'aéroport Houari Boumediene par les pirates du GIA. De même qu'il fit fermer le bureau de l'AFP à Alger qui faisait l'apologie du terrorisme en donnant de fausses informations, s'opposa au tournage, par BHL, d'un film documentaire sur les opérations militaires dans l'Ouarsenis, commandé par un haut responsable algérien, et demanda à son ministre des Affaires étrangères et à son ministre de la Communication et de la Culture de surseoir à des déplacements à Paris, pour l'un, et au Festival de Cannes, pour l'autre, tant que le gouvernement français n'avait pas défini, franchement et clairement, une position acceptable vis-à-vis du terrorisme.

L'attitude d'une grande dignité qu'il afficha face au panel — en fait une commission d'enquête déguisée — envoyé par le secrétaire général de l'ONU pour examiner la situation sur le terrain, limita les dégâts, en recadrant la mission des émissaires internationaux, emmenés par Mario Soares, un ancien réfugié politique de la résistance portu-

gaise anti-salazariste qui avait trouvé asile en Algérie dans les années 60-70 et qui, ironie du sort, y revenait conduire une inspection de police internationale, en compagnie de Simone Weil et d'un ancien premier ministre jordanien résidant aux USA.

Ulcéré par le spectacle qu'une certaine « classe politique » étalait aux portes du Sofitel en faisant la chaîne pour se faire entendre par la commission, il avait toutes les raisons de croire que se profilait à l'horizon le danger d'une intervention étrangère qu'il voulait éviter à tout prix, d'autant qu'un autre brasier était sur le point de s'allumer en Kabylie, à la suite de l'assassinat du chanteur Matoub Lounes.

Là aussi, il convoqua tout ce qu'il possédait comme de force de conviction pour conjurer le pire avec, il faut le reconnaître, le concours de plusieurs personnalités et chefs de partis patriotes qui avaient pris conscience du caractère aventureux des événements de Bejaïa et de Tizi-Ouzou.

Cependant, les massacres qui se multipliaient aux quatre coins du pays, à Bentalha, Raïs, Had-Chekala, Sidi Moussa, Khraicia, fauchant des centaines de vies humaines, eurent raison de sa patience, alors même qu'il était convaincu d'avoir remporté, à la fois, la bataille politique en disqualifiant, totalement, Abbassi Madani et Ali Benhadj, pris en flagrant délit d'appel au meurtre, et alors même, aussi, qu'il avait commencé à voir poindre les prémices de la victoire militaire, après la reddition de nombreux terroristes descendus des zones de rébellion, au terme de l'application de la loi sur la Rahma.

## L'ADIEU AUX ARMES

La vision qu'il avait de cette loi ainsi que de la gestion de ses conséquences, entre autres, le sort de l'AIS dont le chef, Madani Mezrag, venait de déposer les armes, n'emportait

pas l'adhésion de tout le monde. Certains craignaient qu'il fit cavalier seul et volât de ses propres ailes.

Les attaques portées contre le ministre-conseiller, le général Mohamed Becthine avec lequel il partageait le compagnonnage solidaire qui liait les moudjahidine montés au maquis à un âge précoce pour combattre le colonialisme, achevèrent de le persuader qu'il ne disposait pas de l'ensemble des moyens pour mener à bien sa tâche au sommet de l'État, évitant d'entrer dans un conflit que lui interdisait le code d'honneur l'engageant vis-à-vis de ses anciens pairs.

Tous ces développements survenaient après les élections législatives de 1997, remportées, frauduleusement, par un parti qui venait à peine de naître, une forfaiture dont il ne supporta, certainement pas, les éclaboussures sur sa popularité basée, essentiellement, sur l'intégrité politique et morale.

C'est, vraisemblablement, dès cet épisode qu'il prit la décision d'écourter son mandat et d'annoncer des élections présidentielles anticipées.

Il sortit, par la grande porte, avec le panache d'un aguelid numide.

Il aurait pu prononcer un discours devant les deux chambres réunies du Parlement pour s'accrocher au pouvoir ainsi que certains le lui proposèrent, en se référant à la Constitution. Il n'en fit rien.

Un ami déçu lui écrivit une lettre, une fois rentré chez lui, dans laquelle il lui reprocha d'avoir laissé le pays au milieu du gué, et de ne pas avoir eu le courage suffisant pour franchir le Rubicon, hésitant comme, naguère, le général Boulanger face aux Croix de Feu, l'exhortant à méditer l'exemple des empereurs Ming, lorsqu'il contempera, de sa demeure, les hauteurs majestueuses du Chelia.

Je ne sais s'il lui répondit. Par contre, il refusa, depuis, de réapparaître, nulle part, de façon officielle, quittant, définitivement, la scène politique ainsi que le firent, avant lui, de leur propre chef, de rares présidents en exercice tels que Julius Nyerere, Léopold Sedar Senghor et Charles de Gaulle. La seule fois qu'il s'exprima publiquement c'était pour mettre en garde contre les risques encourus par le pays à la veille de l'élection présidentielle d'avril 2014 à laquelle le président Bouteflika présenta sa candidature.

Beaucoup lui firent miroiter la possibilité d'un retour glorieux, pensant qu'ils avaient affaire à un Lionel Jospin, feignant d'ignorer que Liamine Zeraoul n'était pas un saltimbanque. Il était déjà entré dans l'Histoire, un certain 16 novembre 1995 et n'était pas près d'en sortir.

La jeunesse d'aujourd'hui et la classe dite politique devraient en user comme d'une source d'inspiration pour hisser la politique au rang de métier noble et désintéressé, reprenant langue avec les partis du Mouvement national qui étaient, avant 1954, des écoles de nationalisme où s'éveillaient les consciences et où s'acquéraient les cultures et les connaissances.

Quant au président Liamine Zeroual, le peuple ne lui demande qu'une chose : témoigner devant l'Histoire et publier ses Mémoires à l'usage des générations à venir qui ont besoin de trouver leur voie tant il est vrai que « pour connaître un chemin, il faut interroger celui qui en vient », selon un adage du vieux terroir des hommes.

## 8. ABDELAZIZ BOUTEFLIKA : LE RÈGNE LE PLUS LONG

On a beau dire, Abdelaziz Bouteflika aura marqué l'Histoire de l'Algérie postindépendance avec une constance indéniable en se retrouvant, à chacun de ses grands tournants, dans la position d'un homme-clef du système politique.

Servi par une baraka à laquelle il croit, sincèrement, en soufi disciple d'Ibn El-Arabi et de l'Émir Abdelkader, mais aussi par un don politique qui lui fait décoder et démêler, avant les autres, et avec beaucoup d'opportunisme, les situations les plus embrouillées, ce fils d'Oujda, grandi dans la proximité des zaouïas et de la poésie populaire des grands bardes de l'ouest, s'est, dès son jeune âge, imposé comme un politicien intelligent qui savait, patiemment, attendre son heure, toujours embusqué dans les coulisses des cercles tutélaires.

Comme son modèle Houari Boumediene pour lequel il nourrissait une amitié et une fidélité jamais démenties, il n'a été ni un militaire ni un militant de parti au sens strict du terme.

La conception qu'il avait des affaires de l'État ne souffrait le voisinage d'aucun engagement partisan auquel il se serait entièrement dévoué, ainsi que le firent, avec des fortunes diverses, les premiers dirigeants du Mouvement national et de la Révolution armée, ce qui expliqua les rares atomes crochus qui le lièrent au FLN pré ou postindépendance, même s'il en accepta, après 2004, la présidence

d'honneur, alors qu'il était chef de l'État, censé être au dessus des apparentements partisans.

L'armée n'avait pas été, non plus, un horizon vers lequel il aurait souhaité tendre. Tout juste si elle devait lui servir de boussole pour s'orienter et de moyen pour gravir les échelons de la hiérarchie de l'État ainsi que le 19 juin 1965 eut à l'illustrer.

Abdelaziz Bouteflika n'entrait pas dans cette catégorie d'hommes. Il était, avant tout, l'homme des jeux politiques réservés aux seuls initiés, et dans lesquels il excellait. Il était l'homme des défis qui ne trouvait sa mesure que dans les épreuves imposées par les concurrences entre les clans et les chefs pendant et après la Révolution.

Avec le temps, il apprit à les connaître et à en apprivoiser la balance avec une certaine science de la manœuvre et de la psychologie politique, arrivant, toujours, à tirer son épingle du jeu et à se dépêtrer des situations les plus compliquées.

Il le prouva, une première fois, lorsque, envoyé, avant 1962, en mission au château d'Aulnoy par l'état-major général de l'ALN, il réussit à obtenir d'Ahmed Ben Bella, réprouvé par ses codétenus, l'onction dont l'armée des frontières avait besoin pour délégitimer le GPRA, avec lequel elle était en conflit, entre autres, au sujet des Accords d'Évian.

Il le fit, une seconde fois, lorsqu'il parvint à arracher au premier vice-président et ministre de la Défense, la décision d'engager, avec le soutien du groupe d'Oujda dont il était l'égérie, le processus de divorce d'avec Ahmed Ben Bella, victime de ses improvisations.

Ce fut, à partir de ce moment-là, qu'il s'ouvrit, par son entregent, une voie royale vers la concrétisation de ses ambitions, affranchi, à un âge précoce, de tout parrainage, hormis la protection du président Boumediene qui le présentait, à chaque fois qu'il le dépêchait auprès des

chefs d'État étrangers, comme son frère siamois, investi de tous les pouvoirs pour parler en son nom.

Il était tout feu, tout flamme, enjoué, croyant à sa bonne étoile, le sourire séducteur, les yeux parlants, la mise impeccable, signée par les grands couturiers parisiens, des qualités qui le distinguèrent, très nettement, de son auguste mentor, attaché, lui, à paraître sous des dehors plus spartiates.

Avec de tels atouts, il se hissa, rapidement, sur le piédestal des coqueluches de la presse internationale à laquelle il n'arrêtait pas de s'adresser, avec aisance et détachement, à coups d'imparfait du subjonctif, sur le perron de l'Élysée ou sous les lambris du palais de Manhattan dont il était devenu un familier.

Plus rien ne le retint, après qu'il se fut introduit dans la cour des grands en présidant, au nom de l'Algérie, l'Assemblée générale de l'ONU.

Il s'était forgé une telle notoriété internationale qu'il cessa d'assister aux réunions du conseil de la Révolution et plus tard, aux sessions du comité central du parti, provoquant un malaise parmi ses compagnons comme Chérif Belkacem ou des ministres comme Belaïd Abdesselem et Ahmed Taleb Ibrahim qui voyaient d'un mauvais œil cet envol et cette liberté soustraits à tout contrôle.

De plus, l'image de play-boy de la diplomatie qu'il donnait à voir de lui, à l'étranger, jurait avec le rigorisme du socialisme d'État que la doctrine officielle tenait à proposer comme modèle à suivre aux pays non-alignés, accueillis en grande pompe à Alger, en 1973, pour avaliser les thèses algériennes sur le nouvel ordre économique international et le nouvel ordre mondial de l'information.

Qu'on ne s'y méprenne, cependant, pas : Abdelaziz Bouteflika, pour aussi fin diplomate et funambule planétaire qu'il fut, n'en était pas moins un homme coupé des arrières d'un intérieur qui l'avait perdu de vue à cause de ses longues absences.

D'ailleurs, aux yeux du pré carré du pouvoir révolutionnaire, il n'était que l'habile interprète des thèses qu'il défendait dans les forums mondiaux. Pas la source.

La politique étrangère était le domaine réservé du président Boumediene, gestionnaire direct et exclusif des dossiers mondiaux, notamment, ceux du non-alignement et des relations avec les dirigeants des pays socialistes, Brejnev, Mao, Tito, Castro, l'interface unique de Nasser, Kadhafi, Hafez El-Assad, Saddam Hussein, Yasser Arafat, du Shah d'Iran et des Américains dont il recevait les émissaires qui venaient à Alger prendre connaissance de ses analyses et de ses avis.

Échoyait à Abdelaziz Bouteflika le traitement des dossiers européens et, en particulier, français, ce qui lui fit coller l'étiquette de « libéral pro-occidental » qui lui sera rappelée lorsqu'il fallut trouver un successeur au défunt président Houari Boumediene qu'il pensait pouvoir remplacer, légitimement, à la tête de l'État en tant que *primus inter pares* et héritier présomptif incontestable.

Une illusion entretenue le temps de la lecture d'une oraison funèbre qu'il déclama, sur le ton d'un chant religieux, les yeux cachés par des lunettes noires ; une ambition, cependant, avortée par le 4<sup>e</sup> congrès d'un parti du FLN dominé par l'aile socialisante et par l'armée qui lui préféra l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Une décision qu'il reçut comme un coup de glaive dans le dos, aggravée par la mise en débet prononcée à son encontre par la cour des comptes pour sa mauvaise gestion présumée des fonds alloués aux représentations diplomatiques algériennes à l'étranger.

L'exclusion du comité central du parti adoptée par la commission de discipline finit par l'abattre et lui fit prendre le chemin de l'exil au cours duquel il vécut les affres d'une longue traversée du désert aux Émirats arabes unis.

Une blessure très vive qui demeura, longtemps, béante et qui éclairera, plus tard, en sus de ses traits de caractère spécifiques, bien des positions politiques quand il fut rappelé aux affaires, en 1999, par les décideurs militaires, à la démission du président Liamine Zeroual, une phase parmi les plus critiques de la vie politique de l'Algérie de cette époque.

Bien que semblant amoindri et vieilli par ces années d'excommunication et d'oubli, reparaisant, à la tribune de l'Hôtel Aurassi, au départ de sa campagne électorale de la présidentielle, un peu gauche, le nez chaussé d'épaisses lunettes à double foyer et vêtu d'un costume trois-pièces, il ne prit pas beaucoup de temps pour rebondir, reprendre de l'allant, repartir à l'abordage du pouvoir, le style qui lui sied le mieux, usant et abusant de fougades et de formules populaires puisées dans un lexique aux ressources illimitées.

Et très vite, il séduit, de nouveau, en jouant sur les cordes sensibles de la souveraineté, de la justice et de la vérité, les leitmotiv préférés du peuple.

Il exigea, en « gaullien » assumé, d'être un président aux pleins pouvoirs, maître de l'ordonnance et du référendum, exprima, publiquement, ses réserves vis-à-vis de la Constitution et du Parlement qu'il n'hésita pas à mettre en quarantaine, et, un brin provocateur, déclara que s'il avait eu vingt ans, il serait monté au maquis pour combattre le déni du droit.

Y avait-il meilleur programme, simple et direct, que celui-ci pour s'attirer la sympathie et l'adhésion des plus larges secteurs de la population qui découvrit, non sans plaisir, en plus de l'orateur bilingue qu'il était, un fqih, exégète du Coran et poète à ses heures, amoureux des traditions et des arts raffinés des cités de la « hadra » algérienne, en particulier de Constantine et de Tlemcen, les villes les plus visitées, en 15 ans de mandat, avec Sétif et Laghouat dont il vantait, souvent, la beauté des femmes et la gastronomie.

Pragmatique, opportuniste et toujours meilleur interprète que compositeur, il se saisit de la loi sur la Rahma du président Liamine Zeroual qu'il dépouilla de ses garde-fous politiques et transforma en un programme consensua- liste, valable *ad-vitam aeternam*.

C'est avec cette plaidoirie en faveur de la repentance et de la réconciliation nationale renvoyant, dos à dos, tous les protagonistes des années noires, qu'il s'en alla sillonner un pays profond, lassé par le terrorisme intégriste et les exac- tions d'une administration corrompue.

Non sans recueillir le retour d'écoute favorable de la population flattée par le discours mi-traditionaliste, mi-moderniste, promettant la réhabilitation de la dignité de l'Algérien résumée par le fameux « relève la tête ya ba ! » et le retour de l'Algérie sur la scène internationale qui le firent identifier à Houari Boumediene, l'homme auquel il avait rêvé de succéder.

Ses adversaires lui prêtèrent, cependant, d'autres inten- tions plus personnelles : celles de prendre sa revanche sur les forces qui firent échec à ses ambitions présidentielles de 1979, à savoir :

1- l'armée contre laquelle il engagea une pression soft jusqu'à la faire rentrer dans les rangs, en l'encadrant par des hommes acquis à sa cause,

2- le parti dont il demanda la soumission pour se laver de l'affront que lui fit essuyer la commission de discipline présidée par un des derniers survivants du groupe des 22 Amar Benaouda venu s'effondrer entre ses bras et faire son mea-culpa, en pleurant, lors de la cérémonie d'inves- titure de 1999, pour la décision de bannissement qu'il fit voter sur l'ordre de Chadli Bendjedid, le président-secré- taire général du FLN.

Il y a peut-être du vrai dans ces suppositions, mais ce serait trop schématiser et trop caricaturer les positions et l'action de Abdelaziz Bouteflika, ses idées et son sentiment

sur les questions de l'armée, du parti du FLN et de la démocratie, en général, vis-à-vis de laquelle il est, du reste franchement réservé, devant être replacées dans un contexte plus global.

Après avoir, certes, un temps, hésité entre emprunter une voie boumédiéniste fondée sur le « tout-État » et le protectionnisme et tenter des percées réformatrices du système politique et de l'économie sur les conseils de Sbih et Isaâd, d'un côté et du trio libéral, Khelil, Benachenhou, Temmar, de l'autre, en s'essayant à casser des tabous — la poignée de main de Ehud Barak, l'invitation adressée à Enrico Macias et l'exfiltration de Abassi Madani vers le Qatar — il parvint, dans un environnement mondial fluctuant, à suivre une voie moyenne, à mi-chemin entre les deux.

Il s'imposa, cette fois-ci, comme la source et non plus comme la seconde main et le défenseur des idées des autres, ni fils prodigue de Houari Boumediene dont il s'émancipa définitivement, ni partisan du laisser-faire, laisser-passer défendu par ses conseillers.

Grâce à la manne pétrolière qui permit le désendettement, la paix sociale et la stabilité, il opta — c'est dans son tempérament autoritariste — pour une gouvernance césariste et distributive. Un modèle qui cumule les défauts de l'une et de l'autre voie-bureaucratie, corruption galopante, économie informelle, paupérisation de la classe moyenne — sans profiter de leurs qualités — rigueur, justice sociale, ouverture, liberté d'initiative, culture du mérite, pluralisme médiatique.

Résultat : une segmentation de la société livrée au pouvoir d'une administration bureaucratique, aux zaouïas ressuscitées, à l'affairisme comprador et à l'islamisme aux aguets qui ne cache pas sa volonté de parvenir au pouvoir par la magie d'un « printemps arabe ».

Le tout sur un fond de « patriotisme politique » qui accepte d'observer le profil bas durant la commémoration

du cinquantenaire de l'Indépendance et d'un « patriotisme économique » qui n'hésite pas à ouvrir le marché algérien à l'économie mondialisée, alors que le gouvernement promet, depuis dix ans, la mise en œuvre « imminente » d'une stratégie de ré-industrialisation de l'Algérie.

Le bilan de la gestion de toutes ces années s'en retrouve mitigé, le bon alternant avec le pire : à côté de la sécurité et de la paix retrouvées, des équilibres macro-économiques au vert, de la réalisation des grandes infrastructures de base à des coûts exorbitants, objet de suspicion, il y a le foisonnement de nombreux dysfonctionnements, la corruption généralisée qui éclaboussa les centres névralgiques de l'État, et la révision de la Constitution de 1996 par l'élimination du verrou limitant le nombre de mandats présidentiels, l'un des griefs les plus importants que ses adversaires lui font.

Désarçonné par les révoltes arabes de 2011, il prit, probablement, sur le moment, conscience que la gouvernance moderne n'a plus rien à voir avec les standards du siècle dernier et lança un train de réformes qui manqua, cependant, d'audace, demeurant, largement en deçà du minimum exigé.

Sa grave maladie et sa longue convalescence, objet d'interminables polémiques autour de la mise en application de l'article 88, aiguësèrent les appétits, à l'intérieur et à l'extérieur du pouvoir d'État, manquant de peu de provoquer une grave crise au sommet.

Fortement diminué, il parvint, malgré tout, à se faire réélire en avril 2014, pour un 4<sup>e</sup> mandat sur un programme vantant la stabilité et la sécurité du pays

Dés sa réélection, il se dépêcha de réactiver les réformes avec, en arrière plan, une énième révision de la Constitution revenant à la limitation des mandats, sans, pour autant, réussir à convaincre une opposition unie ayant, pour la première fois depuis 1989, dépassé ses vieux clivages idéologiques.

Ne bénéficiant pas, comme lors de ses précédents mandats, d'un consensus fort, le président, considérablement affaibli, donne de lui l'image d'un chef qui jette les dernières forces d'une santé précaire dans une bataille qu'il estime être celle du destin, le sien, celle qui permettra, à son sens, de faire éviter à l'Algérie de renouer avec ses vieux démons.

À défaut de laisser un bilan chiffré, il entend, léguer à la postérité un « État civil » pacifié et gouverné au centre, loin des extrémismes.

Réussira-t-il ce pari dans un monde troublé qui donne à constater que ce sont l'Histoire, les luttes sociales, les niveaux de développement, l'envergure et la représentativité des dirigeants politiques plutôt que la volonté d'un seul homme, fut-elle celle d'un chef de l'État, qui s'avèrent, en dernier ressort, les facteurs déterminants du changement ?

Rien ne le laisse clairement supposer quand bien même il peut se prévaloir d'avoir, au bout de 15 ans de règne, sorti le pays du cercle de la violence et mis à profit les rivalités entre les grandes puissances pour se faire admettre comme un médiateur habile dans les conflits qui secouent les pays du Maghreb et du Sahel.

À la fin d'un parcours heurté sur lequel l'Histoire se prononcera avec objectivité lorsque les passions se seraient tues, il sera, sans doute, le dernier homme providentiel de l'Algérie.

Après lui, la société qui est en train de produire des conduites citoyennes originales saura se doter, dans un climat plus apaisé, des moyens constitutionnels appropriés capables d'asseoir la gouvernance du pays sur la base d'une démocratie authentique gérée par de nouveaux hommes politiques en phase avec leur temps.

## CONCLUSION

Une fois l'État national restauré dans la plénitude de sa souveraineté, à l'issue du référendum sur l'autodétermination du 1<sup>er</sup> juillet 1962, les vainqueurs de l'épreuve de force de l'été installèrent, à Alger, un régime qui échappa, par son caractère hybride, à toutes les grilles d'analyse classiques de la science politique.

Mélange d'autocratie, de para-démocratie et de populisme, ce régime a drainé des sédimentations si nombreuses et si complexes que même les politologues les plus chevronnés peinent à l'étalonner à l'aune des normes connues en la matière.

La doctrine officielle formulée, à son propos, par plusieurs textes de fond, affirme que l'ordre mis en place, le 10 septembre 1963, repose sur les principes de l'unité et de la continuité, valable aussi bien pour le passé que pour l'avenir. Ce postulat récuse toute idée de rupture dans l'enchaînement des différents pouvoirs qui se sont succédé ou se succéderont, sous ce régime.

Selon la logique qui sous-entend ce postulat, l'ordre institutionnel a été établi par une Constitution sourcée à la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, inaltérable dans son essence, même si elle fut ou sera appelée à changer en fonction des vicissitudes des évolutions politiques.

Est, par conséquent, exclu, l'avènement de toute nouvelle République et, sous-entendu, de toute transition,

synonyme de substitution d'une forme d'organisation des institutions à une autre, différente, voire opposée, assimilable à une révolution pure et simple.

En théorie seulement, car dans la pratique, les termes de la doctrine énonçant l'unité et la pérennité de l'État ne résistèrent pas longtemps aux convulsions de la vie politique, puisque « le redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965 y contrevint, de façon violente, tout en s'empresant de proclamer sa fidélité à un ordre qui devra « survivre aux événements et aux hommes ».

Moins de trente ans plus tard, la crise de 1991 qui faillit emporter la République, elle même, a obligé les institutions en exercice — président et Assemblée nationale — à se démettre et à céder la place à deux organes non prévus par la Constitution, le Haut comité d'État puis la présidence de l'État qui fonctionnèrent dans les conditions dictées par l'état d'urgence, restreignant l'application de la loi fondamentale. Ces transitions que le régime s'est aménagées pour sa propre survie, n'ont jamais été présentées comme telles.

Arc-bouté à l'unité et à la continuité de l'ordre, pour des motifs idéologiques et socio-économiques, le régime a, invariablement, rejeté, dans le fond et dans la forme, les propositions que l'opposition, versatile, lui avança et lui avance toujours. De vieux partis politiques et de plus récents, le FFS, le MDA, le PAGES, le RCD, le PT et le dernier en date le MSP, passé de l'autre côté de la barrière, ont fait de la transition un leitmotiv de leurs programmes. En compagnie de personnalités en rupture de ban avec le pouvoir, ces formations n'ont cessé de lancer, tout au long de ces cinquante dernières années, à partir de Londres, Sant'Egidio ou Alger, des initiatives vouées, sans exception, à l'échec, initiatives auxquelles les gouvernements du moment opposèrent une fin de non recevoir « globalement et dans le détail ». L'échec de ces initiatives incombe, selon

les uns, à l'autisme des différentes directions qui se sont relayées à la tête de l'État et, selon les autres, à l'inconstance de ces partis et de ces personnalités impliqués dans des alliances qualifiées par leurs adversaires de conjoncturelles et sans ancrage populaire.

Néanmoins, et malgré ces avatars, l'idée a survécu et est revenue en force, supportée par un spectre d'opposants et d'anciens responsables civils et militaires qui voient dans la phase que l'Algérie traverse, depuis avril 2014, une opportunité propice pour vérifier son actualité et, surtout, s'entendre sur le sens à lui donner.

Les schémas proposés sont variés, en fonction de la ligne défendue par chacun, mais convergent tous sur son inéluctabilité pour affirmer qu'en plus des anciens termes du plaidoyer, l'arrivée des jeunes générations aux portes des responsabilités politiques a inscrit la transition dans l'agenda de l'Algérie comme « une urgence vitale ».

Qualifiée de démocratique et, depuis peu, de générationnelle, la transition est communément définie par ses défenseurs comme le passage d'un État autoritaire à un État de droit qui devra résulter d'un dialogue national visant à la rédaction d'une nouvelle Constitution habitant la citoyenneté.

Au-delà des spéculations auxquelles ces propositions donnent lieu, il y a une question qui revient, de façon cyclique, à chaque fois que l'idée est posée sur la table : existe-t-il au sein du pouvoir des forces qui peuvent exprimer une volonté réelle de prendre en considération cette perspective et de travailler à sa réalisation, sachant que sans la volonté politique du pouvoir ou d'une partie influente de celui-ci et sans la réunion d'un minimum de préalables rien ne sera possible.

Les conditions de sa « négociation » et de son applicabilité sont-elles envisageables au vu de la situation qui prévaut aussi bien au sommet des institutions qu'au sein

de la société ? Ou bien ne sont-ce là que des opinions de politiciens et d'intellectuels en décalage ou trop en avance sur les réalités du régime et de la Nation ? Les véritables ressorts du débat se situent à ce niveau.

L'Algérie de 2014 n'est plus celle des dernières décennies. Elle est parvenue à sortir de l'engrenage dans lequel elle fut poussée par l'aventurisme fondamentaliste et récurpère, petit à petit, des traumatismes des années de braise.

Les valeurs et les comportements de la société ne sont plus les mêmes.

Entre clair et obscur, percées et retards, ils sont d'une autre texture. Les notions de politique et de politiciens, hier bannies du vocabulaire de la pensée unique, ont, aujourd'hui — entachées, il est vrai de plusieurs vices de fond — remplacé ceux de militantisme et de militants « désintéressés ».

Dans un contexte de relative libération de la parole, les Algériens apparaissent plus libres. Ils accèdent, de plus en plus, à l'usage des NTIC et à un paysage audiovisuel plus ouvert, quoique médiocre et ne craignent plus de dire leur avis sur la chose politique.

C'est là une avancée indéniable. Mais cela est-il pour autant suffisant pour faire bouger les lignes ? De nombreux facteurs arrimés aux vieux usages et à la résignation continuent de freiner la marche vers le changement.

En effet, les Algériens, dans certaines de leurs composantes, donnent d'eux une image fragile, faiblement armés technologiquement pour affronter les nouveaux déterminismes de la mondialisation économique, de l'environnement sécuritaire et de l'ouverture médiatique internationale.

Les fractions traditionnelles de la société dominées par les féodalités religieuses n'en finissent pas de tirer vers le bas en s'agrippant au mirage de l'ancien modèle

de gouvernance dominé par l'ombre tutélaire de l'homme providentiel, le wali des affaires de la communauté. Quand on constate la persistance de cet état d'esprit nourri au rituel de la moubayaa moyenâgeuse, on se prend à penser que l'autocratie a, encore, de beaux jours devant elle.

Cependant, il n'y a pas que la société qui a muté. Dans une certaine mesure, le pouvoir, aussi, qui ne représente plus un pôle monolithique. Tant que la gouvernance se réduisait à une redistribution des ressources dont les parts étaient fixées selon des accords convenus par les membres d'une oligarchie soudée par la légitimité historique, les équilibres souhaités étaient préservés. Mais lorsque le champ de la décision s'est élargi, à la faveur de processus sociaux nouveaux, à d'autres forces de bords différents et aux intérêts contradictoires exigeant la révision des règles du jeu, les choses se présentent sous un jour autrement plus conflictuel. C'est le sens à donner à la dernière crise qui a secoué le sommet de l'État à la veille de la présidentielle de 2014.

À une confrontation publique qui risquait de déboucher sur une impasse, les différents faisceaux du pouvoir ont préféré conclure un nouveau pacte devant déclencher, après le 17 avril, une mise à jour qui ouvrirait — d'après quel scénario ? — davantage de champ aux réformes, en association avec les acteurs les plus en vue sur la scène politique et civile. Le débat semble, en effet, avoir dépassé le stade de la reconduction de Abdelaziz Bouteflika qui était tenue pour acquise et se focalise, désormais, sur les changements qui, sans devoir revêtir l'aspect d'une transition concédée, n'en annonceraient pas moins une réorientation du pouvoir en matière constitutionnelle, économique et sécuritaire.

Ne pouvant contenir, plus longtemps et avec les mêmes méthodes, la dépréciation des termes d'une économie improductive et des revendications sociale qui lui sont liées,

le pouvoir se voit obligé, à moins d'une panne de dessein ou d'un immobilisme qui signerait la fin biologique d'une époque, de répondre plus intelligemment aux espérances démocratiques du peuple, dans la paix et la sérénité d'un dialogue civilisé.

L'État national et tout ce qu'il implique comme actualisation de l'esprit du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 commande de réaliser le projet de république démocratique et sociale retenu par les pères fondateurs de la Révolution. C'est le dessein de la dernière chance. Un refus par vanité, orgueil ou intérêt étroit ouvrirait les portes sur l'inconnu.

La relation pacifiée entre l'État et la société politique est entrain de gagner des espaces. Le rapprochement du FFS et de certains cercles du pouvoir semble l'indiquer même si ces derniers manifestent encore leur rejet doctrinal de l'idée de la transition et même si l'opposition laïco-islamiste nouvellement fédérée continue à camper sur son intransigeance.

Un ajournement ou un dévoiement de ces processus seraient de nature à compliquer la tâche des politiciens et des intellectuels intéressés, par conviction et par culture, au salut de l'État national. Sauf angélisme, les familiers de la politique connaissent les limites du gouvernement des hommes et des choses. Mais rien n'empêche que tous ceux qui croient en ce pays s'attellent à les faire reculer le plus loin possible pour servir l'intérêt bien compris de l'Algérie, la patrie de tous les Algériens.



*Achevé d'imprimer en octobre 2014  
sur les presses de l'imprimerie*

**Casbah-Editions**

Lot. Saïd Hamdine, Hydra, 16012, Alger - Algérie  
Tél. : 021 54 79 10 / 021 54 79 11 / Fax : 021 54 72 77

email : [casbaheditions@gmail.com](mailto:casbaheditions@gmail.com)

*Alger, 2014*



BADR'EDDINE MILI

## LES PRÉSIDENTS ALGÉRIENS À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

Né à Constantine, Badr'Eddine MILI fit partie de la première promotion de l'Université de l'Algérie indépendante où il reçut une formation en Sciences Politiques, en Droit et en Sociologie.

De 1967 à 1999, il exerce de nombreuses fonctions de direction au sein des médias et des institutions de l'Etat, notamment, en qualité de Directeur général de l'APS, de Directeur central au ministère de la Communication et de la Culture et de Chargé de mission à la Présidence de la République.

Il est l'auteur de deux romans : *La Brèche et le Rempart* (2009) et *Les Miroirs aux Alouettes* (2011), les premiers volets d'une trilogie retraçant la vie des classes populaires algériennes avant, pendant et après la guerre de libération et dont le dernier, *Les Abysses de la Passion Maudite* est en cours d'édition.

Son premier roman a été adapté à la télévision en 2013 sous le titre *Le Dernier Hiver*.

*Les Présidents algériens à l'épreuve du pouvoir* regroupe des réflexions et des analyses consacrées aux questions de l'Etat national, des idéologies, de la démocratie et des politiques développées par les différents dirigeants qui se sont succédé à la tête de la République de 1962 à 2014

**CASBAH**  
Editions

